

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203909]

24 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de biométhanisation visées par la rubrique 90.23.15 et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 3, modifié par le décret-programme du 3 février 2005 et par le décret du 22 novembre 2007, l'article 4, modifié par le décret du 24 octobre 2013, l'article 5, l'article 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, l'article 7bis, inséré par le décret du 24 octobre 2013, l'article 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013, l'article 9, l'article 17, modifié par les décrets du 19 septembre 2002 et du 21 juin 2012, l'article 55, § 1^{er} et l'article 83;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;

Vu l'avis de la cellule d'avis en développement durable, donné le 10 avril 2014;

Vu l'avis n° 55.430/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, qui, à l'origine, ont été prises en exécution de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, aujourd'hui abrogée, trouvent désormais leur fondement légal dans les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui habilite le Gouvernement à arrêter des conditions générales au sens du chapitre I^{er}, section III, de ce décret;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999, le Gouvernement ne peut, lorsqu'il arrête des conditions sectorielles, s'écarter des conditions générales, qu'à la condition de motiver cette dérogation;

Considérant, à l'heure actuelle, que certaines dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 ont été reprises par le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau (chapitre VI - Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires) pour les eaux usées domestiques et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant, enfin, que la non-application de l'arrêté royal du 3 août 1976 permet de limiter le nombre de textes réglementaires applicables à un établissement, répondant ainsi à la volonté du Gouvernement wallon d'adopter un programme de rationalisation et de simplification administrative;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations de biométhanisation visées à la rubrique 90.23.15 de l'annexe I^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o additif : toute substance non dégradable servant à améliorer la biométhanisation;

2^o biogaz : le gaz issu du processus de décomposition biologique de biomatières en l'absence d'oxygène dans le digesteur;

3^o CWEA : le Compendium wallon des méthodes d'Echantillonnage et d'Analyse établi par le Gouvernement constituant l'ensemble des méthodes de prélèvement et d'échantillonnage, de conservation, de prétraitement et d'analyse des échantillons ainsi que des procédures analytiques permettant de déterminer les teneurs en polluants. Le CWEA a une valeur indicative;

4^o digestat : la substance résultant d'un processus de transformation biologique anaérobie de biomatières dans des conditions contrôlées dans un digesteur;

5^o digestat brut : le digestat en sortie du digesteur;

6^o digestat traité : le digestat ayant subi, après sa sortie du digesteur, un ou plusieurs post-traitements;

7^o établissement existant : l'établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. La transformation ou l'extension d'une installation de biométhanisation que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à une installation de biométhanisation existante. L'établissement pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est, lorsque le permis a été octroyé sur la base de cette demande, assimilé à un établissement existant;

8° lot : une quantité déterminée de digestat produite dans des conditions similaires, sur un même lieu de fabrication et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes;

9° matière : toute substance qui est utilisée dans le post-traitement;

10° permis : un permis d'environnement ou permis unique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

11° post-traitement : l'opération de traitement du digestat visant à modifier les caractéristiques du digestat brut, à l'exception du compostage;

12° prétraitement du biogaz : l'épuration du biogaz en vue de son utilisation, dans l'établissement, comme combustible;

13° traitement préalable : l'ensemble des opérations relatives à la réception, à la préparation et au stockage des biomatières avant biométhanisation;

14° zonage ATEX : la délimitation des zones où des atmosphères explosives sont présentes sur un site, sur base des articles 105 à 113 de l'annexe de l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le Règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Section 1^{re} — Conception de l'ouvrage et accessibilité

Art. 3. § 1^{er}. La distance entre toute partie de l'installation de biométhanisation contenant moins de 830 Nm³, en particulier le digesteur, le post-digesteur, l'infrastructure de stockage de biogaz, les canalisations de biogaz, et les habitations occupées par des tiers est supérieure ou égale à 50 mètres.

Les logements occupés par l'exploitant, le personnel de l'installation ou par les fournisseurs de biomatières destinées à la biométhanisation ne constituent pas des habitations occupées par des tiers

§ 2. La distance entre toute partie de l'installation de biométhanisation contenant 830 Nm³ ou plus de biogaz et les habitations occupées par des tiers est fixée par les conditions particulières du permis sur base de l'analyse de risques visée à l'annexe XXXI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 4. L'accès à l'installation de biométhanisation est limité aux personnes autorisées par l'exploitant ou son préposé.

Art. 5. L'installation de biométhanisation est séparée des autres installations gérées par l'exploitant sur un même site de sorte que les flux de biomatières destinés aux autres installations du site ne transitent pas dans la zone réservée à l'installation de biométhanisation.

Art. 6. L'installation de biométhanisation comporte au minimum :

1° une aire de stationnement pour les véhicules en attente d'être dépotés ou déchargés;

2° une aire de réception des biomatières entrantes;

3° une aire sur laquelle est située l'installation de préparation du mélange de biomatières avec le cas échéant des additifs qui sera injecté dans les digesteurs;

4° une aire sur laquelle sont situés les digesteurs;

5° une infrastructure de stockage du biogaz;

6° une infrastructure de stockage du digestat brut ou traité;

7° une infrastructure de stockage des biomatières refusées clairement identifiée à cet effet;

8° une infrastructure de stockage des biomatières entrantes lorsque le stockage de celles-ci est prévu;

9° une aire sur laquelle sont situés les post-digesteurs lorsque des opérations de post-digestion sont prévues;

10° une infrastructure destinée au post-traitement du digestat si cette opération est prévue.

Art. 7. Dans toute installation de biométhanisation dont la capacité de traitement est supérieure à 100 tonnes par jour, un bassin de confinement ou tout autre dispositif équivalent est mis en place afin de collecter les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction ou le digestat ou les biomatières en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité du digesteur ou de la cuve de stockage du digestat.

Le dispositif visé à l'alinéa 1^{er} peut consister en un talutage pour autant qu'il soit réalisé de manière à permettre la rétention de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

Les eaux polluées peuvent être rejetées dans le milieu récepteur après un traitement approprié permettant d'assurer le respect des normes de rejet visées aux articles 45 et 46 du présent arrêté. A défaut, elles sont évacuées conformément à la législation relative aux déchets.

Art. 8. § 1^{er}. Le sol des aires et des infrastructures visées à l'article 6, 1° à 4° et 6° à 10°, est recouvert d'un matériau étanche en vue d'empêcher toute infiltration dans le sol et est pourvu d'une pente suffisante afin de récolter gravitairement les jus et les eaux de ruissellement contaminées, les eaux de lavage, les matières répandues accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

§ 2. Les voiries internes de l'installation sont recouvertes avec un revêtement.

Art. 9. L'aire de stationnement, les voiries intérieures ainsi que l'entrée et la sortie de l'installation de biométhanisation sont conçues de manière à prévenir l'encombrement et les risques d'accident dans l'installation et sur la voie publique.

Art. 10. L'installation de biométhanisation d'une capacité de traitement supérieure à 100 tonnes par jour, est équipée d'un pont-bascule étalonné avec enregistrement automatique ou de tout autre moyen permettant de quantifier précisément les biomatières, matières, additifs et digestats entrant ou sortant de l'installation.

Section 2. — Stockage

Art. 11. Les jus d'écoulement éventuels issus des biomatières stockées ne peuvent pas atteindre les égouts ou les eaux souterraines ou de surface et sont stockés dans une infrastructure de stockage ou recueillis par une matière absorbante.

Art. 12. Les infrastructures de stockages d'effluents d'élevage tels que définis à l'article R.188, 11° du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et les aires de stockage de digestats sont étanches et chimiquement inertes vis-à-vis des effluents stockés.

Ces infrastructures sont considérées comme étanches et chimiquement inertes vis-à-vis des effluents stockés, lorsqu'elles répondent aux prescriptions techniques obligatoires pour le stockage des engrais de ferme fixées à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2004 relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage modifié par l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007.

Art. 13. Les infrastructures de stockage sont clairement identifiées selon leur contenu et leur capacité. La direction des flux entrants et sortants est indiquée.

Art. 14. § 1^{er}. Le digestat et les biomatières sont stockés dans des infrastructures de stockage.

Les infrastructures de stockage des biomatières et de digestat sont utilisées de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

§ 2. Les infrastructures de stockage du digestat ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible.

Le nombre d'infrastructures de stockage de digestat, brut ou traité, permet d'assurer la caractérisation par lot lorsque le digestat est destiné à être utilisé dans ou sur les sols.

A défaut d'une capacité suffisante des infrastructures de stockage de digestat telle que prévue à l'alinéa 1^{er} ou d'un nombre suffisant d'infrastructure de stockage de digestat conformément à l'alinéa 2, l'exploitant conclut un contrat de location d'une infrastructure de stockage dûment autorisée, exclusivement destinée au stockage de digestat, étanche et chimiquement inerte répondant aux prescriptions techniques obligatoires pour le stockage des engrais de ferme fixées à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2004 relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage modifié par l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007.

Les contrats de location sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance par l'exploitant en vue de démontrer qu'il dispose suite aux contrats de location conclus d'une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible et d'un nombre d'infrastructures de stockage de digestat, brut ou traité, permettant d'assurer la caractérisation par lot lorsque le digestat est destiné à être utilisé dans ou sur les sols. Les contrats de location comprennent au minimum les éléments suivants :

- 1° l'identification des parties cocontractantes;
- 2° la signature des parties au contrat;
- 3° le volume de digestat pouvant être stocké;
- 4° les obligations des parties lorsqu'un digestat ne respectant pas la législation applicable est stocké;
- 5° la localisation de l'infrastructure;
- 6° la durée du contrat.

§ 3. Les cuves de stockage des biomatières et du digestat sont étanches et chimiquement inertes.

Ces cuves sont considérées comme étanches et chimiquement inertes lorsqu'elles répondent aux prescriptions techniques obligatoires pour le stockage des engrais de ferme fixées à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2004 relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage modifié par l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007.

L'étanchéité des cuves de stockage des biomatières et du digestat est aisément et constamment vérifiable.

§ 4. Les digestats destinés à être utilisés dans ou sur les sols sont répartis en lots en vue de leur caractérisation analytique.

Pour les digestats solides, un lot représente une quantité qui ne peut pas être supérieure à 1 000 tonnes, ou un an de production si la production annuelle est inférieure à 1000 tonnes. Pour les digestats liquides, un lot représente le contenu d'une cuve de stockage, qui ne peut plus être alimentée.

Le producteur prend des mesures pour garantir la qualité et l'homogénéité des lots de digestat.

Art. 15. Un système de drainage est mis en place sous les infrastructures destinées au stockage des biomatières liquides ou des digestats liquides afin d'éviter toute saturation en eau de la fondation et de mettre en évidence un éventuel défaut d'étanchéité.

Un drainage périphérique ou drain de ceinture est positionné du côté extérieur du pied de paroi.

Le réseau de drains aboutit, via un collecteur des eaux de drainage, dans un regard de visite étanche.

Le regard de visite est conçu de manière à conserver une hauteur d'eau d'au moins 10 cm.

Section 3. — Biogaz

Art. 16. § 1^{er}. Tout rejet direct de biogaz dans l'atmosphère, autre que des libérations pouvant survenir en cas de surpressions accidentelles, est interdit.

§ 2. L'installation de biométhanisation est pourvue d'un équipement permettant la destruction du biogaz non valorisé tel qu'une torchère ou tout autre système permettant d'assurer un niveau de sécurité équivalent.

L'équipement est éloigné de plus de 10 mètres des installations de stockage de biogaz.

L'équipement est capable d'absorber la totalité de la production nominale de l'installation de biométhanisation.

§ 3. Pour les installations produisant moins de 100 Nm³/h de biogaz, en cas d'arrêt prolongé des équipements de valorisation du biogaz, l'équipement visé au paragraphe 2 peut consister en un dispositif de destruction du biogaz mobile et mobilisable dans l'heure.

§ 4. La tuyauterie d'admission du biogaz dans l'équipement permettant la destruction du biogaz non valorisé est équipée d'un dispositif anti-retour de flamme, de vannes d'arrêt et de vannes de sécurité coupant l'injection de biogaz en cas d'absence de flamme.

§ 5. Une clôture est implantée par l'exploitant autour de l'équipement permettant d'assurer la destruction du biogaz non valorisé, à une distance au-delà de laquelle la radiation thermique est inférieure à 6,4 kW/m² et au minimum à 5 mètres de l'équipement permettant d'assurer la destruction du biogaz non valorisé.

Par dérogation à l'alinéa premier, la clôture n'est pas exigée lorsque l'équipement permettant d'assurer la destruction du biogaz non valorisé n'est pas situé sur le sol pour autant qu'il soit démontré que la radiation thermique mesurée au niveau du sol ne dépasse pas 6,4 kW/m² dans les endroits où des personnes sont susceptibles d'être présentes.

Art. 17. § 1^{er}. Les soupapes de sécurité des digesteurs et des infrastructures de stockage de biogaz sont calibrées de façon à ce qu'en cas de surpression, le biogaz produit soit d'abord dirigé vers un équipement permettant la destruction du biogaz non valorisé.

§ 2. En cas de saturation de l'équipement permettant la destruction du biogaz non valorisé, les soupapes de sécurité sont ouvertes.

Les soupapes de sécurité sont implantées de manière à décharger le biogaz dans l'atmosphère dans un endroit où il n'y a aucun risque d'incendie ou d'explosion.

§ 3. Les digesteurs, les post-digesteurs et les infrastructures de stockage de biogaz sont équipés d'une soupape de sous-pression et d'un dispositif de mesure de niveau haut avec asservissement de l'alimentation en biomatières ou en biogaz.

Dans toute installation de biométhanisation dont la capacité de traitement est supérieure à 100 tonnes par jour, en cas de mise en dépression des digesteurs, l'alimentation est coupée automatiquement et la vidange du digestat est interrompue.

Art. 18. En vue de limiter les conséquences liées à une surpression brutale, les équipements dans lesquels s'effectue la biométhanisation sont dotés d'un dispositif tel qu'une membrane souple, un disque de rupture, un évent d'explosion ou tout autre dispositif équivalent.

Art. 19. Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter la teneur en H₂S par oxydation, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque.

Art. 20. Lorsque l'installation de biométhanisation est équipée d'une installation de valorisation de biogaz ayant pour objet de satisfaire aux besoins internes de l'établissement, l'installation est pourvue des dispositifs de sécurité suivants :

- 1° un dispositif de ventilation forcée de l'installation de combustion;
- 2° un dispositif anti-retour de flammes disposé entre l'installation et les équipements de production du biogaz;
- 3° des explosimètres prévoyant deux seuils :
 - a) un seuil de 20 % de la limite inférieure d'explosivité dont l'atteinte génère le déclenchement d'une alarme;
 - b) un seuil de 40 % de la limite inférieure d'explosivité dont l'atteinte engendre la mise à l'arrêt automatique de l'installation et la fermeture automatique de la vanne d'alimentation de l'installation en biogaz;
- 4° des détecteurs de fumée et d'incendie calibrés commandant la mise à l'arrêt de l'installation de valorisation de biogaz et la fermeture de la vanne d'alimentation de l'installation en biogaz.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 21. L'exploitant prend des mesures pour limiter l'apparition de vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs par l'utilisation de produits de lutte agréés, de pièges ou poisons autorisés pour les rongeurs, par des dispositifs tels que de fins grillages, des moustiquaires, des dispositifs insecticides électriques ou de tout autre système équivalent.

Art. 22. Les roues des véhicules sortant de l'installation de biométhanisation sont nettoyées en vue de maintenir la propreté des voies publiques.

Art. 23. Les contrats ou accords passés entre l'exploitant et les firmes ou organismes chargés de l'évacuation, de la valorisation ou de l'élimination des déchets, hormis les digestats couverts par un certificat d'utilisation, mentionnent les coordonnées des installations où ils sont éliminés ou valorisés.

Art. 24. § 1^{er}. L'exploitant établit et tient en permanence à la disposition de ses employés les procédures, documents et instructions suivantes :

- 1° la liste des contrôles à effectuer, en marche normale, lors des phases de démarrage et à la suite d'un arrêt;
- 2° le programme et la fréquence de contrôle de tous les équipements;
- 3° les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation;
- 4° les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ou en cas d'accident ou d'incendie;
- 5° le plan de localisation des risques, et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation;
- 6° les mesures destinées à prévenir les incidents, accidents ou les incendies liés notamment à :
 - a) la formation d'atmosphères explosives pendant les phases transitoires d'exploitation, c'est-à-dire lors du démarrage ou du redémarrage, de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation ainsi que lors des opérations de transfert ou d'entretien;
 - b) l'utilisation et le stockage de produits chimiques;
 - c) l'étanchéité du ou des digesteurs, des canalisations et des dispositifs de rétention;
- 7° les instructions destinées au personnel en cas d'accident ou d'incendie.

§ 2. L'exploitant établit un plan de travail pour la gestion des biomatières reprenant les instructions et les procédures nécessaires en vue :

- 1° d'organiser l'acceptation, l'admission, le stockage et le traitement préalable des biomatières;
- 2° d'assurer la traçabilité des flux de biomatières, de digestat et de déchets au sein de l'installation de biométhanisation et en aval de celle-ci;
- 3° d'organiser le post-traitement, la caractérisation et le stockage du digestat et l'enlèvement de biomatières, de digestat et des déchets;
- 4° d'assurer l'évacuation des biomatières et des digestats entreposés dans le cas où l'installation ou une partie de celle-ci n'est plus opérationnelle.

L'exploitant peut interroger l'Office wallon des déchets sur les informations à fournir dans ce plan.

§ 3. Les procédures, documents et instructions ainsi que le plan de travail visés aux paragraphes 1^{er} et 2 sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Section 2. — Biomatières et matières autorisées

Art. 25. Lorsque le digestat est destiné à être utilisé sur ou dans les sols, seuls sont autorisés dans la biométhanisation, les additifs et les biomatières dans la mesure où :

- 1° elles sont reprises dans le permis relatif à l'installation de biométhanisation;
- 2° elles respectent le prescrit de l'article 27;
- 3° pour celles constituant des déchets, elles sont visées dans la liste reprise à l'annexe 1^{re}.

Lorsque le digestat est destiné à être utilisé sur ou dans les sols, seuls sont autorisées dans le post-traitement les matières énumérées dans le permis relatif à l'installation de biométhanisation dans la mesure où elles respectent le prescrit de l'article 27.

Art. 26. Lorsque le digestat n'est pas destiné à être utilisé sur ou dans les sols, seules sont admises dans la biométhanisation et le post-traitement, les biomatières et matières énumérées dans le permis relatif à l'installation de biométhanisation respectant le prescrit des paragraphes 1^{er}, 4 et 9 de l'article 27 du présent arrêté.

Art. 27. § 1^{er}. Seules les biomatières considérées comme non dangereuses conformément à l'arrêté du 10 juillet 1997 établissant un catalogue de déchets et de ses modifications sont admises dans la biométhanisation. Seules les matières considérées comme non dangereuses conformément à l'arrêté du 10 juillet 1997 établissant un catalogue de déchets et de ses modifications sont admises dans le post-traitement.

§ 2. Les biomatières entrant dans la biométhanisation et les matières utilisées dans le post-traitement présentent des concentrations en éléments traces métalliques, dénommé « ETM », inférieures aux valeurs limites suivantes :

Elément Valeur limite en mg/kg M.S.

| | |
|----|-------|
| Cd | 5 |
| Cu | 600 |
| Ni | 100 |
| Pb | 500 |
| Zn | 2 000 |
| Hg | 5 |
| Cr | 500 |

§ 3. Les boues de station d'épuration admises dans la biométhanisation disposent d'un certificat d'utilisation délivré sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques.

§ 4. Les effluents d'élevage admis dans la biométhanisation font l'objet d'un contrat d'épandage, tel que défini par le chapitre IV du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, entre l'exploitation agricole qui les génère et l'exploitant de l'installation de biométhanisation.

§ 5. Les biomatières entrant dans la biométhanisation et les matières utilisées dans le post-traitement contiennent moins de 0,2 pour cent en poids d'impuretés telles que le verre, le plastique, le métal. En cas d'impossibilité d'ordre technique, l'installation de biométhanisation sera équipée d'une installation d'affinage permettant de respecter cette norme sur le produit fini.

§ 6. Les biomatières entrant dans la biométhanisation et les matières utilisées dans le post-traitement contiennent moins de 2 pour cent en poids de pierres. En cas d'impossibilité d'ordre technique, l'installation de biométhanisation sera équipée d'une installation d'affinage permettant de respecter cette norme sur le produit fini.

§ 7. Les bois entrant dans la biométhanisation sont non traités.

§ 8. Les additifs améliorent la biométhanisation sans détériorer la qualité du digestat.

§ 9. Les biomatières entrant dans la biométhanisation et les matières utilisées dans le post-traitement ne peuvent pas contenir de contaminants en quantité telle qu'elle risque de compromettre la biométhanisation, la filière de valorisation ou d'élimination du digestat.

§ 10. Seules les dispositions des paragraphes 1^{er}, 4 et 9 sont d'application pour les installations de biométhanisation générant un digestat non destiné à une valorisation sur ou dans les sols.

Section 3. — Procédure relative à la première admission d'une biomatière ou d'une matière

Art. 28. § 1^{er}. Préalablement à la première admission, dans l'installation de biométhanisation, d'une biomatière ou d'une matière provenant d'un producteur ou d'un détenteur déterminé, l'exploitant examine si la matière ou biomatière respecte le prescrit des articles 25, 26 et 27, paragraphes 1^{er} à 4 et 7 à 9 du présent arrêté en se fondant sur les données transmises par le producteur ou le détenteur de la biomatière ou matière. Les données sont au minimum les suivantes :

- 1° les coordonnées du producteur;
- 2° les coordonnées du collecteur;
- 3° le site d'expédition;
- 4° les quantités annuelles, la fréquence des arrivages, le tonnage et le cubage estimés;
- 5° la nature ou la dénomination de la biomatière ou de la matière et son code en référence à la liste des biomatières constituant des déchets visée à l'annexe 1^{re} ou, à défaut, le code tel que prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;
- 6° le descriptif du processus de production;
- 7° les caractéristiques de la biomatière ou de la matière ainsi que la liste des éléments contaminants potentiels, autres que ceux listés à l'article 27, § 2;
- 8° des résultats d'analyses réalisées par un laboratoire agréé en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets portant au minimum sur les éléments traces métalliques définis à l'article 27 et, s'il échet, sur les éléments contaminants potentiels susvisés;
- 9° un rapport du laboratoire de référence de la Région wallonne prouvant l'innocuité, pour la filière d'utilisation, de valorisation, de toute biomatière ou matière contaminée.

En cas de doute sur les caractéristiques de la biomatière ou de la matière ou le code à appliquer, l'exploitant sollicite l'avis de l'Office wallon des déchets.

L'exploitant ne peut pas accepter la biomatière ou la matière provenant du producteur ou du détenteur de celle-ci dans le cas où il résulterait des données visées au paragraphe 1^{er} qu'elle ne respecterait pas le prescrit des articles 25, 26 et 27 du présent arrêté. L'exploitant notifie par écrit sa décision au producteur ou au détenteur de la biomatière ou de la matière. Cette notification peut être limitée aux biomatières et matières acceptées.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, la procédure d'acceptation préalable ne s'applique pas pour :

- 1° les déchets verts;
- 2° le bois forestier et les déchets de bois non traités de première transformation;
- 3° les cultures et les résidus de culture;
- 4° les déchets ménagers issus du tri sélectif ainsi que toute préparation qui en résulte;
- 5° les boues de station d'épuration bénéficiant d'un certificat d'utilisation délivré sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques;
- 6° les déchets couverts par un certificat d'utilisation visant la valorisation agricole délivré sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;
- 7° les effluents d'élevage.

Section 4. — Admission dans l'installation de biométhanisation

Art. 29. A l'exception des biomatières qui sont admises suite à une intervention d'urgence, l'admission dans l'installation de biométhanisation des biomatières, matières ou additifs, l'évacuation des déchets et la fourniture de digestat ne peuvent pas avoir lieu en dehors des heures d'ouverture fixées par les conditions particulières.

Art. 30. Lorsqu'un pont-bascule est exigé en vertu de l'article 10, les véhicules entrant et sortant de l'installation de biométhanisation passent obligatoirement par le pont-bascule afin de se faire peser. Une copie du bordereau de pesée est délivrée au conducteur du véhicule.

Art. 31. Lors de leur admission dans l'installation de biométhanisation, les biomatières ou matières autorisées en vertu des articles 25 à 27 et acceptées préalablement en vertu de l'article 28 sont contrôlées par l'exploitant ou son préposé.

Le contrôle porte sur :

- 1° les documents imposés par l'enregistrement des transporteurs de déchets requis en vertu de l'article 10 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
 - 2° les documents exigés en vertu du Règlement CE n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets;
 - 3° le contenu du véhicule entrant afin de vérifier la nature et l'origine des biomatières ou matières.
- Si nécessaire, l'exploitant ou son préposé peut effectuer des analyses sur ses biomatières ou matières.

Art. 32. § 1^{er}. Lorsque des biomatières ou des matières ne sont pas admises dans l'installation de biométhanisation, l'exploitant en avise dans les plus brefs délais l'Office wallon des déchets, par télécopie ou messagerie électronique conformément à l'alinéa 2 du présent article.

L'exploitant transmet les informations suivantes :

- 1° la nature, la quantité et l'origine des biomatières ou des matières refusées et leur code;
- 2° le motif du refus;
- 3° les noms et adresses du transporteur, du producteur et, le cas échéant, du détenteur des biomatières ou des matières;
- 4° le numéro d'immatriculation ou tout mode d'identification du véhicule;
- 5° s'il échet, une copie du document "commission marchandise par route" dénommé « CMR » ou tout autre document rédigé par l'exploitant de l'installation de biométhanisation garantissant la traçabilité des biomatières ou des matières;
- 6° la destination envisagée pour les biomatières ou les matières refusées.

Les biomatières ou les matières refusées demeurent soit immobilisés sur une aire étanche destinée à cet effet et visée à l'article 6 pendant un délai de trois heures à compter de l'envoi de la télécopie ou du message électronique à l'Office wallon des déchets, soit sont évacuées directement vers un centre de tri ou de regroupement, de valorisation ou d'élimination autorisé.

§ 2. En l'absence de réaction de l'Office wallon des déchets dans un délai de trois heures suivant l'envoi de la télécopie ou du message électronique, l'évacuation de ces déchets est autorisée.

Art. 33. L'exploitant tient un registre des entrées des biomatières et des matières dans l'installation de biométhanisation, où sont consignées, quotidiennement, les informations suivantes :

- 1° le numéro d'ordre de chaque arrivage;
- 2° la date de l'arrivage;
- 3° la nature/dénomination et le code, en référence à la liste des biomatières constituant des déchets visée à l'annexe 1^{re};
- 4° les coordonnées du producteur, du collecteur et du transporteur;
- 5° le numéro d'enregistrement du collecteur et du transporteur;
- 6° le cas échéant les coordonnées de l'installation dans laquelle les biomatières ont été entreposées temporairement ou traitées, et la nature du traitement opéré;
- 7° le poids net, s'il a été déterminé, le bon de pesage ou le volume de chaque arrivage;
- 8° s'il échet, la mention et le motif du refus ainsi que tout événement en relation avec la protection de l'environnement et la sécurité du voisinage, complétés de la destination envisagée;
- 9° s'il échet, le numéro du document de transport CMR ou tout autre document rédigé par l'exploitant garantissant la traçabilité des biomatières.

Section 5. — Traçabilité dans l'installation de biométhanisation

Art. 34. § 1^{er}. L'exploitant met en place un système de suivi des mouvements des biomatières, des matières et des digestats au sein de l'installation de biométhanisation. Le système assure le cloisonnement des différentes phases d'exploitation au sein de l'installation et garantit la traçabilité concernant l'origine et la destination des biomatières, des matières et des digestats.

§ 2. A tout moment, l'exploitant est en mesure de déterminer :

- 1° la composition en termes de biomatières et de matières des digesteurs, des cuves de stockage et des lots digestats en attente d'évacuation;
- 2° les caractéristiques qualitatives et quantitatives des lots de digestat.

Section 6. — Suivi de la biométhanisation

Art. 35. § 1^{er}. Un suivi technologique des phases de traitement préalable, de biométhanisation et de post-traitement est mis en place et porte au minimum sur les paramètres suivants :

- 1° la température mesurée en °C et en continu hormis durant la phase de broyage préliminaire;
- 2° le temps de séjour;
- 3° le flux de biogaz, mesuré en continu;
- 4° la pression du biogaz, mesurée en continu.

§ 2. Les conditions particulières peuvent imposer que les résultats de la surveillance soient enregistrés, traités et présentés de manière à permettre au fonctionnaire chargé de la surveillance de vérifier que les conditions d'exploitation et les valeurs limites d'émission prescrites dans le permis sont respectées.

Section 7. — Digestat

Art. 36. § 1^{er}. Chaque lot de digestat destiné à être utilisé dans ou sur les sols est caractérisé par une analyse.

Lorsque les digestats sont entreposés dans une cuve de stockage d'un volume supérieur à 3 000 m³, le lot est caractérisé par la moyenne de deux analyses.

§ 2. Les prélèvements et l'échantillonnage sont réalisés conformément aux modalités définies dans le CWEA. Les méthodes de prélèvement, d'échantillonnage, de conservation, de préparation et d'analyse des échantillons sont établies par le CWEA.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé pour l'analyse des déchets en Région wallonne conformément aux articles R.95 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, conformément aux modalités définies dans le CWEA.

§ 3. Les analyses portent au minimum sur les paramètres définis à l'annexe 2. Les bulletins d'analyses dont le contenu minimum est défini à l'annexe 2 sont conservés par l'exploitant au siège d'exploitation.

Section 8. — Sortie

Art. 37. L'exploitant tient un registre des sorties des lots de digestat et des déchets où sont consignées, quotidiennement, pour chaque sortie et par date, les informations suivantes :

- 1° la nature, la dénomination, le code des déchets tels que fixés par arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue de déchets;
- 2° le numéro de sortie du lot de digestat;
- 3° le poids ou le volume, et, le cas échéant, le numéro du bon de pesage;
- 4° les coordonnées du transporteur;
- 5° les coordonnées complètes du ou des destinataires avec répartition pondérale;
- 6° s'il échet, le numéro du transport CMR ou tout autre document rédigé par l'exploitant garantissant la traçabilité;
- 7° la destination.

Les bulletins d'analyse des lots de digestat sont intégrés par l'exploitant dans le registre de sortie visé à l'alinéa 1^{er} dès leur réception.

CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et des incendies

Art. 38. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et des circonstances, l'exploitant consulte le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et les explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement. L'exploitant se conforme aux recommandations du service d'incendie territorialement compétent.

Les rapports rédigés par le service d'incendie territorialement compétent sont mis à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance par l'exploitant.

Art. 39. L'exploitant s'assure de l'étanchéité du ou des digesteurs, des canalisations du ou des digesteurs par lesquelles transite du biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions avant le ou lors du démarrage ainsi qu'à chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité.

L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.

Art. 40. Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

Toutes les mises à l'air accidentelles de gaz inflammables telles que les sorties d'organes de sécurité sont identifiées conformément à l'article 24.

Afin d'éviter les risques liés à la libération accidentelle de gaz inflammables, l'exploitant s'assure que l'orifice de fuite est conçu et réalisé pour garantir une dilution rapide à une concentration inférieure à la limite d'inflammabilité.

Art. 41. Les locaux fermés dans lesquels du biogaz est susceptible d'être présent font l'objet d'un contrôle de la qualité de l'air portant au minimum sur la détection CH₄.

CHAPITRE V. — Eau

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 42. L'exploitant prend des mesures nécessaires afin de réduire sa consommation d'eau. Il réutilise autant que possible les eaux résiduaires traitées et utilise les eaux pluviales.

Art. 43. Le système de récolte des digestats et le système de récolte des eaux souillées ou susceptibles de l'être issues des aires ou infrastructures visées à l'article 6 sont strictement séparés du système de récolte des eaux non polluées et non susceptibles de l'être telles que les eaux de toiture, les eaux de ruissellement issues de surfaces imperméabilisées non polluées par les matières.

Les eaux souillées ou susceptibles de l'être issues des aires ou infrastructures visées à l'article 6 à l'exclusion de celles visées au 1^o et au 5^o sont de préférence réinjectées dans le processus de biométhanisation. A défaut, les eaux rejetées respectent les valeurs limites prévues par les articles 45 et 46.

Les eaux usées industrielles contenant des digestats traités ou non traités ou des eaux polluées issues des aires ou infrastructures visées à l'article 6 à l'exclusion de celles visées au 1^o et 5^o, ne peuvent pas être déversées dans les eaux souterraines.

Art. 44. Un schéma de tous les réseaux de collecte des effluents et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, après chaque modification notable de ceux-ci. Le plan des réseaux de collecte des effluents mentionne les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques.

Les plans sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi que des services d'incendie et de secours.

Section 2. — Conditions de déversement

Sous-section 1^{re}. — Conditions de déversement en eau de surface ordinaire et voies artificielles d'écoulement

Art. 45. Les eaux usées industrielles rejetées en eaux de surface ordinaires ou dans une voie artificielle d'écoulement respectent les conditions suivantes, exprimées en concentration maximale instantanée :

- 1^o le pH des eaux déversées est compris entre 6,5 et 9;
- 2^o la température des eaux déversées ne peut pas dépasser 30 °C;
- 3^o la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 C et en présence d'alyle thio-urée des eaux déversées ne peut pas dépasser 20 mg d'oxygène par litre;
- 4^o la demande chimique en oxygène soluble au rejet ne peut pas dépasser 1,2 fois la demande chimique en oxygène, dénommé « DCO », soluble non dégradable;
- 5^o la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut pas dépasser 60 mg par litre;
- 6^o la dimension des matières en suspension ne peut pas dépasser 2 mm;
- 7^o la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut pas dépasser 0,5 ml par litre au cours d'une sédimentation statique de 2 heures;
- 8^o la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut pas dépasser 5 mg par litre;
- 9^o la teneur en détergents totaux des eaux déversées ne peut pas dépasser 3 mg par litre;
- 10^o la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut pas dépasser 5 mg N par litre;
- 11^o la teneur en nitrites des eaux déversées ne peut pas dépasser 1 mg N par litre;
- 12^o la teneur en nitrates des eaux déversées ne peut pas dépasser 15 mg N par litre;
- 13^o la teneur en phosphore total des eaux déversées ne peut pas dépasser 5 mg P par litre;
- 14^o un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut pas contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;
- 15^o il est interdit de jeter ou déverser des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières;
- 16^o la teneur en sulfures et mercaptans des eaux déversées ne peut pas dépasser 5 mg S par litre;
- 17^o la teneur en pesticides des eaux déversées ne peut pas dépasser 0.005 mg par litre;
- 18^o la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut pas dépasser 1 mg/l;
- 19^o les eaux à déverser qui contiennent des organismes pathogènes dans des proportions telles qu'ils risquent de contaminer dangereusement l'eau réceptrice sont désinfectées. Les valeurs limites des germes pathogènes tolérés dans les eaux déversées sont fixées dans les conditions particulières;
- 20^o les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances dangereuses et les polluants spécifiques visés à l'annexe VII de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, non visées dans les présentes conditions.

Sous-section 2. — Conditions de déversement en égouts publics

Art. 46. Les établissements déversant des eaux usées industrielles dans les égouts publics respectent les conditions suivantes, exprimées en concentration maximale instantanée :

- 1^o le pH est compris entre 6 et 9,5;
- 2^o la température ne peut pas dépasser 45 °C;
- 3^o la teneur en matières en suspension, dénommé « MES », ne peut pas dépasser 1 000 mg par litre;
- 4^o la dimension des « MES » ne peut pas dépasser 10 mm de diamètre;
- 5^o les matières en suspension ne peuvent pas, de par leur structure, nuire au fonctionnement des stations de relèvement et d'épuration;
- 6^o la teneur en détergents totaux ne peut pas dépasser 15 mg par litre;
- 7^o la teneur en chlorures ne peut pas dépasser 2 000 mg par litre;
- 8^o la teneur en sulfates ne peut pas dépasser 1 500 mg par litre;
- 9^o la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole ne peut pas dépasser 500 mg par litre;
- 10^o les eaux déversées ne peuvent pas contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;
- 11^o les eaux déversées ne peuvent pas dégager des émanations qui dégradent le milieu;

12° les eaux usées ne peuvent pas contenir des substances susceptibles de provoquer :

- a) un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations;
- b) une détérioration ou obstruction des canalisations;
- c) une entrave au bon fonctionnement des installations de refoulement et d'épuration;
- d) une pollution grave de l'eau de surface réceptrice dans laquelle l'égout public se déverse;

13° la teneur en sulfures et mercaptans des eaux déversées ne peut pas dépasser 5 mg S par litre;

14° pour les installations visées par la rubrique 93.23.15.02, qui concerne les installations de biométhanisation de biomatière constituant un déchet, la teneur en pesticides des eaux déversées ne peut pas dépasser 0,005 mg par litre;

15° les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances dangereuses et les polluants spécifiques visés à l'annexe VII de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, non visées dans les présentes conditions.

CHAPITRE VI. — Air

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 47. Des réserves suffisantes de produits et matériaux utilisés en vue d'assurer la protection de la qualité de l'air ambiant tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants sont disponibles.

Art. 48. L'exploitant aménage des ouvertures dans les conduits d'évacuation en vue de permettre la réalisation de mesures de contrôles.

Les ouvertures sont situées dans une zone non perturbée des cheminées ou des conduits, à une distance de la dernière perturbation, telle que sortie du foyer, coude et au moins égale à quatre fois le diamètre de la cheminée ou du conduit considéré.

Les ouvertures, ainsi que leurs abords sont aisément accessibles de façon à effectuer les mesures en toute sécurité et à tout moment.

Section 2. — Nuisances olfactives

Art. 49. § 1^{er}. L'alimentation de l'installation de préparation du mélange de biomatières et, le cas échéant d'additifs, avant injection dans les digesteurs et des digesteurs s'effectue durant un temps minimum ou suivant un processus fermé de façon à limiter les nuisances olfactives.

§ 2. Les flux entrants de biomatières liquides sont déchargés dans la cuve de stockage par un système fermé.

Art. 50. Une norme olfactive et les modalités de son contrôle sont fixées dans les conditions particulières.

Section 3. — Emissions de gaz de combustion

Art. 51. Lorsque le biogaz est valorisé en tant que combustible, les valeurs d'émission des installations sont fixées comme suit :

| Paramètres | Valeurs d'émission |
|--------------------|----------------------------|
| COV non méthanique | < 150 mg C/Nm ³ |

Les valeurs mesurées sont rapportées aux conditions suivantes :

- 1° gaz sec;
- 2° pression : 1.013 hPa;
- 3° température : 273° K;
- 4° teneur en oxygène de 5 pour cent.

Les modalités de contrôle des gaz de combustion sont fixées dans les conditions particulières.

Des valeurs limites en NOx et en CO sont fixées dans les conditions particulières.

Section 4. — Emissions de poussières

Art. 52. La concentration en poussières totales dans les effluents gazeux canalisés rejetés à l'atmosphère ne dépasse pas les limites suivantes :

| Débit massique réel moyen en kg/h | Limites en mg/Nm ³ |
|-----------------------------------|-------------------------------|
| < 0,5 | 50 |
| > 0,5 | 20 |

Art. 53. La teneur en poussières sèches, sur les voies d'accès au site, les voies internes et les aires de travail des engins, ne dépasse pas 100 grammes de matière sèche par m².

Art. 54. Le cas échéant, les aires sont nettoyées en période d'activité.

Art. 55. La vitesse des véhicules circulant sur le site est limitée à 20 km/h par tout moyen adapté tel que signalisations, ralentisseurs, etc.

CHAPITRE VII. — Autocontrôle, contrôle, surveillance, tenue des registres et informations

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 56. L'exploitant garde à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance la preuve que les aires et installations visées à l'article 6 sont conformes à l'article 8.

Art. 57. § 1^{er}. Les documents suivants sont conservés au siège d'exploitation pendant une durée minimale de cinq ans et tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et de l'Office wallon des déchets :

- 1° le registre des entrées, visé à l'article 33;
- 2° le registre des sorties, visé à l'article 37;
- 3° les copies des contrats ou accords conclus avec d'autres sociétés visés à l'article 23;
- 4° les rapports de contrôle des équipements opérés par les organismes qualifiés.

§ 2. Les dossiers d'acceptation, visés à l'article 28 sont conservés au siège d'exploitation pendant une durée minimale de cinq ans suivant la dernière livraison du déchet concerné et tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et de l'Office wallon des déchets.

Art. 58. § 1^{er}. L'exploitant transmet à l'Office wallon des déchets au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année de référence un rapport annuel qui contient, au minimum, pour l'année de référence, les informations suivantes :

1° la liste des producteurs de biomatières ou matières, admises dans l'installation conformément aux articles 28 et suivants;

2° par producteur, les quantités, en poids net s'il a été déterminé et en volume, de biomatières ou matières, admises, réparties le cas échéant, sur base de leur code;

3° les quantités stockées, en poids et en volume, de biomatières ou matières en attente de biométhanisation, en cours de biométhanisation ainsi que de digestat présent dans l'infrastructure de stockage des digestats en attente d'évacuation en date du 31 décembre de l'année de référence;

4° par type de destination, c'est-à-dire utilisation, valorisation ou élimination, la quantité de digestat sortie;

5° les quantités de digestat stockées en vertu des contrats de location;

6° par lot de digestat :

a) les résultats des analyses;

b) le poids;

c) la destination;

d) la dénomination exacte des destinataires - le nom, l'adresse, le numéro de T.V.A. et les quantités transmises à chacun d'eux;

7° un tableau récapitulatif des analyses;

8° pour les sorties autres que les digestats :

a) la nature;

b) le poids;

c) la destination;

d) la dénomination exacte des destinataires;

9° une description des incidents, accidents survenus ainsi que des problèmes rencontrés durant la période concernée et les suites qui y ont été données.

§ 2. Le rapport est transmis selon les modalités déterminées par l'Office wallon des déchets.

Art. 59. Pour les installations ayant une capacité de traitement supérieure à 100 tonnes par jour, lors de tout incident ou accident nécessitant une intervention en vue de prévenir ou de réparer les atteintes à l'environnement ou la sécurité du voisinage, l'exploitant transmet dans les meilleurs délais au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance un rapport comportant les informations suivantes :

1° la date et l'heure de l'incident ou de l'accident;

2° les installations dans lesquelles est survenu l'incident ou l'accident;

3° les activités habituellement exercées à cet endroit;

4° les circonstances de l'accident;

5° l'analyse des causes de l'accident;

6° les mesures prises pour réparer les atteintes éventuelles à l'environnement;

7° les mesures préventives préconisées en vue de prévenir le renouvellement d'un incident ou d'un accident similaire.

Section 2. — Contrôle des nuisances olfactives et autres émissions dans l'atmosphère

Art. 60. Les opérations de contrôles des émissions olfactives et autres émissions dans l'atmosphère sont effectuées par un laboratoire ou un organisme agréé dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique, aux frais de l'exploitant suivant des méthodes de référence établies conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets de l'Institut scientifique de Service public ou toute autre méthode dont l'équivalence à une méthode de référence a été prouvée et avec des appareils de mesures correspondant aux meilleurs techniques disponibles dans le domaine de l'instrumentation.

La fréquence des opérations de contrôles est fixée dans les conditions particulières.

Les émissions de tous les polluants et des nuisances olfactives pour lesquels des limites à l'émission sont prescrites par les articles 51 et 52 et, le cas échéant, par le permis, sont mesurées au moins une fois après modification d'au moins 25 pour cent de la capacité de l'installation de biométhanisation ou après toute modification du système d'épuration.

Art. 61. La limite de détection, la sensibilité, la précision et la fiabilité de la méthode sont adaptées à la valeur limite d'émission, au niveau d'odeur ou au débit d'odeur correspondant à la substance à mesurer. La plage de mesure se situe au moins entre 0,1 fois et 2 fois la valeur limite d'émission, le niveau d'odeur ou le débit d'odeur fixé dans les conditions particulières.

Art. 62. Les mesures destinées à contrôler les émissions sont effectuées et les résultats sont exprimés de sorte qu'ils soient représentatifs des émissions de l'installation en régime de travail habituel, hors période de démarrage ou d'arrêt.

Art. 63. Les résultats de la surveillance des émissions sont conservés par l'exploitant pendant au moins cinq ans et sont disponibles sur simple demande du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 64. Lorsque le résultat des mesures indique un dépassement des normes de rejet, une nouvelle mesure est réalisée :

1° dans les trois mois si le dépassement est compris entre 10 pour cent et 100 pour cent;

2° dans le mois si le dépassement est supérieur à 100 pour cent.

L'exploitant rédige un rapport mentionnant les causes des dépassements et les mesures prises pour se conformer aux normes imposées. Le rapport est envoyé dans les trente jours qui suivent la deuxième mesure au fonctionnaire chargé de la surveillance et au fonctionnaire technique.

Art. 65. La torchère est munie d'un dispositif central d'autocontrôle de fonctionnement permettant de connaître à tout moment, sur le lieu d'exploitation, son état de fonctionnement.

Section 3. — Contrôle des rejets d'eaux

Art. 66. § 1^{er}. Les eaux usées déversées sont évacuées par le biais d'un dispositif de contrôle répondant aux conditions suivantes :

- 1° permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées;
- 2° permettre, à la demande ou à l'initiative du fonctionnaire chargé de la surveillance, le prélèvement d'échantillons des eaux déversées;
- 3° être facilement accessible en permanence;
- 4° être placé à un endroit offrant toute garantie de la représentativité de la quantité et la qualité des eaux.

§ 2. Outre les critères précisés au paragraphe 1^{er}, pour les établissements déversant des eaux usées issues du traitement des digestats, le dispositif de contrôle répond aux conditions supplémentaires suivantes :

- 1° indiquer en lecture directe, lors du contrôle des eaux déversées, la valeur du débit instantané exprimé en litre/seconde ou m³/heure, la valeur du pH et de la température;
- 2° enregistrer de façon permanente la valeur du pH, de la température, à un pas de temps minimum d'heure par heure;
- 3° pour toute installation de biométhanisation déversant plus de 100 m³/jour, enregistrer de façon permanente la valeur du volume journalier exprimée en m³/jour.

Art. 67. Les méthodes à suivre pour l'échantillonnage et l'analyse pour le contrôle de la conformité de la qualité physique, chimique et biologique des eaux déversées aux conditions émises dans le permis sont celles utilisées ou approuvées par le laboratoire de référence conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets de l'Institut scientifique de Service public ou des méthodes d'analyse alternatives permettant d'obtenir des résultats équivalents à ceux obtenus par le biais des méthodes utilisées ou approuvées par le laboratoire de référence.

Art. 68. § 1^{er}. Pour les établissements qui déversent des eaux issues du traitement des digestats, l'exploitant réalise une auto-surveillance des paramètres aux fréquences suivantes :

- 1° hebdomadairement pour les paramètres des MES et de la DCO soluble;
- 2° mensuellement pour les paramètres du phosphore total, de l'azote ammoniacal et des nitrates.

§ 2. Pour les établissements qui déversent des eaux issues du traitement des digestats, l'exploitant réalise une surveillance par un laboratoire agréé en application de l'article D.147 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement en vue de réaliser des analyses officielles dans le domaine de la protection des eaux de surface contre la pollution, ainsi que dans celui de la protection et de l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables pour les paramètres aux fréquences suivantes :

- 1° semestriellement pour les paramètres des MES, matières sédimentables, DBO5, DCO, azote amoniacal, nitrates et phosphore total;
- 2° annuellement pour les autres paramètres visés aux articles 45 et 46.

§ 3. Tout déversement accidentel en eau de surface est signalé au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Tout déversement accidentel dans les égouts publics est signalé au fonctionnaire chargé de la surveillance et à l'organisme d'assainissement agréé.

CHAPITRE VIII. — *Sûreté*

Art. 69. La sûreté visée à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est toujours exigée et le montant de celle-ci est fixé par les conditions particulières.

CHAPITRE IX. — *Remise en état du site en fin d'exploitation*

Art. 70. En cas de cessation d'activités, tous les produits dangereux pour l'homme ou l'environnement, ainsi que tous les déchets qui se rapportent à ces activités, sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

Art. 71. En cas de cessation définitive de toutes les activités, l'exploitant envoie à l'autorité compétente, au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance, un plan de remise en état du site comprenant notamment les mesures qu'il a prises ou entend prendre afin d'assurer la mise en sécurité de toutes les installations.

Art. 72. Les cuves et les tuyauteries ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux et le sol sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Si les cuves ne sont pas affectées à un autre usage, elles sont enlevées. Les cuves enterrées qui ne peuvent pas être enlevées sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

Art. 73. L'eau servant au nettoyage des réservoirs ne peut pas être déversée dans les eaux souterraines. Elle peut être déversée dans un égout public ou une eau de surface uniquement après un contrôle du respect des conditions de déversement des eaux usées. A défaut, l'eau polluée est envoyée vers un centre de traitement agréé.

CHAPITRE X. — *Dispositions modificatives*

Art. 74. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, est modifié comme suit :

- 1° à l'alinéa 19 les mots « l'annexe XXV » sont remplacés par les mots « l'annexe XXVI »;
- 2° à l'alinéa 22, les mots « l'annexe XXIX » sont remplacés par les mots « l'annexe XXX »;
- 3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à une installation de biométhanisation visée par la rubrique 90.23.15. de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à études d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXXI du présent arrêté. »

Art. 75. L'article 30 du même arrêté est modifié comme suit :

- 1° à l'alinéa 19, les mots « l'annexe XXV » sont remplacés par les mots « l'annexe XXVI »;
- 2° à l'alinéa 22, les mots « l'annexe XXIX » sont remplacés par les mots « l'annexe XXX »;
- 3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis unique est relative à une installation de biométhanisation visée par la rubrique 90.23.15. de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à études d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXXI du présent arrêté. »

Art. 76. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe XXXI qui est jointe en annexe 3 au présent arrêté.

Art. 77. Dans le même arrêté, l'annexe XXV insérée par l'arrêté du 13 juin 2013 est renumérotée XXVI.

Art. 78. Dans le même arrêté, l'annexe XXIX insérée par l'arrêté du 23 février 2014 est renumérotée XXX.

CHAPITRE XI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 79. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° les articles 3, 5, 6, 7, 15 et 49, § 2, ne s'appliquent pas aux établissements existants;

2° les articles 8, 10, 14, § 2 et § 4, 17, 18, 20, 24 § 2 et 36 s'appliquent aux établissements existants le 1^{er} juin 2017.

Art. 80. L'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales n'est plus applicable aux établissements visés par le présent arrêté.

Art. 81. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 1^{re}

| Biomatières constituant des déchets susceptibles d'être admises dans la biométhanisation en vue de générer un digestat destiné à une utilisation sur ou dans les sols | |
|--|---|
| Code des déchets | Description |
| 2 | Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de l'exploitation des ressources forestières, de la chasse et de la pêche, ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments |
| 02 01 | Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de l'exploitation des ressources forestières, de la chasse et de la pêche |
| 02 01 01 | Boues provenant du lavage et du nettoyage |
| | <i>Boues du lavage et du nettoyage d'un silo</i> |
| | <i>Boues du lavage et du nettoyage de machines agricoles hors pulvérisateur de produits phytosanitaires</i> |
| 02 01 02 | Déchets de tissus animaux |
| | <i>Déchets de tissus animaux d'élevage</i> |
| 02 01 03 | Déchets de tissus végétaux |
| | <i>Ecorces, sciures, matières ligneuses résultant du broyage</i> |
| | <i>Déchets de la coupe des arbres, des arbustes ou des vignes exempts de maladies (virus, bactéries, champignons ou parasites)</i> |
| | <i>Rafles de raisin</i> |
| | <i>Grains de céréales</i> |
| | <i>Balles de céréales (obtenues par le battage) et poussières de céréales</i> |
| | <i>Pailles de céréales</i> |
| | <i>Feuilles de betteraves</i> |
| | <i>Fanes (pommes de terre, carottes, légumineuses, etc.)</i> |
| | <i>Résidus de colza (tiges, racines, etc.)</i> |
| | <i>Résidus de maïs (grains, rafles, pailles, racines, etc.)</i> |
| | <i>Chanvre</i> |
| | <i>Lin</i> |
| | <i>Rebuts de production (inclus fruits et légumes gâtés, déchets de tri, racine forcée d'endive, tubercules de pomme de terre, etc.)</i> |
| | <i>Feuilles provenant de vergers</i> |
| | <i>Fleurs</i> |
| | <i>Herbe, foin et regain (hors bordure des voiries)</i> |
| | <i>Adventices</i> |
| | <i>Semences et plants non traités</i> |
| | <i>Biomasse issue de cultures intercalaires (engrais vert, culture dérobée, etc.)</i> |
| | <i>Plantes énergétiques (maïs, orge, céréales, betteraves, pomme de terre, miscanthus, etc.)</i> |

| | |
|-----------------|--|
| | <i>Résidus d'aliments pour animaux d'élevage (fourrage, soja, etc.)</i> |
| | <i>Tailles de haies et d'arbustes</i> |
| | <i>Plantes aquatiques, subaquatiques, roseaux, algues</i> |
| 02 01 04 | Déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages) |
| | <i>Plastiques biodégradables</i> |
| 02 01 06 | Fèces, urine et fumier (y compris paille souillée), effluents collectés séparément et traités hors site. |
| | <i>Lisier de porcs, de bovins, de volailles, de léporidés</i> |
| | <i>Fumier de porcins, de bovins, de volailles, d'ovins, de caprins, de léporidés, d'équidés</i> |
| | <i>Fumier d'animaux de zoo</i> |
| | <i>Fumier d'animaux de cirque</i> |
| | <i>Fientes de volailles (fraîches ou séchées)</i> |
| | <i>Purin issu du fumier d'engrais de ferme ou du lavage d'une étable</i> |
| | <i>Guano</i> |
| 02 01 07 | Déchets provenant de la sylviculture |
| | <i>Souches, racines, écorces, sciure et copeaux de bois</i> |
| | <i>Résidus d'élagage</i> |
| | <i>Feuilles mortes</i> |
| | <i>Aiguilles de conifères</i> |
| 02 01 99 | Déchets non spécifiés ailleurs |
| | <i>Lait cru</i> |
| | <i>Miel</i> |
| | <i>Oeufs</i> |
| | <i>Sédiments boueux d'aquaculture en système ouvert (élevage en étang)</i> |
| | <i>Sédiments boueux d'aquaculture en système fermé (élevage en bassin)</i> |
| | <i>Matières retenues dans les grilles de rivières, débris végétaux flottants</i> |
| | <i>Jus d'écoulement de silo (matières végétales)</i> |
| | <i>Substrat de culture de champignons de Paris et d'autres champignons comestibles</i> |
| 02 02 | Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et d'autres aliments d'origine animale |
| 02 02 01 | Boues provenant du lavage et du nettoyage |
| | <i>Boues provenant du lavage et du nettoyage des camions amenant les animaux à l'abattoir</i> |
| | <i>Boues provenant du lavage et du nettoyage de la zone de stabulation</i> |
| 02 02 02 | Déchets de tissus animaux |
| | <i>Sang</i> |
| | <i>Cornes</i> |
| | <i>Sabots</i> |
| | <i>Peaux</i> |
| | <i>Fourrures</i> |
| | <i>Soies</i> |
| | <i>Plumes</i> |
| | <i>Poils</i> |
| | <i>Os</i> |
| | <i>Abats (corps mous)</i> |
| 02 02 03 | Matières impropres à la consommation ou à la transformation |
| | <i>Matières, qui ont subi une transformation au sens du règlement 852/2004 - voir annotation fin de document - impropres à une transformation ultérieure ou à la consommation humaine (viandes cuites, charcuterie, salaisons, poissons, fruits de mer, escargots, plats préparés, œufs, miel, etc...)</i> |
| | <i>Matières, qui n'ont pas subi une transformation au sens du Règlement 852/2004- voir annotation fin de document - impropres à la transformation ou à la consommation humaine (viande crue, poissons, fruits de mer, escargots, œufs, miel, etc...)</i> |
| | <i>Graisses animales</i> |
| 02 02 04 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents |
| | <i>Boues issues du traitement des eaux usées des abattoirs et des ateliers de découpe</i> |

| | |
|-----------------|--|
| 02 02 99 | Déchets non spécifiés ailleurs |
| | <i>Aliments pour animaux familiers, contenant des sous-produits animaux, qui ne sont plus destinés à l'alimentation animale pour des raisons commerciales</i> |
| | <i>Déchets de gélatine</i> |
| | <i>Restes et déchets de laine (non traités)</i> |
| | <i>Coquilles d'œufs</i> |
| | <i>Coquilles de moules et autres mollusques</i> |
| | <i>Carapace de crustacé</i> |
| | <i>Coquilles d'escargot</i> |
| | <i>Matières fécales issues de l'aire de stabulation des animaux en amont de l'abattoir</i> |
| | <i>Matières stercoraires (urine, contenu des panses, des estomacs et des intestins)</i> |
| | <i>Déchets de dégrillage</i> |
| | <i>Boues flottantes d'abattoir</i> |
| 02 03 | Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao et du café, de la production de conserves et du tabac |
| 02 03 01 | Boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation |
| | <i>Boues issues de la production alimentaire (d'origine végétale)</i> |
| | <i>Matières végétales issues du processus de lavage, nettoyage, épluchage, centrifugation, séparation et filtration</i> |
| | <i>Substrat de filtration d'origine naturelle (terre de diatomée, charbon actif, argile...)</i> |
| 02 03 03 | Déchets de l'extraction aux solvants |
| | <i>Tourteaux déshuilés issus de l'extraction d'huile alimentaire (soja, colza, lin, etc.)</i> |
| | <i>Tourteaux de noix de galle chinoise (après élimination des solvants)</i> |
| | <i>Tourteaux de poudre de tara (après élimination des solvants)</i> |
| | <i>Grignon épuisé (après élimination des solvants)</i> |
| 02 03 04 | Matières impropres à la consommation ou à la transformation |
| | <i>Matières premières impropres à la transformation</i> |
| | <i>Produits alimentaires impropres à la consommation</i> |
| | <i>Lot défectueux de cigarettes</i> |
| | <i>Adjuvants (antioxydants, colorants, etc.) hors conservateurs</i> |
| | <i>Levure</i> |
| 02 03 05 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents |
| | <i>Boues issues du traitement des eaux usées de la transformation et la préparation des fruits, des légumes et des céréales, des huiles alimentaires, du cacao et du café, de la production de conserves et du tabac</i> |
| 02 03 99 | Déchets non spécifiés ailleurs |
| | <i>Fruits et légumes : déchets de préparation</i> |
| | <i>Pépins</i> |
| | <i>Noyaux de fruits</i> |
| | <i>Glucose, eau de fruits, eau sucrée, jus de fruits</i> |
| | <i>Marc de café, résultant de la production et de la préparation du café</i> |
| | <i>Marc de chicorée, de céréale</i> |
| | <i>Marc de thé, feuille de thé, résidus de la production et de la préparation du thé</i> |
| | <i>Tourteaux expeller (colza, soja, etc.)</i> |
| | <i>Grignon brut d'olive</i> |
| | <i>Margine d'olive</i> |
| | <i>Issues de céréales</i> |
| | <i>Coques de fruits (cacao, noix, etc.)</i> |
| | <i>Tabac : poussière, résidus du criblage, feuilles</i> |
| | <i>Vinasse de chicorée</i> |
| | <i>Résidus de mélasse</i> |
| | <i>Reste de condiments (épices, bouillon, sauce, etc.)</i> |

| | |
|-----------------|--|
| | <i>Résidus de la production d'amidon de pomme de terre, de maïs ou de riz</i> |
| | <i>Huile de cuisson et graisse, résidus de collecteur de graisse d'origine végétale</i> |
| | <i>Glycérine (produite à partir de matières végétales)</i> |
| 02 04 | Déchets de la transformation du sucre |
| 02 04 02 | Carbonate de calcium déclassé |
| | <i>Résidus de carbonatation</i> |
| 02 04 03 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents |
| | <i>Boues provenant du traitement des eaux usées de l'industrie de transformation du sucre</i> |
| 02 04 99 | Déchets non spécifiés ailleurs |
| | <i>Sucre</i> |
| | <i>Eau sucrée</i> |
| | <i>Mélasses</i> |
| | <i>Vinasse de sucrerie</i> |
| | <i>Ecumes de sucrerie</i> |
| | <i>Déchets organiques issus du découpage des cossettes (feuilles, collets, radicelles, etc.)</i> |
| | <i>Herbes issues du lavage des betteraves</i> |
| | <i>Pulpes</i> |
| | <i>Bagasse</i> |
| 02 05 | Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers |
| 02 05 01 | Matières impropres à la consommation ou à la transformation |
| | <i>Lait, produits à base de lait, produits dérivés du lait impropres à la transformation ou à la consommation humaine, y compris lactosérum</i> |
| 02 05 02 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents |
| | <i>Boues provenant du traitement des eaux usées de l'industrie laitière</i> |
| 02 06 | Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie |
| 02 06 01 | Matières impropres à la consommation ou à la transformation |
| | <i>Matières premières d'origine animale impropres à la transformation (lait, beurre, œufs, miel, etc...)</i> |
| | <i>Matières premières d'origine non animale impropres à la transformation</i> |
| | <i>Produits alimentaires impropres à la consommation humaine</i> |
| 02 06 03 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents |
| | <i>Boues provenant du traitement des eaux usées de boulangerie et de confiserie</i> |
| 02 06 99 | Déchets non spécifiés ailleurs |
| | <i>Déchets, d'origine animale, résultant de la préparation (reste de pâte, de beurre...)</i> |
| | <i>Déchets, d'origine non animale, résultant de la préparation (reste de farine, de sucre...)</i> |
| 02 07 | Déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao) |
| 02 07 01 | Déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières |
| | <i>Déchets organiques d'origine végétale provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières</i> |
| | <i>Substrat de filtration d'origine naturelle (terre de diatomée, charbon actif, argile...)</i> |
| 02 07 02 | Déchets de la distillation de l'alcool |
| | <i>Résidus de fruits : pulpes, moults</i> |
| | <i>Résidus de fruits: rafles, pépins et noyaux</i> |
| | <i>Résidus de céréales</i> |
| | <i>Résidus de pommes de terre</i> |
| | <i>Vinasse</i> |
| 02 07 04 | Matières impropres à la consommation ou à la transformation |
| | <i>Matières premières impropres à la transformation</i> |
| | <i>Boissons impropres à la consommation</i> |
| 02 07 05 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents |
| | <i>Boues provenant du traitement des eaux usées issues de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (à l'exception du café, du thé et du cacao)</i> |

| | |
|----------|---|
| 02 07 99 | Déchets non spécifiés ailleurs |
| | <i>Marc de fruits et d'herbes</i> |
| | <i>Marc, germes et poussières de malt</i> |
| | <i>Drèches de houblon</i> |
| | <i>Boues de brasserie</i> |
| | <i>Boues de viniculture</i> |
| | <i>Lie et marc de vin</i> |
| | <i>Levures et assimilés</i> |
| | <i>Eau sucrée</i> |
| 3 | Déchets provenant de la transformation du bois et de la production de papier, de carton, de pâte à papier, de panneaux et de meubles |
| 03 01 | Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles |
| 03 01 01 | Déchets d'écorce et de liège |
| | <i>Ecorce</i> |
| 03 01 05 | Sciure, copeaux, chutes, déchets de bois, de panneaux de particules et de placages de bois autres que ceux mentionnés à la rubrique 03 01 04 |
| | <i>Matières ligneuses résultant de l'écorçage ou du déchiquetage, restes de bois, sciure, copeaux non pollués, laine de bois, écorce</i> |
| 03 03 | Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier |
| 03 03 01 | Déchets d'écorce et de bois |
| | <i>Ecorce</i> |
| 03 03 05 | Boues de désencrage provenant du recyclage du papier |
| | <i>Boues de désencrage provenant du recyclage du papier</i> |
| 03 03 08 | Déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage |
| | <i>Papiers et cartons souillés par de la nourriture (ex : carton à pizza)</i> |
| 03 03 09 | Déchets de boues résiduelles de chaux |
| | <i>Boues de décarbonatation</i> |
| 03 03 10 | Résidus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique |
| | <i>Boues contenant des fibres trop courtes pour être recyclées</i> |
| 03 03 11 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles mentionnées à la rubrique 03 03 10 |
| | <i>Boues provenant du traitement des eaux usées de la production et de la transformation du papier</i> |
| 03 03 99 | Déchets non spécifiés ailleurs |
| | <i>Pâte à papier</i> |
| 4 | Déchets provenant des industries du cuir, de la fourrure et du textile |
| 04 01 | Déchets de l'industrie du cuir et de la fourrure |
| 04 01 01 | Déchets d'écharnage et refentes |
| | <i>Déchets d'écharnage (tissus conjonctif, amas de graisse, etc.)</i> |
| | <i>Refentes de peaux non tannées</i> |
| 04 01 02 | Résidus de pelanage |
| | <i>Poils</i> |
| | <i>Laine</i> |
| 04 01 07 | Boues, notamment provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents, sans chrome |
| | <i>Boues d'épuration issues du traitement des eaux usées (sans chrome)</i> |
| 04 01 08 | Déchets de cuirs tannés (refentes sur bleu, dérayures, échantillonnages, poussières de ponçage contenant du chrome) |
| | <i>Refentes et dérayures de cuir tanné</i> |
| 04 01 99 | Déchets non spécifiés ailleurs |
| | <i>Déchets d'échantillonnage de peaux brutes</i> |
| | <i>Rognures (déchets de débordage)</i> |

| | |
|-----------------|---|
| | <i>Graisses</i> |
| | <i>Suint et huile</i> |
| 04 02 | Déchets de l'industrie textile |
| 04 02 10 | Matières organiques issues de produits naturels (par exemple : graisse, cire) |
| | <i>Graisses, cires</i> |
| 04 02 20 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 04 02 19 |
| | <i>Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents ne contenant pas de substances dangereuses</i> |
| 04 02 21 | Déchets de fibres textiles non ouvrées |
| | <i>Restes et déchets de laine (non traitée)</i> |
| | <i>Déchets de fibre de cellulose et de tissus végétaux (non ouvrés et non traités)</i> |
| 6 | Déchets des procédés de la chimie minérale |
| 06 03 | Déchets provenant de la FFDU de sels et leurs solutions et d'oxydes métalliques |
| 06 03 14 | Sels solides et solutions autres que ceux visés aux rubriques 06 03 11 et 06 03 13 |
| | <i>Solution physiologique (0,9 % de NaCl)</i> |
| <i>06 05</i> | <i>Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents</i> |
| 06 05 03 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 06 05 02 |
| | <i>Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents ne contenant pas de substances dangereuses</i> |
| 7 | Déchets des procédés de la chimie organique |
| 07 01 | Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base |
| 07 01 01 | Eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses |
| | <i>Eau de l'acide acétique</i> |
| 07 01 12 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 01 11 |
| | <i>Boues provenant du traitement des eaux usées ne contenant pas de substances dangereuses</i> |
| 07 01 99 | Déchets non spécifiés ailleurs |
| | <i>MONG bio</i> |
| | <i>Glycérine de l'industrie du biodiesel</i> |
| | <i>Glycérine provenant de la production de biocarburant d'origine animale</i> |
| | <i>Acétate de sodium</i> |
| | <i>Déchets de dimère</i> |
| 07 02 | Déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques |
| 07 02 12 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 03 11 |
| | <i>Boues du traitement des eaux ne contenant pas de substances dangereuses</i> |
| 07 02 13 | Déchets plastiques |
| | <i>Plastiques biodégradables</i> |
| 07 03 | Déchets provenant de la FFDU de la teinture et des pigments organiques (sauf rubrique 06 11) |
| 07 03 12 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 03 11 |
| | <i>Boues du traitement des eaux ne contenant pas de substances dangereuses</i> |
| 07 04 | Déchets provenant de la FFDU des produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides |
| 07 04 12 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 04 11 |
| | <i>Boues du traitement des eaux usées ne contenant pas de substances dangereuses</i> |
| 07 05 | Déchets provenant de la FFDU des produits pharmaceutiques |
| 07 05 12 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 05 11 |
| | <i>Boues du traitement des eaux usées ne contenant pas de substances dangereuses</i> |
| 07 05 14 | Déchets solides autres que ceux visés à la rubrique 07 05 13 |
| | <i>Marc de plantes médicinales</i> |

| | |
|----------|---|
| | <i>Résidus de substrat de fermentation</i> |
| | <i>Mycélium</i> |
| | <i>Déchets de protéines</i> |
| | <i>Blocs de gélatine</i> |
| 07 06 | Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques |
| 07 06 12 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11 |
| | <i>Boues du traitement des eaux usées ne contenant pas de substances dangereuses</i> |
| 07 06 99 | Déchets non spécifiés ailleurs |
| | <i>Plantes et extraits de plantes</i> |
| 07 07 | Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs |
| 07 07 12 | Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 07 11 |
| | <i>Boues du traitement des eaux usées ne contenant pas de substances dangereuses</i> |
| 07 07 99 | Déchets non spécifiés ailleurs |
| | <i>Solutés de perfusion (ex : sérum glucosé)</i> |
| 15 | Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection (non spécifiés ailleurs) |
| 15 01 | Emballage et déchets d'emballage (y compris déchets municipaux d'emballages collectés séparément) |
| 15 01 01 | Emballage en papier/carton |
| | <i>Déchets d'emballage biodégradable en papier/carton</i> |
| 15 01 02 | Emballage en plastique |
| | <i>Emballage biodégradable en plastique</i> |
| 15 01 03 | Emballage en bois |
| | <i>Emballage en bois non traité</i> |
| 15 01 05 | Emballage composite |
| | <i>Déchets d'emballage composite biodégradable</i> |
| 15 01 09 | Emballage textile |
| | <i>Déchets d'emballage biodégradable en textile</i> |
| 16 | Déchets non décrits ailleurs dans la liste |
| 16 03 | Loupés de fabrication et produits non utilisés |
| 16 03 06 | Déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05 |
| | <i>Hydrofilm biodégradable défectueux répondant à la norme EN 13432</i> |
| 19 | Déchets provenant des installations de traitement des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de l'industrie de l'eau |
| 19 05 | Déchets de compostage |
| 19 05 01 | Fraction non compostée des déchets ménagers et assimilés |
| | <i>Déchets entrants non compostés</i> |
| 19 05 02 | Fraction non compostée des déchets animaux et végétaux |
| | <i>Déchets entrants non compostés</i> |
| | <i>Déchets ligneux issus du criblage</i> |
| 19 05 03 | Compost déclassé |
| | <i>Compost déclassé pour des raisons commerciales (ex. paramètres agronomiques insatisfaisants)</i> |
| 19 06 | Déchets provenant du traitement anaérobie des déchets |
| 19 06 03 | Liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux |
| | <i>Liqueurs provenant du traitement anaérobie de déchets organiques collectés sélectivement</i> |
| 19 06 04 | Digestat résultant du traitement anaérobie des déchets municipaux |
| | <i>Digestat résultant du traitement anaérobie des déchets organiques collectés sélectivement</i> |
| 19 06 05 | Liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux |
| | <i>Liqueurs issues de la digestion anaérobie des déchets végétaux</i> |
| | <i>Liqueurs issues de la digestion anaérobie des déchets animaux et végétaux</i> |

| | |
|----------|--|
| 19 06 06 | Digestat résultant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux |
| | <i>Digestat résultant du traitement anaérobie de déchets végétaux</i> |
| | <i>Digestat résultant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux</i> |
| 19 08 | Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs |
| 19 08 05 | Boues provenant du traitement des eaux usées urbaines |
| | <i>Boues d'épuration urbaines</i> |
| 19 08 09 | Mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant uniquement des huiles et graisses alimentaires |
| | <i>Mélange d'huiles et de graisses contenant uniquement des huiles et graisses alimentaires, à l'exclusion des mélanges d'huile et de graisses issus des stations d'épuration urbaines</i> |
| 19 08 12 | Boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11 |
| | <i>Boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles ne contenant pas de substances dangereuses</i> |
| 19 08 14 | Boues provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 13 |
| | <i>Boues provenant de traitements des eaux usées industrielles ne contenant pas de substances dangereuses</i> |
| 19 09 | Déchets provenant de la préparation d'eau potable ou d'eau à usage industriel |
| 19 09 02 | Boues de clarification d'eau |
| | <i>Boues ferreuses provenant du traitement des eaux pour la consommation humaine ou pour l'utilisation industrielle</i> |
| 19 09 03 | Boues de décarbonatation |
| | <i>Boues de décarbonatation provenant de la préparation d'eau pour la consommation humaine</i> |
| | <i>Boues de décarbonatation provenant de la préparation d'eau à usage industriel</i> |
| 19 12 | Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple : tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs |
| 19 12 12 | Autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11 |
| | <i>Mix organique : mélange de déchets provenant du traitement mécanique d'anciennes denrées alimentaires, d'origine végétale, collectées dans les petites et grandes surfaces</i> |
| | <i>Mix organique : mélange de déchets provenant du traitement mécanique d'anciennes denrées alimentaires, d'origine végétale et animale, collectées dans les petites et grandes surfaces</i> |
| | <i>Mix organique : mélange de déchets provenant du traitement mécanique de la fraction fermentescible des ordures ménagères collectées sélectivement</i> |
| 20 | Déchets municipaux et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations, y compris les fractions collectées séparément |
| 20 01 | Fractions collectées séparément (sauf 15 01) |
| 20 01 08 | Déchets de cuisine et de cantine biodégradables |
| | <i>Résidus alimentaires</i> |
| 20 01 25 | Huiles et matières grasses alimentaires |
| | <i>Huiles et matières grasses alimentaires collectées sélectivement</i> |
| 20 01 38 | Bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37 |
| | <i>Souches, racines, écorces, sciure et copeaux de bois</i> |
| | <i>Branches coupées (broyées)</i> |
| 20 01 39 | Matières plastiques |
| | <i>Plastiques biodégradables</i> |
| 20 01 99 | Autres fractions non spécifiées ailleurs |
| | <i>Fraction fermentescible des ordures ménagères collectée sélectivement (résidus alimentaires, petits déchets de jardin...)</i> |
| | <i>Produits alimentaires, d'origine végétale, collectés dans les petites et grandes surfaces</i> |
| | <i>Produits alimentaires, d'origine végétale et animale, collectés dans les petites et grandes surfaces</i> |
| 20 02 | Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière) |
| 20 02 01 | Déchets biodégradables |
| | <i>Déchets végétaux de jardins et de parcs</i> |
| 20 03 | Autres déchets municipaux |

| | |
|----------|--|
| 20 03 02 | Déchets de marchés |
| | <i>Anciennes denrées alimentaires d'origine végétale (fruits, légumes, etc.)</i> |
| | <i>Anciennes denrées alimentaires, d'origine végétale et animale</i> |
| | <i>Emballages biodégradables (papier, carton, plastique biodégradable,...)</i> |
| 20 03 04 | Boues de fosses septiques |
| | <i>Boues/gadoues de fosses septiques</i> |
| 20 98 | Déchets provenant des centres hospitaliers et maisons de soins de santé (sauf 18 01) |
| 20 98 97 | Déchets de cuisines, des locaux administratifs, déchets hôteliers ou d'hébergement produits en dehors des zones d'hospitalisation et de soins, les appareils et mobilier mis au rebut |
| | <i>Déchets de cuisine collectés sélectivement</i> |

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de biométhanisation visées par la rubrique 90.23.15. modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 2

Bulletin d'analyse des digestats

Dénomination de la matière :

Site de production :

Producteur :

N° certificat d'utilisation, le cas échéant :

| | | |
|---------|---------------------------------------|--------|
| Année : | Producteur : N° de référence lot : | Tél. : |
|---------|---------------------------------------|--------|

| | |
|--|--|
| N° du bulletin d'analyse | |
| Date de prélèvement de l'échantillon | |
| Auteur du prélèvement de l'échantillon | |

| | | |
|------------------|---------------|--------|
| Date d'analyse : | Labo. agréé : | Tél. : |
|------------------|---------------|--------|

| Paramètres | Unité | Résultat | Norme |
|-------------------------|-------|----------|-------|
| Paramètres agronomiques | | | |
| pH eau | | | |
| Valeur neutralisante | | | |
| M.S. | % MB | | |
| M.O. | % MB | | |
| N total | % MB | | |
| N organique | % MB | | |
| N nitrique | % MB | | |
| N ammoniacal | % MB | | |

| | | | |
|---|------------|--|--|
| P en P ₂ O ₅ soluble dans les acides minéraux | % MB | | |
| K en K ₂ O soluble dans l'eau | % MB | | |
| Mg en MgO soluble dans les acides minéraux | % MB | | |
| Ca en CaO soluble dans les acides minéraux | % MB | | |
| C/N | | | |
| Conductivité électrique | en mS/m | | |
| | | | |
| Pouvoir germinatif | | | |
| Granulométrie - Impuretés - Pierres | | | |
| Granulométrie du compost | | | |
| - passage au tamis de 40 mm | | | |
| Impuretés (verre, plastique, métal) | | | |
| - refus au tamis de 2 mm | | | |
| Pierres - refus au tamis de 5 mm | | | |
| Eléments traces métalliques | | | |
| Cd | mg/kg M.S. | | |
| Cr | mg/kg M.S. | | |
| Cu | mg/kg M.S. | | |
| Hg | mg/kg M.S. | | |
| Ni | mg/kg M.S. | | |
| Pb | mg/kg M.S. | | |
| Zn | mg/kg M.S. | | |
| Composés trace organiques | | | |
| BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène) et Styène | mg/kg M.S. | | |
| PAH (6 de Borneff) Fluoranthène, Benzo (b) fluoranthène, Benzo (k) fluoranthène, Benzo (a) pyrène, Indéno (1,2,3 -c,d) pyrène, Benzo (g,h,i) pérylène | mg/kg M.S. | | |
| PAH totaux (16) Fluoranthène, Benzo (b) fluoranthène, Benzo (k) fluoranthène, Benzo (a) pyrène, Indéno (1,2,3 -c,d) pyrène, Benzo (g,h,i) pérylène, Naphtalène, Acénaphtylène, Acénaphène, Fluorène, Phénanthrène, Anthracène, Pyrène, Benzo (a) anthracène, Chrysène, Dibenz (a, h) anthracène | mg/kg M.S. | | |
| PCB (7 congénères de Ballschmieter) PCB n° 28, PCB n° 52, PCB n° 101, PCB n°118, PCB n° 138, PCB n° 153, PCB n° 180 | mg/kg M.S. | | |
| Hydrocarbures pétroliers répartis en fractions (C9 → C40) | mg/kg M.S. | | |

| | |
|---------------------------|---|
| Rapport interprétatif | |
| | |
| Vu le | Fait le A |
| Signature de l'exploitant | Signature du responsable du laboratoire agréé : |

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de biométhanisation visées par la rubrique 90.23.15. modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 3

« Annexe XXXI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Informations relatives aux installations de biométhanisation visées par la rubrique 90.23.15.

I. Identification des zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive en réalisant un zonage ATEX dans le respect de l'annexe de l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le Règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique (plan à joindre en annexe de la demande).

II. Description des principaux modes de valorisation du biogaz, du digestat, les potentialités de l'installation et justification du choix retenu.

III. Description technique :

- la capacité de traitement journalière exprimée en tonne par jour et la capacité annuelle de traitement de l'installation;

- la quantité de biomatière entreposable;

- la liste des biomatières et matières que l'exploitant envisage d'accepter, la nature ou la dénomination de la biomatière ou de la matière et son code en référence à la liste des biomatières constituant des déchets visée à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de biométhanisation visées par la rubrique 90.23.15. et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou, à défaut, le code tel que prévu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

- les modalités de stockage prévues pour les biomatières entrantes et caractéristiques des infrastructures (volume);

- le type et les caractéristiques techniques du traitement préalable opéré sur les biomatières entrantes;

- les caractéristiques techniques de la biométhanisation (nombre et volume des digesteurs, temps de séjour, type de processus mésophile, thermophile...);

- le(s) type(s) et les caractéristiques techniques du post-traitement opéré sur le digestat brut;

- les modalités de stockage prévues pour le digestat brut et/ou traité, en ce compris le nombre et le volume des cuves de stockage;

- les heures d'accès et de sortie du charroi destiné au transport des déchets et du digestat;

- la description et les dimensions des différentes aires visées dans le tableau ci-dessous :

| | Volume (m ³)* | Surface occupée (m ²) * |
|--|---------------------------|-------------------------------------|
| Aire de réception | | |
| Infrastructures de stockage | | |
| Installation destinée à la préparation du mélange | | |
| Aire de biométhanisation | | |
| Aire de post-traitement | | |
| Installations de stockage du digestat brut ou traité en attente d'évacuation | | |

* : Volumes et surfaces maxima.

IV. Biomatières pulvérulentes

Si l'installation de biométhanisation traite plus de 10.000 tonnes par an de biomatières pulvérulentes dont la dispersivité est classée de S1 à S4, l'exploitant joint un Plan de Réduction des Emissions diffuses de particules (PRED).

Le PRED comprend au minimum les éléments suivants :

- une identification des sources d'émission diffuse de particules sur l'entièreté du site (localisation, type d'opération, type de matériau,...);

- une caractérisation des installations et des activités générant les émissions diffuses (quantités manutentionnées et/ou traitées annuellement, superficie des stockages, autres surperficie exposées à l'érosion éolienne, importance du charroi...);

- les actions de prévention et/ou d'abattement des émissions diffuses de particules déjà mises en œuvre ou à mettre en œuvre dans un délai déterminé.

La classification de dispersivité des matériaux, correspondant à la classification de l'annexe 8.4 du Bref intitulé « Emissions dues au stockage de matières dangereuses ou en vrac » est la suivante :

| | Non mouillable | Mouillable |
|--|----------------|------------|
| Très sensible à l'envol | S1 | S2 |
| Modérément sensible à la dérive | S3 | S4 |
| Très peu ou pas du tout sensible à la dérive | S5 | S5 |

L'AWAC se tient à la disposition à la disposition de l'exploitant pour l'élaboration du PRED.

V. Biogaz :

1. Quantité théorique maximale, exprimée en tonne, de biogaz contenue dans l'installation de biométhanisation
2. Pression de service
3. Lorsque la quantité de biogaz présente dans l'installation de biométhanisation est supérieure à 830 Nm³, une analyse de risques, comprenant au minimum les éléments suivants :
 - une identification et une caractérisation des potentiels de dangers, à savoir :
 - o la présence de matières susceptibles d'être à l'origine d'une explosion;
 - o le fonctionnement des installations potentiellement dangereuses;
 - o l'identification de risques naturels ou électriques;
 - une étude détaillée des risques en présentant, pour chaque phénomène, les informations relatives à la probabilité d'occurrence, la gravité, la cinétique ainsi que les distances d'effets associés (surpression et radiation thermique);
 - une cartographie des zones d'effets;
 - une description des mesures de prévention et de protection des risques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de biométhanisation visées par la rubrique 90.23.15. et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203909]

24. APRIL 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der in der Rubrik 90.23.15 erwähnten Biogasgewinnungsanlagen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 und durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 4, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 5, Artikel 7, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 7bis, eingefügt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 8, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 9, Artikel 17, abgeändert durch die Dekrete vom 19. September 2002 und vom 21. Juni 2012, Artikel 55, § 1 und Artikel 83;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser;

Aufgrund des am 10. April 2014 abgegebenen Gutachtens der Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung;

Aufgrund des am 26. März 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 55.430/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser, die ursprünglich in Ausführung des Artikels 3, § 1 des jetzt aufgehobenen Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durchgeführt wurden, fortan ihre gesetzliche Grundlage in den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung haben, die es der Regierung erlauben, allgemeine Bedingungen im Sinne von Kapitel I, Abschnitt III dieses Dekrets festzusetzen;

In der Erwägung, dass aufgrund von Artikel 5, § 2, Absatz 3 des Dekrets vom 11. März 1999 die Regierung bei der Festsetzung sektorbezogener Bedingungen von den allgemeinen Bedingungen nur unter der Voraussetzung abweichen kann, dass sie diese Abweichung begründet;

In der Erwägung, dass gegenwärtig manche Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 in Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, (Kapitel VI - Allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers), für das Haushaltsabwasser und in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe übernommen worden sind;

In der Erwägung schließlich, dass die Nichtanwendung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 eine Begrenzung der Anzahl der auf einzelne Betriebe anwendbaren Verordnungstexte ermöglicht, was dem Willen der Wallonischen Regierung auch entspricht, ein Programm zur Rationalisierung und zur administrativen Vereinfachung zu verabschieden;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die in der Rubrik 90.23.15 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 Biogasgewinnungsanlagen zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Zusatzstoff: jeder nicht abbaubare Stoff, der zur Verbesserung der Biogasgewinnung dient;

2° Biogas: das Gas, das aus dem Prozess der biologischen Zersetzung von Biostoffen in Abwesenheit von Sauerstoff im Faulbehälter entsteht;

3° "CWEA": das von der Regierung erstellte "Compendium wallon des méthodes d'Echantillonnage et d'Analyse" (Wallonisches Compendium der Probenahme- und Analysemethoden), das die gesamten Methoden zur Entnahme und Probenahme, Konservierung, Vorbehandlung und Analyse der Proben, sowie die Analyseverfahren zur Bestimmung der Schadstoffgehalte bildet. Das "CWEA" hat einen Hinweischarakter;

4° Gärrückstand: der Stoff, der sich aus dem Prozess der anaeroben biologischen Umwandlung von Biostoffen unter kontrollierten Bedingungen in einem Faulbehälter ergibt;

5° Bruttogärrückstand: der Gärrückstand, der aus dem Faulbehälter kommt;

6° behandelter Gärrückstand: der Gärrückstand, der nach der Entnahme aus dem Faulbehälter einer oder mehrerer Nachbehandlungen unterzogen wurde;

7° bereits bestehender Betrieb: ein vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß genehmigter Betrieb. Die Umwandlung oder Erweiterung einer Biogasgewinnungsanlage, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses im in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einer bereits bestehenden Biogasgewinnungsanlage gleichgestellt. Ein Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Antrag auf Genehmigung eingereicht wurde, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt, wenn die Genehmigung auf der Grundlage dieses Antrags gewährt wurde;

8° Charge: eine bestimmte Menge Gärrückstände, die unter ähnlichen Bedingungen an einem selben Herstellungsort erzeugt wird und eine Einheit bildet, die als einheitlich geltende Merkmale aufweist;

9° Stoff: jeder Stoff, der in der Nachbehandlung verwendet wird;

10° Genehmigung: eine Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

11° Nachbehandlung: der Vorgang zur Behandlung der Gärrückstände, der darauf abzielt, die Merkmale der Bruttogärrückstände zu ändern, mit Ausnahme der Kompostierung;

12° Vorbehandlung des Biogases: die Aufbereitung des Biogases im Hinblick auf dessen Benutzung im Betrieb als Brennstoff;

13° Vorbehandlung: die gesamten Vorgänge in Zusammenhang mit der Aufnahme, der Vorbereitung und der Lagerung der Biostoffe vor der Biogasgewinnung;

14° "ATEX"-Zoneneinteilung: die Abgrenzung der Zonen, in denen explosionsfähige Atmosphären auf dem Gelände vorhanden sind, auf der Grundlage der Artikel 105 bis 113 der Anlage zum Königlichen Erlass vom 10 März 1981, durch den die Allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen für die Haushaltsanlagen und gewisse Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie vorgeschrieben wird;

KAPITEL II — Standort und Bau

Abschnitt 1 — Planung des Bauwerks und Zugänglichkeit

Art. 3 - § 1. Der Abstand zwischen jedem Teil der Biogasgewinnungsanlage, die weniger als 830 Nm³ enthält, insbesondere dem Faulbehälter, dem Nachgärer, der Infrastruktur zur Lagerung des Biogases, den Biogasleitungen und den von Drittpersonen bewohnten Wohnungen beträgt mindestens 50 Meter.

Die von dem Betreiber, dem Personal der Anlage oder den Lieferanten von für die Biogasgewinnung bestimmten Biostoffen bewohnten Wohnungen stellen keine von Drittpersonen bewohnten Wohnungen dar.

§ 2. Der Abstand zwischen jedem Teil der Biogasgewinnungsanlage, die mindestens 830 Nm³ Biogas enthält, und den von Drittpersonen bewohnten Wohnungen wird in den Sonderbedingungen der Genehmigung auf der Grundlage der in der Anlage XXXI des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegt.

Art. 4 - Der Zugang zu der Biogasgewinnungsanlage wird auf die vom Betreiber oder seinem Beauftragten zugelassenen Personen beschränkt.

Art. 5 - Die Biogasgewinnungsanlage wird von den anderen, vom Betreiber auf demselben Gelände bewirtschafteten Anlagen derart getrennt, dass die für die anderen Anlagen des Geländes bestimmten Bewegungen des Biostoffs nicht durch die der Biogasgewinnungsanlage vorbehaltene Zone führen.

Art. 6 - Die Biogasgewinnungsanlage enthält mindestens:

1° eine Parkfläche für die Fahrzeuge, die auf ihre Umfüllung oder Entladung warten;

2° eine Fläche für den Empfang der eingegangenen Biostoffe;

3° eine Fläche, auf der sich die Anlage befindet, die für die Vorbereitung der Mischung von Biostoffen gegebenenfalls mit Zusatzstoffen, die in die Faulbehälter eingespeist wird, bestimmt ist;

4° eine Fläche, auf der sich die Faulbehälter befinden;

5° eine Infrastruktur zur Lagerung des Biogases;

- 6° eine Infrastruktur zur Lagerung der Bruttogärrückstände oder der behandelten Gärrückstände;
- 7° eine Infrastruktur zur Lagerung der abgelehnten und zu diesem Zweck deutlich gekennzeichneten Biostoffe;
- 8° eine Infrastruktur zur Lagerung der eingegangenen Biostoffe, wenn deren Lagerung vorgesehen ist;
- 9° eine Fläche, auf der sich die Nachgärer befinden, wenn Vorgänge zur Nachgärung vorgesehen sind;
- 10° eine Infrastruktur, die für Nachbehandlung der Gärrückstände bestimmt ist, wenn dieser Vorgang vorgesehen ist.

Art. 7 - In jeder Biogasgewinnungsanlage, deren tägliche Verarbeitungskapazität mehr als 100 Tonnen pro Tag beträgt, wird ein Rückhaltebecken oder jede andere gleichwertige Vorrichtung eingerichtet, um das Wasser, das bei einem Unfall oder Brand verunreinigt werden könnte, einschließlich des für das Löschen benutzten Wassers, oder die Gärrückstände oder die sich in Behandlung befindenden Biostoffe im Falle eines Überlaufens oder eines Dichtheitsverlustes des Faulbehälters oder des Behälters zur Lagerung der Gärrückstände aufzusammeln.

Die in Absatz 1 erwähnte Vorrichtung kann in einer Abböschung bestehen, insofern sie derart ausgeführt wird, dass das gesamte Wasser, das bei einem Unfall oder Brand verunreinigt werden könnte, zurückgehalten werden kann.

Das verunreinigte Wasser kann in den Vorfluter abgeleitet werden, und zwar nach einer angemessenen Behandlung, durch die die Einhaltung der in den Artikeln 45 und 46 des vorliegenden Erlasses erwähnten Ableitungsnormen sichergestellt werden kann. In Ermangelung dessen wird es gemäß der geltenden Gesetzgebung bezüglich der Abfälle abgeleitet.

Art. 8 - § 1. Der Boden der in Artikel 6, 1° bis 4° und 6° bis 10° erwähnten Flächen und Infrastrukturen wird mit einem undurchlässigen Material abgedeckt, um jegliches Eindringen in den Boden zu verhindern, und mit einer ausreichenden Bodenneigung versehen, damit der Saftabfluss und das verunreinigte Niederschlagswasser, das Reinigungswasser, die unbeabsichtigt verschütteten Stoffe und das Wasser zum Löschen eventueller Brände schwerkraftmäßig aufgesammelt werden können.

§ 2. Die internen Verkehrswege der Anlage werden mit einem Belag bedeckt.

Art. 9 - Die Parkfläche, die internen Verkehrswege sowie die Ein- und Ausfahrt der Biogasgewinnungsanlage sind derart geplant, dass einem Verkehrsstau und einer Unfallgefahr in der Anlage und auf den öffentlichen Verkehrswegen vorgebeugt wird.

Art. 10 - Die Biogasgewinnungsanlage mit einer Behandlungskapazität von mehr als 100 Tonnen pro Tag wird mit einer geeichten Brückenwaage mit automatischer Mengenerfassung oder mit jeglichem anderen Mittel zur genauen Quantifizierung der in der Anlage ein- und ausgehenden Biostoffe, Stoffe, Zusatzstoffe und Gärrückstände ausgerüstet.

Abschnitt 2 — Lagerung

Art. 11 - Die eventuell aus den gelagerten Biostoffen entstandenen Sickersäfte dürfen weder in die öffentlichen Kanalisationen, noch in das Grund- oder Oberflächenwasser gelangen und werden auf einer Lagerungsinfrastruktur gelagert oder durch ein Absorptionsmittel aufgenommen.

Art. 12 - Die Infrastrukturen zur Lagerung des Tierdungs, wie in Artikel 188, 11° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, definiert, und die Flächen zur Lagerung der Gärrückstände sind gegenüber dem gelagerten Dung undurchlässig und chemisch neutral.

Diese Infrastrukturen werden als undurchlässig und chemisch neutral gegenüber dem gelagerten Dung betrachtet, wenn sie den in der Anlage 2 des Ministerialerlasses vom 1. April 2004 bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässer an die geltenden Vorschriften, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 28. Dezember 2007, festgelegten technischen Pflichtvorschriften für die Lagerung des Tierdungs nachkommen.

Art. 13 - Die Lagerungsinfrastrukturen werden je nach ihrem Inhalt und ihrem Fassungsvermögen deutlich gekennzeichnet. Die Richtung der ein- und ausgehenden Ströme wird angegeben.

Art. 14 - § 1. Die Gärrückstände und die Biostoffe werden in den Lagerungsinfrastrukturen gelagert.

Die Infrastrukturen zur Lagerung der Biostoffe und der Gärrückstände werden derart benutzt, dass jegliche Ableitung in die Umwelt vermieden wird.

§ 2. Die Infrastrukturen zur Lagerung der Gärrückstände haben ein ausreichendes Fassungsvermögen, um die Lagerung der gesamten Gärrückstände zu ermöglichen, die während einer Periode erzeugt werden, die der längsten Periode entspricht, während der ihre Beseitigung oder Behandlung nicht möglich ist.

Die Anzahl Infrastrukturen zur Lagerung von Brutto- oder behandelten Gärrückständen ermöglicht es, die Charakterisierung nach Chargen zu gewährleisten, wenn die Gärrückstände für Benutzung im oder auf den Böden bestimmt sind.

In Ermangelung eines ausreichenden Fassungsvermögens der Infrastrukturen zur Lagerung der Gärrückstände, wie in Absatz 1 vorgesehen, oder einer ausreichenden Anzahl Infrastrukturen zur Lagerung der Gärrückstände gemäß Absatz 2 schließt der Betreiber einen Mietvertrag für eine ordnungsgemäß zugelassene, undurchlässige und chemisch neutrale Lagerungsinfrastruktur ab, die ausschließlich für die Lagerung von Gärrückständen bestimmt ist und die den in der Anlage 2 des Ministerialerlasses vom 1. April 2004 bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässer an die geltenden Vorschriften, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 28. Dezember 2007, festgelegten technischen Pflichtvorschriften für die Lagerung des Tierdungs nachkommt.

Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Mietverträge zur Verfügung, um nachzuweisen, dass er infolge der abgeschlossenen Mietverträge über ein ausreichendes Fassungsvermögen verfügt, um die Lagerung der gesamten Gärrückstände zu ermöglichen, die während einer Periode erzeugt werden, die der längsten Periode entspricht, während der ihre Beseitigung oder Behandlung nicht möglich ist, sowie über eine ausreichende Anzahl Infrastrukturen zur Lagerung von Brutto- oder behandelten Gärrückständen, um zu ermöglichen, die Charakterisierung nach Chargen zu gewährleisten, wenn die Gärrückstände für Benutzung im oder auf den Böden bestimmt sind. Die Mietverträge enthalten mindestens folgende Elemente:

- 1° die Identifizierung der Vertragspartner;
- 2° die Unterschrift der Vertragsparteien;
- 3° das Volumen der lagerbaren Gärrückstände;
- 4° die Verpflichtungen der Parteien, wenn Gärrückstände gelagert werden, die die angewandte Gesetzgebung nicht einhalten;
- 5° den Standort der Infrastruktur;
- 6° die Vertragsdauer.

§ 3. Die Behälter zur Lagerung der Biostoffe und der Gärrückstände sind undurchlässig und chemisch neutral.

Diese Behälter werden als undurchlässig und chemisch neutral betrachtet, wenn sie den in der Anlage 2 des Ministerialerlasses vom 1. April 2004 bezüglich der Angleichung der Lagereinrichtungen für Tierzucht abwässer an die geltenden Vorschriften, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 28. Dezember 2007, festgelegten technischen Pflichtvorschriften für die Lagerung des Tierdungs nachkommen.

Die Undurchlässigkeit der Behälter zur Lagerung der Biostoffe und der Gärrückstände muss leicht und ständig zu überprüfen sein.

§ 4. Die zur Benutzung in und auf den Böden bestimmten Gärrückstände werden im Hinblick auf ihre analytische Charakterisierung in Chargen aufgeteilt.

Für die festen Gärrückstände stellt eine Charge eine Menge dar, die 1 000 Tonnen oder ein Jahr Produktion, wenn die jährliche Produktion weniger als 1 000 T beträgt, nicht überschreiten darf. Für die flüssigen Gärrückstände stellt eine Charge den Inhalt eines Lagerbehälters dar, der nicht mehr beschickt werden kann.

Der Erzeuger trifft Maßnahmen, um die Qualität und Homogenität der Chargen der Gärrückstände zu gewährleisten.

Art. 15 - Ein Entwässerungssystem wird unter den zur Lagerung der flüssigen Biostoffe oder der flüssigen Gärrückstände bestimmten Infrastrukturen angebracht, um jegliche Sättigung des Fundaments mit Wasser zu vermeiden und eventuelle Dichtigkeitsfehler hervorzuheben.

Auf der Außenseite des Fußes der Behälterwand befindet sich eine periphere Dränierung oder eine Ringdränierung.

Das Netz der Sickerrohre endet über eine Sickerwasser-Sammelleitung in einen wasserdichten Kontrollschacht.

Dieser Kontrollschacht ist derart konstruiert, dass immer eine Wasserhöhe von mindestens 10 cm vorhanden ist.

Abschnitt 3 — Biogas

Art. 16 - § 1. Jede direkte Ableitung von Biogas in die Luft, die keine ggf. mögliche Freisetzung von Gas im Falle eines unfallbedingten Überdrucks darstellt, ist untersagt.

§ 2. Die Biogasgewinnungsanlage wird mit einer Ausrüstung versehen, in der das nicht verwertete Biogas zerstört werden kann, wie z.B. eine Fackel oder jedes andere System, das ein gleichwertiges Sicherheitsniveau gewährleistet.

Die Ausrüstung liegt mehr als 10 Meter von den Anlagen zur Lagerung des Biogases entfernt.

Diese Ausrüstung kann die gesamte nominale Produktion der Biogasgewinnungsanlage aufnehmen.

§ 3. Für die Anlagen, die weniger als 100 Nm³/h Biogas erzeugen, kann die in Paragraph 2 erwähnte Ausrüstung im Falle eines längeren Stillstands der Ausrüstungen zur Verwertung des Biogases in einer mobilen und innerhalb einer Stunde einsetzbaren Vorrichtung zur Zerstörung des Biogases bestehen.

§ 4. Die Zuführungsrohre für den Einlass des Biogases in die Ausrüstung, in der das nicht verwertete Biogas zerstört werden kann, ist mit einer Vorrichtung bestehend aus einer Flammenrückschlagsicherung, Absperrventilen und Sicherheitsventilen ausgestattet, durch die die Einspeisung von Biogas unterbrochen wird, wenn keine Flamme vorhanden ist.

§ 5. Um die Ausrüstung herum, in der die Zerstörung des nicht aufgewerteten Biogases vorgenommen werden kann, wird von dem Betreiber eine Umzäunung auf einer Entfernung installiert, über die hinaus die thermische Strahlung unter 6,4 kW/m² liegt und deren Abstand von der Ausrüstung, in der die Zerstörung des nicht verwerteten Biogases vorgenommen werden kann, mindestens 5 Meter beträgt.

In Abweichung von Absatz 1 wird die Umzäunung nicht gefordert, wenn sich die Ausrüstung, in der die Zerstörung des nicht verwerteten Biogases vorgenommen werden kann, nicht am Boden befindet, insofern nachgewiesen werden kann, dass die am Boden gemessene thermische Strahlung an den Orten, an denen sich Personen befinden können, 6,4 kW/m² nicht überschreitet.

Art. 17 - § 1. Die Sicherheitsventile der Faulbehälter und der Infrastrukturen zur Lagerung von Biogas sind derart kalibriert, dass das erzeugte Biogas im Falle eines Überdrucks zuerst zu einer Ausrüstung geführt wird, in der das nicht verwertete Biogas zerstört werden kann.

§ 2. Im Falle einer Sättigung der Ausrüstung, in der das nicht verwertete Biogas zerstört werden kann, werden die Sicherheitsventile geöffnet.

Die Sicherheitsventile werden derart angebracht, dass das Biogas an einer Stelle in die Luft abgelassen wird, an der keine Brand- oder Explosionsgefahr besteht.

§ 3. Die Faulbehälter, Nachgärer und Infrastrukturen zur Lagerung von Biogas werden mit einem Unterdruckventil und einer Vorrichtung zur Hochniveaumessung mit Regelung der Einspeisung von Biostoffen oder Biogas ausgestattet.

In jeder Biogasgewinnungsanlage, deren tägliche Behandlungskapazität mehr als 100 Tonnen pro Tag beträgt, wird die Einspeisung im Falle eines Unterdrucks der Faulbehälter automatisch ausgeschaltet und die Entleerung der Gärrückstände unterbrochen.

Art. 18 - Um die mit einem brutalen Überdruck verbundenen Folgen einzuschränken, werden die Ausrüstungen, in denen die Biogasgewinnung erfolgt, mit einer Vorrichtung, wie beispielsweise einer flexiblen Membrane, einer Berstscheibe, einer Explosionsdruckentlastungsöffnung oder mit jeder anderen gleichwertigen Vorrichtung versehen.

Art. 19 - Wenn eine Vorrichtung zum Einblasen von Luft in das Biogas vorhanden ist, die dazu dient, den Gehalt an H₂S durch Oxidation einzuschränken, ist diese Vorrichtung derart konzipiert, dass die Gefahr der Entstehung einer explosionsfähigen Atmosphäre verhütet wird, oder wird diese Vorrichtung mit Sicherheitssystemen versehen, die dieser Gefahr vorbeugen.

Art. 20 - Wenn die Biogasgewinnungsanlage mit einer Anlage zur Verwertung von Biogas ausgerüstet ist, deren Zweck es ist, den internen Bedarf des Betriebs zu decken, wird die Anlage mit folgenden Sicherheitsvorrichtungen versehen:

1° einer Vorrichtung zur Zwangsbelüftung der Feuerungsanlage;

2° einer zwischen der Anlage und den Ausrüstungen zur Erzeugung von Biogas eingerichteten Flammenrückschlagsicherung;

3° Explosimetern, die zwei Schwellen vorsehen:

eine Schwelle von 20% von der unteren Explosionsgrenze, deren Erreichung einen Alarm auslöst;

b) eine Schwelle von 40% von der unteren Explosionsgrenze, deren Erreichung zur automatischen Ausschaltung der Anlage und zur automatischen Schließung des Ventils zur Einspeisung der Anlage mit Biogas führt.

4° kalibrierten Rauch- und Brandmeldern, die die Ausschaltung der Anlage zur Verwertung von Biogas und die Schließung des Ventils zur Einspeisung der Anlage mit Biogas steuern.

KAPITEL III — *Betrieb*

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 21 - Der Betreiber trifft Maßnahmen, um die Entstehung von Ungeziefer, die Massenvermehrung von Insekten und die Verbreitung von Nagetieren durch die Benutzung von zugelassenen Bekämpfungsmitteln, erlaubten Fallen oder Giften für Nagetiere, durch Vorrichtungen wie beispielsweise feine Gitter, Netze, elektrische Insektentöter oder gleichwertige Systeme einzuschränken.

Art. 22 - Die Räder der Fahrzeuge, die die Biogasgewinnungsanlage verlassen, werden gereinigt, um die öffentlichen Verkehrswege sauberzuhalten.

Art. 23 - In den gesamten Verträgen oder Abkommen, die zwischen dem Betreiber und den Firmen oder Einrichtungen abgeschlossen werden, die mit dem Abtransport, der Verwertung oder der Entsorgung der Abfälle mit Ausnahme der Gärrückstände, die durch einen Verwendungsschein gedeckt sind, beauftragt sind, werden ausdrücklich die Angaben über die Anlagen angegeben, wo sie entsorgt oder verwertet werden.

Art. 24 - § 1. Der Betreiber erstellt die nachstehenden Verfahren, Unterlagen und Anweisungen und hält sie den Angestellten ständig zur Verfügung:

1° die Liste der bei Normalbetrieb während den Anlaufvorgängen und nach einem Stillstand durchzuführenden Kontrollen;

2° das Programm und die Häufigkeit der Kontrolle aller Ausrüstungen;

3° die Sicherheitsdatenblätter der in der Anlage vorhandenen Produkte;

4° die Pläne der Räumlichkeiten und den Standort der Warn- und Notfallausrüstungen, sowie das Schema der Netze zwischen den Ausrüstungen mit den Handventilen und den Drucktasten, die im Falle einer Funktionsstörung oder im Falle eines Unfalls oder Brands zu betätigen sind;

5° den Plan zur Lokalisierung der Risiken und alle nützlichen Elemente in Bezug auf die durch den Betrieb der Anlage möglichen Risiken;

6° die zur Vermeidung der Zwischenfälle, Unfälle oder Brände bestimmten Maßnahmen, insbesondere verbunden mit:

der Entstehung explosionsfähiger Atmosphären während den Betriebsübergangsphasen, das heißt beim Anlauf oder Wiederanlauf, beim Stillstand oder bei der Entleerung der gesamten oder eines Teils der Anlage, sowie bei den Übertragungs- oder Instandhaltungsvorgängen;

b) der Benutzung und Lagerung chemischer Produkte;

c) der Undurchlässigkeit des oder der Faulbehälter, der Leitungen und der Rückhaltevorrichtungen;

7° die für das Personal im Falle eines Unfalls oder eines Brands bestimmten Anweisungen.

§ 2. Der Betreiber erstellt einen Arbeitsplan für die Bewirtschaftung der Biostoffe, in dem die Anweisungen und Verfahren angegeben werden, die notwendig sind, um:

1° die Annahme, Aufnahme, Lagerung und Vorbehandlung der Biostoffe zu organisieren;

2° die Rückverfolgbarkeit der Bewegungen von Biostoffen, Gärrückständen und Abfällen innerhalb der Biogasgewinnungsanlage und nach ihr zu gewährleisten;

3° die Nachbehandlung, die Charakterisierung und die Lagerung der Gärrückstände, sowie die Abfuhr von Biostoffen, Gärrückständen und die Beseitigung der Abfälle zu organisieren;

4° die Abfuhr der gelagerten Biostoffe und Gärrückstände zu gewährleisten, wenn die Anlage oder ein Teil der Anlage nicht mehr betriebsfähig ist.

Der Betreiber kann das "Office wallon des Déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) fragen, welche Informationen in diesem Plan zu liefern sind.

§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Verfahren, Unterlagen und Anweisungen, sowie der Arbeitsplan werden dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Abschnitt 2 — Biostoffe und zugelassene Stoffe

Art. 25 - Wenn die Gärrückstände zur Verwendung auf oder in den Böden bestimmt sind, werden allein die Zusatzstoffe und Biostoffe bei der Biogasgewinnung zugelassen, insofern diese:

1° in der Genehmigung bezüglich der Biogasgewinnungsanlage angeführt sind;

2° die Vorschriften des Artikels 27° einhalten;

3° was diejenigen betrifft, die Abfälle darstellen, in der Liste der Anlage 1 erwähnt werden.

Wenn die Gärrückstände zur Verwendung auf oder in den Böden bestimmt sind, werden allein die in der Genehmigung bezüglich der Biogasgewinnungsanlage angeführten Stoffe bei der Nachbehandlung zugelassen, insofern diese die Vorschriften des Artikels 27 einhalten.

Art. 26 - Wenn die Gärrückstände nicht zur Verwendung auf oder in den Böden bestimmt sind, werden allein die in der Genehmigung bezüglich der Biogasgewinnungsanlage angeführten Biostoffe und Stoffe bei der Biogasgewinnung und Nachbehandlung zugelassen, die die Vorschriften der Paragraphen 1, 4 und 9 des Artikels 27 des vorliegenden Erlasses einhalten.

Art. 27 - § 1. Nur die gemäß dem Erlass vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs und seiner Abänderungen als nicht gefährlich betrachteten Biostoffe sind bei der Biogasgewinnung zugelassen. Nur die gemäß dem Erlass vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs und seiner Abänderungen als nicht gefährlich betrachteten Stoffe sind bei der Nachbehandlung zugelassen.

§ 2. Die bei der Biogasgewinnung eingesetzten Biostoffe und die bei der Nachbehandlung verwendeten Stoffe weisen Konzentrationen an metallischen Spurenelementen genannt "ETM" auf, die unter den folgenden Grenzwerten liegen:

Element Grenzwert in mg/kg T.S. (Trockenstoff)

| | |
|----|-------|
| Cd | 5 |
| Cu | 600 |
| Ni | 100 |
| Pb | 500 |
| Zn | 2 000 |
| Hg | 5 |
| Cr | 500 |

§ 3. Die bei der Biogasgewinnung zugelassenen Schlämme aus Klärstationen verfügen über einen Verwendungsschein, der auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden vom Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben ausgestellt wird.

§ 4. Der bei der Biogasgewinnung zugelassene Tierdung ist Gegenstand eines Ausbringungsvertrags, wie er in Kapitel IV des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, definiert wird, zwischen dem landwirtschaftlichen Betrieb, der ihn erzeugt, und dem Betreiber der Biogasgewinnungsanlage.

§ 5. Die bei der Biogasgewinnung eingesetzten Biostoffe und die bei der Nachbehandlung verwendeten Stoffe enthalten weniger als 0,2 Gewichtsprozent Verunreinigungen, wie beispielsweise Glas, Plastik, Metall. Falls dies technisch nicht möglich ist, wird die Biogasgewinnungsanlage mit einer Raffinationsanlage ausgerüstet, durch die ermöglicht wird, dass diese Norm bei dem Endprodukt eingehalten wird.

§ 6. Die bei der Biogasgewinnung eingesetzten Biostoffe und die bei der Nachbehandlung verwendeten Stoffe enthalten weniger als 2 Gewichtsprozent Steine. Falls dies technisch nicht möglich ist, wird die Biogasgewinnungsanlage mit einer Raffinationsanlage ausgerüstet, durch die ermöglicht wird, dass diese Norm bei dem Endprodukt eingehalten wird.

§ 7. Das bei der Biogasgewinnung eingesetzte Holz ist unbehandelt.

§ 8. Die Zusatzstoffe verbessern die Biogasgewinnung, ohne die Qualität der Gärrückstände zu beeinträchtigen.

§ 9. Die bei der Biogasgewinnung eingesetzten Biostoffe und die bei der Nachbehandlung verwendeten Stoffe dürfen keine Schadstoffe in derartigen Mengen enthalten, dass diese die Biogasgewinnung, das Verwertungsverfahren oder das Verfahren zur Beseitigung der Gärrückstände beeinträchtigen könnten.

§ 10. Für die Biogasgewinnungsanlagen, die Gärrückstände erzeugen, die nicht für eine Verwertung auf oder in den Böden bestimmt sind, sind allein die Bestimmungen der Paragraphen 1, 4 und 9 anwendbar.

Abschnitt 3 — Verfahren bezüglich der ersten Aufnahme eines Biostoffs oder Stoffs

Art. 28 - § 1. Vor der ersten Aufnahme in der Biogasgewinnungsanlage eines Biostoffs oder Stoffs, der von einem bestimmten Erzeuger oder Besitzer stammt, überprüft der Betreiber, ob der Stoff oder Biostoff die Vorschriften der Artikel 25, 26 und 27, Paragraphen 1 bis 4 et 7 bis 9 des vorliegenden Erlasses einhält, indem er sich auf die vom Erzeuger oder Besitzer des Biostoffs oder Stoffs übermittelten Daten stützt. Diese Daten sind mindestens Folgende:

- 1° Name und Anschrift des Erzeugers;
- 2° Name und Anschrift des Sammlers;
- 3° der Verladeort;
- 4° die geschätzten Jahresmengen, die Häufigkeit der Zufuhr, die geschätzten Mengen in Tonnen und m³;
- 5° die Art oder Bezeichnung des Biostoffs oder Stoffs und sein Code in Bezug auf die in der Anlage 1 erwähnten Liste der Biostoffe, die Abfälle darstellen, oder mangels dessen der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs vorgesehenen Code;
- 6° die Beschreibung des Produktionsverfahrens;
- 7° die Merkmale des Biostoffs oder Stoffs sowie die Liste der potenziellen Schadstoffelemente, die nicht in Artikel 27, § 2 aufgelistet sind;
- 8° die Ergebnisse von Analysen, die von einem aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle zugelassenen Laboratorium durchgeführt werden und die mindestens die in Artikel 27 festgelegten metallischen Spurenelemente und gegebenenfalls die potenziellen oben genannten Schadstoffe betreffen;
- 9° ein Bericht des Referenzlabors der Wallonischen Region, in dem die Unschädlichkeit jeglichen verunreinigten Biostoffs oder Stoffs für das Verwendungs- und Verwertungsverfahren nachgewiesen wird.

Im Falle eines Zweifels betreffend die Merkmale des Biostoffs oder Stoffs oder den anzuwendenden Code die der vorübergehenden Annahme unterzogen werden, ersucht der Betreiber die Stellungnahme des "Office wallon des Déchets".

Der Betreiber darf den Biostoff oder Stoff, der von dessen Erzeuger oder Besitzer stammt, nicht annehmen, falls aus den in Paragraph 1 erwähnten Daten hervorgeht, dass er die Vorschriften der Artikel 25, 26 und 27 des vorliegenden Erlasses nicht einhält. Der Betreiber stellt dem Erzeuger oder Besitzer des Biostoffs oder Stoffs schriftlich seinen Beschluss zu. Diese Zustellung kann sich auf die angenommenen Biostoffe und Stoffe beschränken.

§ 2. In Anwendung des Paragraphen 1 findet das Verfahren der vorhergehenden Annahme keine Anwendung auf:

- 1° die Grünabfälle;
- 2° Forstholz und unbehandelte Holzabfälle der Erstverarbeitung;
- 3° die Kulturpflanzen und Pflanzenrückstände;
- 4° Haushaltsabfälle aus der selektiven Sortierung sowie jede andere sich daraus ergebende Zubereitung;
- 5° Schlämme aus Klärstationen, die über einen aufgrund der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden vom Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben ausgestellten Verwendungsschein verfügen;
- 6° Abfälle, die durch einen Verwendungsschein zur landwirtschaftlichen Verwertung gedeckt sind, der auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle ausgestellt worden ist;
- 7° Tierdung.

Abschnitt 4 — Aufnahme in der Biogasgewinnungsanlage

Art. 29 - Mit Ausnahme der Biostoffe, die infolge eines Notfalls angenommen werden, dürfen die Aufnahme der Biostoffe, Stoffe oder Zusatzstoffe in der Biogasgewinnungsanlage, die Abfuhr der Abfälle und die Lieferung von Gärrückständen nicht außerhalb der in den Sonderbedingungen festgelegten Öffnungszeiten stattfinden.

Art. 30 - Wenn aufgrund des Artikels 10 eine Brückenwaage erforderlich ist, müssen die Fahrzeuge, die die Biogasgewinnungsanlage befahren oder verlassen, zwangsläufig über die Brückenwaage fahren, um sich wiegen zu lassen. Eine Abschrift des Wiegescheins wird dem Fahrer des Fahrzeugs ausgestellt.

Art. 31 - Bei der Aufnahme in der Biogasgewinnungsanlage werden die aufgrund der Artikel 25 bis 27 zugelassenen und vorher aufgrund des Artikels 28 angenommenen Biostoffe und Stoffe vom Betreiber oder von dessen Beauftragten kontrolliert.

Die Kontrolle betrifft:

- 1° die durch die aufgrund des Artikels 10 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle geforderte Registrierung von Transporteuren auferlegten Unterlagen;
- 2° die aufgrund der Verordnung EG Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen geforderten Unterlagen;
- 3° den Inhalt des einfahrenden Fahrzeugs, um die Art und Herkunft der Biostoffe und Stoffe zu überprüfen.

Erforderlichenfalls kann der Betreiber oder sein Beauftragter Analysen an diesen Biostoffen oder Stoffen durchführen.

Art. 32 - § 1. Wenn Biostoffe oder Stoffe nicht in die Biogasgewinnungsanlage zugelassen werden, setzt der Betreiber unverzüglich das "Office wallon des déchets" per Fernschreiben oder E-Mail gemäß Absatz 2 des vorliegenden Artikels davon in Kenntnis.

Der Betreiber übermittelt folgende Informationen:

- 1° die Art, Menge und Herkunft der abgelehnten Biostoffe und Stoffe und deren Code;
- 2° den Grund der Ablehnung;
- 3° Namen und Anschriften des Transportunternehmers, des Erzeugers und gegebenenfalls des Besitzers der Biostoffe oder Stoffe;
- 4° das amtliche Kennzeichen des Fahrzeugs oder jedes Mittel zu dessen Identifizierung;
- 5° gegebenenfalls eine Abschrift des Beförderungsdokuments ("commission marchandise par route") genannt "CMR" oder jedes anderen vom Betreiber der Biogasgewinnungsanlage verfassten Dokuments, durch das die Rückverfolgbarkeit der Biostoffe oder Stoffe gewährleistet wird;
- 6° den für die abgelehnten Biostoffe und Stoffe vorgesehenen Bestimmungsort.

Die abgelehnten Biostoffe und Stoffe bleiben entweder noch während einer Frist von drei Stunden ab dem Versand des Fernschreibens oder der E-Mail an das "Office wallon des Déchets" auf einer zu deren Lagerung bestimmten undurchlässigen und in Artikel 6 erwähnten Fläche aufbewahrt, oder werden unmittelbar einem zugelassenen Sortierungs-, Zusammenstellungs-, Verwertungs- oder Beseitigungszentrum zugeführt.

§ 2. Falls das "Office Wallon des Déchets" sich nach der Frist von drei Stunden ab dem Versand des Fernschreibens oder der E-Mail nicht gemeldet hat, wird der Abtransport der Abfälle zugelassen.

Art. 33 - Der Betreiber führt ein Register der Eingänge der Biostoffe und Stoffe in die Biogasgewinnungsanlage, in dem täglich folgende Informationen eingetragen werden:

- 1° die laufende Nummer eines jeden Eingangs;
- 2° das Datum des Eingangs;
- 3° die Art/Bezeichnung und der Code in Bezug auf die in der Anlage 1 erwähnte Liste der Biostoffe, die Abfälle darstellen;
- 4° die Namen und Anschriften des Erzeugers, des Sammlers und des Transportunternehmers;
- 5° die Registrierungsnummer des Sammlers und des Transportunternehmers;
- 6° gegebenenfalls alle Angaben bezüglich der Anlage, in der die Biostoffe vorübergehend gelagert oder behandelt worden sind, sowie die Art der vorgenommenen Behandlung;
- 7° das Nettogewicht, falls es bestimmt worden ist, der Wiegeschein oder das Volumen eines jeden Eingangs;
- 8° gegebenenfalls die Angabe und der Grund der Ablehnung, sowie jeder andere Vorfall in Zusammenhang mit dem Umweltschutz und der Sicherheit der Umgebung zusammen mit dem vorgesehenen Bestimmungsort;
- 9° gegebenenfalls die Nummer des Transportdokuments CMR oder jedes andere vom Betreiber verfasste Dokument, durch das die Rückverfolgbarkeit der Biostoffe gewährleistet wird.

Abschnitt 5 — Rückverfolgbarkeit in der Biogasgewinnungsanlage

Art. 34 - § 1. Der Betreiber führt ein System zur Verfolgung der Bewegungen der Biostoffe, Stoffe und Gärrückstände innerhalb der Biogasgewinnungsanlage ein. Dieses System gewährleistet die Trennung zwischen den verschiedenen Phasen der Bewirtschaftung innerhalb der Anlage und die Rückverfolgbarkeit betreffend die Herkunft und Bestimmung der Biostoffe, Stoffe und Gärrückstände.

§ 2. Der Betreiber ist jederzeit im Stande, folgende Angaben zu bestimmen:

1° die Zusammensetzung in Sachen Biostoffe und Stoffe der Faulbehälter, der Lagerbehälter und der Chargen der Gärrückstände, die auf ihre Abfuhr warten;

2° die mengen- und qualitätsmäßigen Merkmale der Chargen der Gärrückstände;

Abschnitt 6 — Überwachung der Biogasgewinnung

Art. 35 - § 1. Eine technologische Überwachung der Phasen der Vorbehandlung, Biogasgewinnung und Nachbehandlung wird eingeführt, die sich mindestens auf folgende Parameter bezieht:

1° die fortlaufend, außer während der vorherigen Zerkleinerungsphase, in C° gemessene Temperatur;

2° die Verweilzeit;

3° die fortlaufend gemessenen Biogasströme;

4° den fortlaufend gemessenen Druck des Biogases.

§ 2. Durch die Sonderbedingungen kann auferlegt werden, dass die Überwachungsergebnisse derart aufgezeichnet, verarbeitet und dargestellt werden, dass dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Möglichkeit gegeben wird, die Einhaltung der Betriebsbedingungen und der in der Genehmigung vorgeschriebenen Emissionsgrenzwerte zu überprüfen.

Abschnitt 7 — Gärrückstände

Art. 36 - § 1. Jede Charge von Gärrückständen, die zur Verwendung auf oder in den Böden bestimmt ist, wird durch eine Analyse gekennzeichnet.

Wenn die Gärrückstände in einem Lagerbehälter mit einem Volumen von mehr als 3 000 m³ gelagert werden, wird die Charge durch den Durchschnitt von zwei Analysen gekennzeichnet.

§ 2. Die Entnahmen und Probenahmen werden gemäß den im "CWEA" festgelegten Modalitäten durchgeführt. Die Methoden zur Entnahme, Probenahme, Konservierung, Vorbehandlung und Analyse der Proben werden vom "CWEA" erstellt.

Die Analysen werden gemäß den im "CWEA" festgelegten Modalitäten von einem gemäß den Artikeln R.95ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches für die Analyse der Abfälle in der Wallonischen Region zugelassenen Laboratorium durchgeführt.

§ 3. Die Analysen beziehen sich mindestens auf die in der Anlage 2 festgelegten Parameter. Die Analyseberichte, deren Mindestinhalt in der Anlage 2 festgelegt wird, werden vom Betreiber im Betriebssitz aufbewahrt.

Abschnitt 8 — Ausgang

Art. 37 - Der Betreiber führt ein Register der Ausgänge der Chargen von Gärrückständen und Abfällen, in dem täglich für jeden Ausgang und je Datum folgende Informationen eingetragen werden:

1° die Art, die Bezeichnung, der Abfallcode, wie sie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs festgelegt werden;

2° die Nummer des Ausgangs der Charge von Gärrückständen;

3° das Gewicht oder Volumen und gegebenenfalls die Nummer des Wiegescheins;

4° die Angaben betreffend den Transportunternehmer;

5° die vollständigen Angaben zu dem oder den Empfängern unter Angabe der Gewichtsaufteilung;

6° gegebenenfalls die Nummer des Transportdokuments CMR oder jedes andere vom Betreiber verfasste Dokument, durch das die Rückverfolgbarkeit gewährleistet wird.

7° der Bestimmungsort.

Die Analyseberichte der Chargen der Gärrückstände werden vom Betreiber ab deren Erhalt in das in Absatz 1 erwähnte Register der Ausgänge eingefügt.

KAPITEL IV — Brand- und Unfallverhütung

Art. 38 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeder Änderung der Räumlichkeiten und der Verhältnisse erkundigt sich der Betreiber beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt. Der Betreiber richtet sich an die Empfehlungen des örtlich zuständigen Feuerwehrdienstes.

Der Betreiber stellt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die vom örtlich zuständigen Feuerwehrdienst verfassten Berichte zur Verfügung.

Art. 39 - Der Betreiber vergewissert sich der Undurchlässigkeit des oder der Faulbehälter, der Leitungen des oder der Faulbehälter, über die Biogas fließt, und der Ausrüstungen zum Schutz gegen die Über- und Unterdrucke vor oder während dem Anlauf sowie während dem Wiederanlauf infolge eines Vorgangs, der ihre Undurchlässigkeit beeinträchtigen könnte.

Die Durchführung der Kontrolle und ihrer Ergebnisse werden festgehalten.

Art. 40 - Beim Anlauf oder Wiederanlauf, sowie beim Stillstand oder bei der Entleerung der gesamten oder eines Teils der Anlage trifft der Betreiber die erforderlichen Vorkehrungen, um die Gefahren der Entstehung explosionsfähiger Atmosphären einzuschränken.

Während diesen Phasen ist jeder Vorgang oder Einsatz, durch den die Explosionsgefahr verstärkt wird, untersagt.

Alle unabsichtlichen Freisetzen von entzündlichem Gas wie beispielsweise die Austritte von Sicherungsorganen werden gemäß Artikel 24 identifiziert.

Um die Gefahren in Verbindung mit der unabsichtlichen Freisetzung von entzündlichem Gas zu vermeiden, vergewissert sich der Betreiber, dass die Lecköffnung derart konzipiert und ausgeführt wird, dass eine schnelle Verdünnung bis zu einer Konzentration unter der Entflammbarkeitsgrenze gewährleistet ist.

Art. 41 - Die geschlossenen Räume, in denen Biogas vorhanden sein könnte, werden auf ihre Luftqualität kontrolliert, wobei zumindest das Vorhandensein von CH₄ aufzudecken ist.

KAPITEL V — Wasser

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 42 - Der Betreiber trifft die erforderlichen Maßnahmen, um seinen Wasserverbrauch zu reduzieren. Er macht soweit wie möglich wieder Gebrauch von behandeltem Abwasser und benutzt Regenwasser.

Art. 43 - Das System zum Sammeln der Gärrückstände und das System zum Sammeln des Wassers, das verschmutzt ist oder sein könnte und aus den in Artikel 6 erwähnten Flächen oder Infrastrukturen stammt, werden von dem System zum Sammeln des Wassers, das nicht verschmutzt ist und sein kann, wie beispielsweise Dachablaufwasser, Niederschlagswasser aus abgedichteten Flächen, die nicht durch Stoffe verschmutzt sind, völlig getrennt.

Das Wasser, das verschmutzt ist oder sein könnte und aus den in Artikel 6 erwähnten Flächen oder Infrastrukturen stammt, mit Ausnahme des in Punkt 1° und Punkt 5° erwähnten Wassers, wird vorzugsweise dem Biogasgewinnungsprozess zugeführt. In Ermangelung dessen entspricht das Abwasser den in den Artikeln 45 und 46 vorgesehenen Grenzwerten.

Das industrielle Abwasser, das behandelte oder unbehandelte Gärrückstände oder verschmutztes Wasser aus den in Artikel 6 erwähnten Flächen oder Infrastrukturen mit Ausnahme des in Punkt 1° und Punkt 5° erwähnten Wassers enthält, darf nicht in das Grundwasser eingeleitet werden.

Art. 44 - Ein Schema aller Abwassersammlungsnetze und ein Plan der Abwasserkanalisationen werden vom Betreiber erstellt und nach jeder bedeutenden Änderung regelmäßig aktualisiert und datiert. Auf dem Plan der Abwassersammlungsnetze werden die gesammelten Bereiche, Anschlussstellen, Kontrollschächte, Wassereinflüsse, Pumpstationen, Messstationen, handbetätigten und automatischen Ventile angegeben.

Die Pläne werden dem mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie den Feuerwehr- und Rettungsdiensten zur Verfügung gehalten.

Abschnitt 2 — Ableitungsbedingungen

Unterabschnitt 1 — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser und künstliche Abflusswege

Art. 45 - Das in gewöhnliches Oberflächenwasser oder in einen künstlichen Ableitungsweg abgeleitete industrielle Abwasser muss folgenden Bedingungen, ausgedrückt in maximaler Momentankonzentration, genügen:

- 1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 9 liegen;
- 2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;
- 3° der biochemische Sauerstoffbedarf in fünf Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 20 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;
- 4° der chemische Bedarf an bei der Ableitung löslichem Sauerstoff darf den chemischen Bedarf an löslichem nicht abbaubarem Sauerstoff, genannt "CSB", nicht mehr als 1,2 Mal überschreiten;
- 5° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 6° die Dimension der Schwebstoffe darf 2 mm Durchmesser nicht überschreiten;
- 7° der Gehalt an absetzbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 ml pro Liter im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden nicht überschreiten;
- 8° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 9° der Gehalt an Gesammetallen des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 10° der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg N pro Liter nicht überschreiten;
- 11° der Gehalt an Nitriten des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg N pro Liter nicht überschreiten;
- 12° der Gehalt an Nitraten des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg N pro Liter nicht überschreiten;
- 13° der Gehalt an gesamtem Phosphor des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 14° in einer repräsentativen Probe des abgeleiteten Wassers dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;
- 15° es ist verboten, feste Abfälle, die vorher mechanisch zerkleinert worden sind, oder solche Abfälle enthaltendes Abwasser zu entsorgen oder abzuleiten;
- 16° der Gehalt an Sulfiden und Merkaptanen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg S pro Liter nicht überschreiten;
- 17° der Gehalt an Pestiziden des abgeleiteten Abwassers darf 0.005 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 18° der Gehalt an gesamtem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg/l nicht überschreiten;
- 19° das abzuleitende Abwasser, das pathogene Organismen in solchen Verhältnissen enthält, dass es das aufnehmende Wasser auf gefährliche Weise verseuchen könnte, wird desinfiziert. Die Grenzwerte der pathogenen Organismen, die in dem abgeleiteten Wasser toleriert werden, können in den Sonderbedingungen festgelegt werden.
- 20° das abgeleitete Wasser darf die in der Anlage VII des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnten und in den vorliegenden Bedingungen nicht genannten gefährlichen Stoffe und spezifischen Schadstoffe nicht enthalten.

Unterabschnitt 2 — Bedingungen zur Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

Art. 46 - Die Betriebe, die industrielles Abwasser in die öffentlichen Kanalisationen ableiten, müssen folgenden Bedingungen, ausgedrückt in maximaler Momentankonzentration, genügen:

- 1° der pH-Wert muss zwischen 6 und 9,5 liegen;
- 2° die Temperatur darf 45 °C nicht überschreiten;
- 3° der Gehalt an Schwebstoffen, genannt "SS", darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 4° die Dimension der "SS" darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;
- 5° die Schwebstoffe dürfen von Ihrer Struktur aus der Funktion der Förder- und Klärstationen nicht schaden;
- 6° der Gehalt an Gesammetallen des darf 15 mg pro Liter nicht überschreiten;

- 7° der Gehalt an Chloriden darf 2 000 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 8° der Gehalt an Sulfaten darf 1 500 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 9° der Gehalt der an mit Petrolether extrahierbaren Stoffe darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 10° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;
- 11° das abgeleitete Abwasser darf keine Ausdünstungen freisetzen, die die Umwelt verunreinigen;
- 12° es dürfen im Abwasser keine Stoffe enthalten sein, die:
- eine Gefahr für das Wartungspersonal der Kanalisationen und der Anlagen darstellen können;
 - die Kanalisationen beschädigen oder verstopfen können;
 - die Betriebsfähigkeit der Förder- und Kläranlagen behindern können;
 - das aufnehmende Oberflächenwasser, in das die öffentliche Kanalisation abgeleitet wird, ernsthaft verschmutzen;
- 13° der Gehalt an Sulfiden und Merkaptanen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg S pro Liter nicht überschreiten;
- 14° für die in den Rubriken 93.23.15.02 betreffend die Biogasgewinnungsanlagen mit Biostoffen, die Abfälle darstellen, erwähnten Anlagen, darf der Gehalt an Pestiziden des abgeleiteten Abwassers 0.005 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 15° das abgeleitete Wasser darf die in der Anlage VII des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnten und in den vorliegenden Bedingungen nicht genannten gefährlichen Stoffe und spezifischen Schadstoffe nicht enthalten.

KAPITEL VI — Luft

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 47 - Es stehen genügend Vorräte an Produkten und Stoffen für den Schutz der Qualität der Umgebungsluft, wie beispielsweise Gewebefilter, Neutralisierungsprodukte, Hemmflüssigkeiten, absorbierende Stoffe, zur Verfügung.

Art. 48 - Der Betreiber sieht Öffnungen in den Ableitungsrohren vor, um Kontrollmessungen durchführen zu können.

Die Öffnungen befinden sich an einer ruhigeren Stelle der Rohre bzw. Rohrleitungen, in einer Entfernung von der letzten Turbulenz - Herdaustritt, Biegung - die mindestens viermal dem hydraulischen Durchmesser des/der betroffenen Rohrs bzw. Rohrleitung entspricht.

Die Öffnungen sowie ihre Umgebung sind leicht zugänglich, sodass die Messungen in aller Sicherheit und zu jeder Zeit durchgeführt werden können.

Abschnitt 2 — Geruchsbelästigungen

Art. 49 - § 1. Die Einspeisung der Anlage zur Vorbereitung der Mischung von Biostoffen gegebenenfalls mit Zusatzstoffen vor der Zufuhr in die Faulbehälter und die Einspeisung der Faulbehälter erfolgen in möglichst kurzer Zeit oder in einem geschlossenen System, sodass die Geruchsbelästigungen eingeschränkt werden.

§ 2. Die eingehenden Ströme von flüssigen Biostoffen werden durch ein geschlossenes System im Lagerbehälter entladen.

Art. 50 - In den Sonderbedingungen werden eine Geruchsnorm und die Modalitäten ihrer Kontrolle festgelegt.

Abschnitt 3 — Verbrennungsemissionen

Art. 51 - Wird das Biogas als Brennstoff verwertet, werden die Emissionswerte der Anlagen folgendermaßen festgelegt:

| Parameter | Emissionswerte |
|------------------------|---------------------------|
| VOC nicht methanhaltig | <150 mg C/Nm ³ |

Die gemessenen Werte beziehen sich auf folgende Bedingungen:

- 1° Trockengas;
- 2° Druck: 1.013 hPa;
- 3° Temperatur: 273 °K;
- 4° Sauerstoffgehalt von 5 Prozent.

In den Sonderbedingungen werden die Modalitäten für die Kontrolle der Verbrennungsgase festgelegt.

In den Sonderbedingungen werden Grenzwerte an Nox und CO festgelegt.

Abschnitt 4 — Staubemissionen

Art. 52 - Die Konzentration an Gesamtstaub in den in die Luft abgeleiteten gefassten Abgasen darf folgende Grenzwerte nicht überschreiten:

| durchschnittlicher tatsächlicher Massenstrom in kg/h | Grenzwerte in mg/Nm ³ |
|--|----------------------------------|
| ≤ 0,5 | 50 |
| >0,5 | 20 |

Art. 53 - Der Gehalt an Trockenstaub auf den Zufahrtswegen zum Gelände, den internen Verkehrswegen und den Arbeitsflächen der Maschinen darf 100 Gramm Trockenstoff pro m² nicht überschreiten.

Art. 54 - Gegebenenfalls werden die Flächen während der Aktivitätsperiode gereinigt.

Art. 55 - Die Geschwindigkeit der auf dem Gelände verkehrenden Fahrzeuge wird durch jedes angemessene Mittel, wie beispielsweise Beschilderungen, Bodenschwellen, usw., auf 20 km/h beschränkt.

KAPITEL VII — *Selbstkontrolle, Kontrolle, Überwachung, Führung der Register und Informationen**Abschnitt 1 — Allgemeines*

Art. 56 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten den Nachweis zur Verfügung, dass die in Artikel 6 erwähnten Flächen und Anlagen mit Artikel 8 übereinstimmen.

Art. 57 - § 1. Folgende Unterlagen werden während eines Zeitraums von wenigstens fünf Jahren im Betriebsitz aufbewahrt und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und dem "Office wallon des déchets" zur Verfügung gehalten:

- 1° das in Artikel 33 erwähnte Register der Eingänge;
- 2° das in Artikel 37 erwähnte Register der Augänge;
- 3° die Abschriften der in Artikel 23 erwähnten, mit anderen Gesellschaften abgeschlossenen Verträge und Abkommen;
- 4° die Kontrollberichte der von den befugten Einrichtungen vorgenommenen Ausrüstungen.

§ 2. Die in Artikel 28 erwähnten Annahmeakten werden während eines Zeitraums von wenigstens fünf Jahren nach der letzten Lieferung des betroffenen Abfalls im Betriebsitz aufbewahrt und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und dem "Office wallon des déchets" zur Verfügung gehalten.

Art. 58 - § 1. Der Betreiber übermittelt dem "Office wallon des déchets" spätestens bis zum 31. März des auf das Bezugsjahr folgenden Jahres einen Jahresbericht, der für das Bezugsjahr mindestens folgende Informationen enthält:

- 1° die Liste der Erzeuger von Biostoffen oder Stoffen, die gemäß Artikel 28 in der Anlage zugelassen sind;
- 2° die Mengen pro Erzeuger in Nettogewicht, wenn dieses bestimmt worden ist, und in Volumen der zugelassenen und gegebenenfalls auf der Grundlage ihres Codes aufgeteilten Biostoffe oder Stoffe;
- 3° die gelagerten Mengen in Gewicht und Volumen der Biostoffe und Stoffe vor und während der Biogasgewinnung, sowie der in der Infrastruktur zur Lagerung der Gärrückstände, die auf den Abtransport warten, vorhandenen Gärrückstände, dies am 31. Dezember des Bezugsjahres;
- 4° je Art der Bestimmung, das heißt Verwendung, Verwertung oder Beseitigung, die ausgehende Menge der Gärrückstände;
- 5° die aufgrund der Mietverträge gelagerten Mengen von Gärrückständen;
- 6° pro Charge von Gärrückständen:
 - a) die Ergebnisse der Analysen;
 - b) das Gewicht;
 - c) die Bestimmung;
 - d) die genaue Bezeichnung der Empfänger - Name, Anschrift, Nummer der Mehrwertsteuer und die jedem von ihnen veräußerten Mengen;
- 7° eine Übersichtstabelle der Analysen;
- 8° für andere Ausgänge als Gärrückstände:
 - a) die Art;
 - b) das Gewicht;
 - c) die Bestimmung;
 - d) die genaue Bezeichnung der Empfänger;
- 9° eine Beschreibung der eingetretenen Zwischenfälle und Unfälle, sowie der während der betroffenen Periode aufgetauchten Probleme und der Art und Weise, wie diese gelöst wurden.

§ 2. Der Bericht wird gemäß den vom "Office wallon des déchets" festgelegten Modalitäten übermittelt.

Art. 59 - Für die Anlagen, die über eine Behandlungskapazität von mehr als 100 Tonnen pro Tag verfügen, übermittelt der Betreiber bei jedem Zwischenfall oder Unfall, der einen Einsatz zwecks der Vermeidung oder Behebung der Umweltschäden oder der Sicherheit der Umgebung erfordert, dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten schnellstmöglich einen Bericht, der folgende Informationen erhält:

- 1° das Datum und die Uhrzeit des Vorfalls oder des Unfalls;
- 2° die Anlagen, in denen der Vorfall oder der Unfall geschehen ist;
- 3° die an diesem Ort gewöhnlich ausgeübten Tätigkeiten;
- 4° die Umstände des Unfalls;
- 5° die Analyse der Unfallgründe;
- 6° die zur Behebung der eventuellen Umweltschäden getroffenen Maßnahmen;
- 7° die im Hinblick auf die Vermeidung eines erneuten ähnlichen Zwischenfalls oder Unfalls empfohlenen Vorbeugungsmaßnahmen.

Abschnitt 2 — Kontrolle der Geruchsbelästigungen und anderer Emissionen in die Luft

Art. 60 - Die Kontrollen der Geruchsbelästigungen und anderer Emissionen in die Luft werden von einem zugelassenen Laboratorium oder einer zugelassenen Einrichtung im Rahmen der Bekämpfung der Luftverschmutzung auf Kosten des Betreibers nach den gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Aufgabe des "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) als Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle erstellten Referenzmethoden oder nach jeder anderen Methode, deren Gleichwertigkeit mit einer Referenzmethode nachgewiesen wurde und mittels Messgeräten, die mit den besten verfügbaren Techniken im Bereich der Messgeräteausrüstung übereinstimmen, durchgeführt.

In den Sonderbedingungen wird die Häufigkeit der Kontrollen festgelegt.

Die Emissionen aller Schadstoffe und Gerüche, für die durch die Artikel 51 und 52 und gegebenenfalls durch die Genehmigung Emissionsbeschränkungen vorgeschrieben sind, werden mindestens einmal nach der Änderung von wenigstens 25 Prozent der Kapazität der Biogasgewinnungsanlage oder nach jeder Änderung des Klärsystems gemessen.

Art. 61 - Die Nachweisgrenze, die Empfindlichkeit, die Genauigkeit und die Zuverlässigkeit der Methode sind an den Emissionsgrenzwert, das Geruchsniveau oder die Geruchsdurchlaufmenge, die dem zu messenden Stoff entsprechen, angepasst. Der Messbereich liegt mindestens zwischen 0,1 und 2 mal den Emissionsgrenzwert, das Geruchsniveau oder die Geruchsdurchlaufmenge, festgelegt in den Sonderbedingungen.

Art. 62 - Die für die Kontrolle der Emissionen bestimmten Messungen werden derart durchgeführt und die Ergebnisse derart ausgedrückt, dass sie für die Emissionswerte der Anlage bei üblicher Arbeitszeitregelung außerhalb der Anlaufzeit oder einer Betriebspause repräsentativ sind.

Art. 63 - Die Ergebnisse der Überwachung der Emissionswerte werden vom Betreiber aufbewahrt und müssen auf einfache Anfrage des mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gestellt werden.

Art. 64 - Wenn das Messergebnis eine Überschreitung der Ableitungsnormen anzeigt, wird eine neue Messung vorgenommen:

- 1° innerhalb von drei Monaten, wenn die Überschreitung zwischen 10 Prozent und 100 Prozent liegt;
- 2° innerhalb von einem Monat, wenn die Überschreitung mehr als 100 Prozent beträgt.

Der Betreiber verfasst einen Bericht, in dem die Gründe für die Überschreitungen und die getroffenen Maßnahmen zur Einhaltung der auferlegten Normen angegeben werden. Der Bericht wird innerhalb von dreißig Tagen nach der zweiten Messung dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und dem technischen Beamten übermittelt.

Art. 65 - Die Fackel wird mit einer zentralen Vorrichtung zur betrieblichen Eigenkontrolle versehen, durch die am Betriebsort jederzeit der Betriebszustand erkennbar ist.

Abschnitt 3 — Kontrolle der Abwasserableitungen

Art. 66 - § 1. Das abgeleitete Abwasser wird durch eine Kontrollvorrichtung abgeführt, die folgenden Anforderungen genügt:

- 1° eine leichte Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers ermöglichen;
- 2° auf Anfrage oder Initiative des mit der Überwachung beauftragten Beamten die Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers ermöglichen;
- 3° ständig leicht zugänglich sein;
- 4° an einem Ort stehen, der alle Garantien in Bezug auf die Repräsentativität der Menge und der Qualität des Wassers bietet.

§ 2. Außer den in Absatz 1 angegebenen Kriterien für die Betriebe, die Abwasser aus der Behandlung der Gärrückstände ableiten, erfüllt die Kontrollvorrichtung folgende zusätzliche Bedingungen:

- 1° durch direkte Ablesung bei der Kontrolle des abgeleiteten Abwassers die in Liter/Sekunde und/oder m³/Stunde ausgedrückte augenblickliche Abflussmenge, den pH-Wert und die Temperatur angeben;
- 2° ständig den pH-Wert, den Temperaturwert registrieren, und dies mindestens jede Stunde;
- 3° für jede Biogasgewinnungsanlage, die mehr als 100 m³/Tag ableitet, ständig den in m³/Tag ausgedrückten Wert des Tagesvolumens registrieren.

Art. 67 - Die für die Probenahmen und die Analyse anzuwendenden Methoden zur Kontrolle der Übereinstimmung der physikalischen, chemischen und biologischen Qualität des Abwassers mit den in der Genehmigung festgesetzten Bedingungen sind diejenigen, die vom Referenzlaboratorium gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Aufgabe des "Institut scientifique de Service public" als Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle angewandt oder genehmigt werden, oder alternative Analysemethoden, durch die Ergebnisse erzielt werden, die mit den durch die vom Referenzlaboratorium angewandten und genehmigten Methoden gleichwertig sind.

Art. 68 - § 1. Für die Betriebe, die Abwasser aus der Behandlung von Gärrückständen ableiten, führt der Betreiber eine Eigenüberwachung der Parameter durch, und zwar:

- 1° wöchentlich, was die Parameter der SS und des löslichen CSB betrifft;
- 2° monatlich, was die Parameter des Gesamtphosphors, des Ammoniumstickstoffs und der Nitrate betrifft.

§ 2. Für die Betriebe, die Abwasser aus der Behandlung von Gärrückständen ableiten, lässt der Betreiber eine Überwachung durch ein zugelassenes Laboratorium in Anwendung des Artikels D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches im Hinblick auf die Durchführung der offiziellen Analysen im Bereich des Schutzes des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, sowie im Bereich des Schutzes und der Gewinnung von Grundwasser und von aufbereitablem Wasser der Parameter durchführen, und zwar:

- 1° jedes Semester, was die Parameter der SS, der absetzbaren Stoffe, des biochemischen Sauerstoffbedarfs in 5 Tagen (DBO₅), des CSB, des Ammoniumstickstoffs, der Nitrate und des Gesamtphosphors betrifft;
- 2° jedes Jahr, was sie anderen in den Artikeln 45 und 46 erwähnten Parameter betrifft.

§ 3. Jede unabsichtliche Ableitung in das Oberflächenwasser wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten gemeldet.

Jede unabsichtliche Ableitung in die öffentliche Kanalisation wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und der zugelassenen Klärungseinrichtung gemeldet.

KAPITEL VIII — Sicherheitsleistung

Art. 69 - Die in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umwelt erwähnte Sicherheitsleistung wird immer gefordert und ihr Betrag wird in den besonderen Bedingungen festgesetzt.

KAPITEL IV — Wiederinstandsetzung am Ende des Betriebs

Art. 70 - Im Falle einer Einstellung der Aktivitäten werden alle Produkte, die für den Menschen und die Umwelt gefährlich sind, sowie alle Abfälle, die sich auf diese Aktivitäten beziehen, verwertet oder zu Anlagen gebracht, die ordnungsgemäß zugelassen sind.

Art. 71 - Im Falle einer endgültigen Einstellung aller Aktivitäten sendet der Betreiber der zuständigen Behörde, dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten einen Plan zur Wiederinstandsetzung des Geländes, der insbesondere die Maßnahmen enthält, die er getroffen hat oder zu treffen gedenkt, um die Sicherheit aller Anlagen zu gewährleisten.

Art. 72 - Die Behälter und Leitungen, die Produkte enthalten haben, die die Gewässer verschmutzen könnten, müssen entleert, gereinigt, entgast und gegebenenfalls dekontaminiert werden. Die Behälter werden nicht für einen anderen Gebrauch bestimmt, sie werden beseitigt. Die eingegrabenen Behälter, die nicht entfernt werden können, werden durch das Einfüllen eines inerten festen Material unbrauchbar gemacht.

Art. 73 - Das Wasser, das zur Reinigung der Behälter gedient hat, darf nicht in das Grundwasser abgeleitet werden. Nur nach einer Kontrolle der Einhaltung der Ableitungsbedingungen des Abwassers kann es in die öffentlichen Kanalisationen oder in ein Oberflächengewässer eingeleitet werden. Andernfalls wird das verschmutzte Wasser in ein zugelassenes Behandlungszentrum gebracht.

KAPITEL X — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 74 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Absatz 19 werden die Wörter "Anlage XXV" durch die Wörter "Anlage XXVI" ersetzt;

2° in Absatz 22 werden die Wörter "Anlage XXIX" durch die Wörter "Anlage XXX" ersetzt;

3° der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn der Antrag auf eine Umweltgenehmigung eine in der Rubrik 90.23.15. der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Biogasgewinnungsanlage betrifft, umfasst er neben den in Absatz 1 des vorliegenden Artikels verlangten Angaben ebenfalls die in der Anlage XXXI des vorliegenden Erlasses angegebenen Informationen."

Art. 75 - Artikel 30 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Absatz 19 werden die Wörter "Anlage XXV" durch die Wörter "Anlage XXVI" ersetzt;

2° in Absatz 22 werden die Wörter "Anlage XXIX" durch die Wörter "Anlage XXX" ersetzt;

3° der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn der Antrag auf eine Umweltgenehmigung eine in der Rubrik 90.23.15. der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Biogasgewinnungsanlage betrifft, umfasst er neben den in Absatz 1 des vorliegenden Artikels verlangten Angaben ebenfalls die in der Anlage XXXI des vorliegenden Erlasses angegebenen Informationen."

Art. 76 - In denselben Erlass wird eine Anlage XXXI eingefügt, die dem vorliegenden Erlass in Anlage 3 beigelegt wird.

Art. 77 - In demselben Erlass wird die durch den Erlass vom 13. Juni 2013 eingefügte Anlage XXV mit der Ziffer XXVI unnummeriert.

Art. 78 - In demselben Erlass wird die durch den Erlass vom 23. Februar 2014 eingefügte Anlage XXIX mit der Ziffer XXX unnummeriert.

KAPITEL X — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 79 - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1:

1° sind die Artikel 3, 5, 6, 7, 15 und 49, § 2 nicht auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar;

2° sind die Artikel 8, 10, 14, § 2 und § 4, 17, 18, 20, 24, § 2 und 36 auf die am 1. Juni 2017 bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 80 - Der Königliche Erlass vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser ist nicht mehr auf die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Betriebe anwendbar.

Art. 81 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. April 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage 1

| Biostoffe, die Abfälle darstellen, die in dem Biogasgewinnungsverfahren zugelassen sind, um Gärrückstände zu erzeugen, die für eine Benutzung auf oder in den Böden bestimmt sind | |
|--|---|
| Abfallcode | Beschreibung |
| 2 | Abfälle aus der Landwirtschaft, dem Gartenbau, der Aquakultur, der Bewirtschaftung von Forstressourcen, der Jagdwirtschaft und der Fischerei, sowie aus der Herstellung und Verarbeitung von Nahrungsmitteln |
| 02 01 | Abfälle aus der Landwirtschaft, dem Gartenbau, der Aquakultur, der Bewirtschaftung von Forstressourcen, der Jagdwirtschaft und der Fischerei |
| 02 01 01 | Schlämme von Wasch- und Reinigungsvorgängen |
| | <i>Schlämme von Wasch- und Reinigungsvorgängen in einem Silo</i> |
| | <i>Schlämme aus dem Waschen und der Reinigung von landwirtschaftlichen Maschinen mit Ausnahme von Pflanzenschutzmittel-Sprühgeräten</i> |
| 02 01 02 | Abfälle aus tierischem Gewebe |
| | <i>Abfälle aus dem Gewebe von Zuchttieren</i> |
| 02 01 03 | Abfälle aus Pflanzengewebe |
| | <i>Rinde, Sägemehl, holzige Stoffe nach dem Häckseln</i> |
| | <i>Abfälle aus dem Schnitt von Bäumen, Sträuchern oder Reben, die frei von Krankheiten sind (Viren, Bakterien, Pilze oder Parasiten)</i> |
| | <i>Traubenstiele</i> |

| | |
|-----------------|---|
| | <i>Getreidekörner</i> |
| | <i>Getreidespreu (die beim Dreschen anfällt) und Getreidestaub</i> |
| | <i>Getreidestroh</i> |
| | <i>Rübenblätter</i> |
| | <i>Kraut (Kartoffeln, Möhren, Leguminosen, usw.)</i> |
| | <i>Rapsrückstände (Stiele, Wurzeln, usw.)</i> |
| | <i>Maisrückstände (Körner, Stiele, Stroh, Wurzeln, usw.)</i> |
| | <i>Henf</i> |
| | <i>Flachs</i> |
| | <i>Produktionsrückstände (einschl. verfaulter Früchte und Gemüse, Sortierungsabfälle, getriebene Zichorienwurzeln, Kartoffelknollen, usw.)</i> |
| | <i>Blätter aus Obstgärten</i> |
| | <i>Blumen</i> |
| | <i>Gras, Heu und Grummet (außerhalb Straßenränder)</i> |
| | <i>Unerwünschte Kräuter</i> |
| | <i>Unbehandeltes Saat- und Pflanzgut</i> |
| | <i>Biomasse aus Mischkulturen (Gründünger, Zwischenfrucht, usw.)</i> |
| | <i>Energiepflanzen (Mais, Gerste, Getreibe, Rübe, Kartoffeln, Miscanthus, usw.)</i> |
| | <i>Rückstände aus Futter für Zuchttiere (Futterpflanzen, Soja, usw.)</i> |
| | <i>Rückstände aus dem Schnitt von Hecken und Sträuchern</i> |
| | <i>Wasserpflanzen, Unterwasserpflanzen, Schilf, Algen</i> |
| 02 01 04 | Kunststoffabfälle (ohne Verpackungen) |
| | <i>Biologisch abbaubaren Kunststoffe</i> |
| 02 01 06 | Tierische Ausscheidungen, Gülle/Jauche und Stallmist (einschließlich verdorbenes Stroh), Abwässer, getrennt gesammelt und extern behandelt |
| | <i>Gülle von Schweinen, Rindern, Geflügel und Hasentieren</i> |
| | <i>Mist von Schweinen, Rindern, Geflügel, Schafen, Ziegen, Equiden und Hasentieren</i> |
| | <i>Mist von Zootieren</i> |
| | <i>Mist von Zirkustieren</i> |
| | <i>Geflügelkot (frisch oder getrocknet)</i> |
| | <i>Jauche aus Mist von Hofdünger oder aus der Stallreinigung</i> |
| | <i>Guano</i> |
| 02 01 07 | Abfälle aus der Forstwirtschaft |
| | <i>Baumstümpfe, Wurzeln, Rinden, Sägemehl und Holzschnitzel</i> |
| | <i>Rückstände aus der Ästung</i> |
| | <i>Tote Blätter</i> |
| | <i>Koniferennadeln</i> |
| 02 01 99 | Abfälle a. n. g. |
| | <i>Rohe Milch</i> |
| | <i>Honig</i> |
| | <i>Eier</i> |
| | <i>Schlammige Sedimente aus der Aquakultur in offenen Systemen (Teiche)</i> |
| | <i>Schlammige Sedimente aus der Aquakultur in geschlossenen Systemen (Becken)</i> |
| | <i>In den in Flüssen angebrachten Gittern festgehaltene Stoffe, schwimmende Vegetationsrückstände</i> |
| | <i>Sickersäfte von Silos (aus pflanzlichen Stoffen)</i> |
| | <i>Kultursubstrat für Champignons</i> |
| 02 02 | Abfälle aus der Zubereitung und Verarbeitung von Fleisch, Fisch und anderen Nahrungsmitteln tierischen Ursprungs |
| 02 02 01 | Schlämme von Wasch- und Reinigungsvorgängen |
| | <i>Schlämme vom Waschen und Reinigen von LKWs, die Tiere zum Schlachthof fahren</i> |
| | <i>Schlämme von Wasch- und Reinigungsvorgängen im Stallbereich</i> |
| 02 02 02 | Abfälle aus tierischem Gewebe |
| | <i>Blut</i> |

| | |
|-----------------|--|
| | Hörner |
| | Hufen |
| | Häute |
| | Felle |
| | Borsten |
| | Federn |
| | Haare |
| | Knochen |
| | Weiche Innereien |
| 02 02 03 | Für Verzehr oder Verarbeitung ungeeignete Stoffe |
| | <i>Stoffe, die einer Verarbeitung unterzogen wurden im Sinne der Verordnung 852/2004 - S. Bemerkung am Ende des Dokuments -, die für eine weitere Verarbeitung oder den Verzehr durch den Menschen ungeeignet sind (gekochtes Fleisch, Wurstwaren, Pökelfleisch, Fisch, Meeresfrüchte, Schnecken, Fertiggerichte, Eier, Honig, usw.)</i> |
| | <i>Stoffe, die keiner Verarbeitung unterzogen wurden im Sinne der Verordnung 852/2004 - S. Bemerkung am Ende des Dokuments -, die für eine weitere Verarbeitung oder den Verzehr durch den Menschen ungeeignet sind (rohes Fleisch, Fisch, Meeresfrüchte, Schnecken, Fertiggerichte, Eier, Honig, usw.)</i> |
| | Tierfette |
| 02 02 04 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser aus Schlachthöfen und Zerlegungsbetrieben</i> |
| 02 02 99 | Abfälle a. n. g. |
| | <i>Futter für Haustiere mit tierischen Nebenprodukten, die aus kommerziellen Gründen nicht mehr für den Verzehr durch Tiere bestimmt sind</i> |
| | Gelatineabfälle |
| | Unbehandelte Wollerückstände und -abfälle |
| | Eierschalen |
| | Schalen von Muscheln und anderen Muscheltieren |
| | Schalen von Krebstieren |
| | Schneckenhäuser |
| | Fäkalien aus dem Stallbereich von Tieren vor dem Schlachten |
| | Sterkorale Stoffe (Urin, Pansen-, Magen- und Darminhalt) |
| | Sieb- und Rechenrückstände. |
| | Schwimmende Schlachthofschlämme |
| 02 03 | Abfälle aus der Zubereitung und Verarbeitung von Obst, Gemüse, Getreide, Speiseölen, Kakao, Kaffee, Tee und Tabak, und der Konservenherstellung |
| 02 03 01 | Schlämme aus Wasch-, Reinigungs-, Schäl-, Zentrifugier- und Abtrennprozessen. |
| | <i>Schlämme aus der Lebensmittelherstellung (vegetalen Ursprungs)</i> |
| | <i>Pflanzliche Stoffe aus dem Waschen, Reinigen, Schälen, Zentrifugieren, Trennen und Filtern</i> |
| | <i>Filtersubstrat natürlichen Ursprungs (Diatomeenerde, Aktivkohle, Ton ...)</i> |
| 02 03 03 | Abfälle aus der Extraktion mit Lösungsmitteln |
| | <i>Entfettete Kuchen aus der Gewinnung von Speiseöl (Soja, Raps, Flachs, usw.)</i> |
| | <i>Galläpfelkuchen (nach Beseitigung der Lösemittel)</i> |
| | <i>Tarakernmehlkuchen (nach Beseitigung der Lösemittel)</i> |
| | <i>Ausgepresste Trester (nach Beseitigung der Lösemittel)</i> |
| 02 03 04 | Für Verzehr oder Verarbeitung ungeeignete Stoffe |
| | <i>Für Verarbeitung ungeeignete Stoffe</i> |
| | <i>Für den Verzehr ungeeignete Lebensmittel</i> |
| | Defekte Zigarettenlose |
| | Zusatzmittel (Antioxidantien, Farbstoffe, usw.) außer Konservierungsmitteln |
| | Hefe |
| 02 03 05 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser aus der Verarbeitung und Zubereitung von Obst, Gemüse und Getreide, von Speiseölen, Kakao und Kaffee, von Tabak und aus der Konservenherstellung</i> |

| | |
|-----------------|---|
| 02 03 99 | Abfälle a. n. g. |
| | <i>Obst und Gemüse: Zubereitungsabfälle</i> |
| | <i>Obstkern</i> |
| | <i>Obststeine</i> |
| | <i>Glucose, Obstwasser, Zuckewasser, Obstsaft</i> |
| | <i>Kaffeesatz, aus der Produktion und Zubereitung von Kaffee</i> |
| | <i>Zichorie- und Getreidesatz</i> |
| | <i>Theesatz, Theeblätter, Rückstände aus der Produktion und Zubereitung von Thee</i> |
| | <i>Expellerkuchen (Raps, Soja, ...)</i> |
| | <i>Rohe Oliventrester</i> |
| | <i>Olivengrußwasser</i> |
| | <i>Getreideprodukte</i> |
| | <i>Früchteschalen (Kakao, Nüsse, usw.)</i> |
| | <i>Tabak: Staub, Siebrückstände, Blätter</i> |
| | <i>Zichorie-Fermentationsflüssigkeit</i> |
| | <i>Melasserückstände</i> |
| | <i>Würzmittelrückstände (Gewürze, Bouillon, Sauce, usw.)</i> |
| | <i>Rückstände aus der Produktion von Kartoffel-, Mais- oder Reisstärke</i> |
| | <i>Kochöle und -fette, Rückstände aus Fettfanggittern (Fette pflanzlichen Ursprungs)</i> |
| | <i>Glycerin (aus pflanzlichen Stoffen)</i> |
| 02 04 | Abfälle aus der Zuckerherstellung |
| 02 04 02 | Nicht spezifikationsgerechter Calciumcarbonatschlamm |
| | <i>Carbonisierungsrückstände</i> |
| 02 04 03 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser aus der Zuckerverarbeitungsindustrie</i> |
| 02 04 99 | Abfälle a. n. g. |
| | <i>Zucker</i> |
| | <i>Zuckewasser</i> |
| | <i>Melasse</i> |
| | <i>Zuckervinasse</i> |
| | <i>Zuckerschäum</i> |
| | <i>Organische Abfälle aus dem Schneiden von Rübenschmitzeln (Blätter, Kragen, Wurzelkeime, ...)</i> |
| | <i>Gras aus dem Waschen der Rüben</i> |
| | <i>Rübenschmitzel</i> |
| | <i>Bagasse</i> |
| 02 05 | Abfälle aus der Milchverarbeitung. |
| 02 05 01 | Für Verzehr oder Verarbeitung ungeeignete Stoffe |
| | <i>Milch, Milchprodukte, von der Milch abgeleitete Produkte, die für die Verarbeitung oder den menschlichen Verbrauch ungeeignet sind, einschl. Molke</i> |
| 02 05 02 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser aus der Milchindustrie</i> |
| 02 06 | Abfälle aus der Herstellung von Back- und Süßwaren |
| 02 06 01 | Für Verzehr oder Verarbeitung ungeeignete Stoffe |
| | <i>Ausgangserzeugnisse tierischen Ursprungs, die für die Verarbeitung ungeeignet sind (Butter, Milch, Eier, Honig, usw.)</i> |
| | <i>Für die Verarbeitung ungeeignete Stoffe nicht tierischen Ursprungs</i> |
| | <i>Für den menschlichen Verzehr ungeeignete Lebensmittel</i> |
| 02 06 03 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser aus der Herstellung von Back- und Süßwaren</i> |
| 02 06 99 | Abfälle a. n. g. |
| | <i>Abfälle tierischen Ursprungs aus der Zubereitung (Teich- und Butterrückstände, ...)</i> |
| | <i>Abfälle nicht tierischen Ursprungs aus der Zubereitung (Mehl- und Zuckerrückstände, ...)</i> |

| | |
|----------|--|
| 02 07 | Abfälle aus der Herstellung von alkoholischen und alkoholfreien Getränken (außer Kaffee, Tee und Kakao) |
| 02 07 01 | Abfälle aus der Wäsche, Reinigung und mechanischen Zerkleinerung des Rohmaterials |
| | <i>Organische Abfälle pflanzlichen Ursprungs aus der Wäsche, Reinigung und mechanischen Zerkleinerung des Rohmaterials</i> |
| | <i>Filtersubstrat natürlichen Ursprungs (Diatomeenerde, Aktivkohle, Ton ...)</i> |
| 02 07 02 | Abfälle aus der Alkoholdestillation |
| | <i>Obstrückstände: Fruchtpulpen, Most</i> |
| | <i>Obstrückstände: Stiele, Kerne, Steine</i> |
| | <i>Getreiderückstände</i> |
| | <i>Kartoffelrückstände</i> |
| | <i>Schlempe</i> |
| 02 07 04 | Für Verzehr oder Verarbeitung ungeeignete Stoffe |
| | <i>Für Verarbeitung ungeeignete Stoffe</i> |
| | <i>Für den Verbrauch ungeeignete Getränke</i> |
| 02 07 05 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser aus der Herstellung von alkoholischen und alkoholfreien Getränken (außer Kaffee, Tee und Kakao)</i> |
| 02 07 99 | Abfälle a. n. g. |
| | <i>Kaffeersatz, Kräutertrester</i> |
| | <i>Malztrester,-keime und -staub</i> |
| | <i>Hopfentreber</i> |
| | <i>Brauereischlämme</i> |
| | <i>Schlämme aus der Weinherstellung</i> |
| | <i>Traubentrester und Weintrub</i> |
| | <i>Hefe und Gleichwertige</i> |
| | <i>Zuckerwasser</i> |
| 3 | Abfälle aus der Holzbearbeitung und der Herstellung von Platten, Möbeln, Zellstoffen, Papier und Pappe |
| 03 01 | Abfälle aus der Holzbearbeitung und der Herstellung von Platten und Möbeln |
| 03 01 01 | Rinden und Korkabfälle |
| | <i>Rinden</i> |
| 03 01 05 | Sägemehl, Späne, Holzschäl-, Holzhäckselgut, Holzreste, Reste von Spanplatten und Holzfurnieren, anders als unter Rubrik 03 01 04 genannt |
| | <i>Holzige Stoffe aus der Entrindung und dem Häckseln, Holzreste, Sägemehl, nicht verschmutzten Späne, Holzwohle, Rinde</i> |
| 03 03 | Abfälle aus der Herstellung und Verarbeitung von Zellstoff, Papier, Karton und Pappe |
| 03 03 01 | Rinden- und Holzabfälle |
| | <i>Rinden</i> |
| 03 03 05 | De-inking-Schlämme aus dem Papierrecycling |
| | <i>De-inking-Schlämme aus dem Papierrecycling</i> |
| 03 03 08 | Abfälle aus dem Sortieren von Papier und Pappe für das Recycling |
| | <i>Durch Lebensmittel verschmutztes Papier oder Pappe (z.B. Pizzakartons)</i> |
| 03 03 09 | Kalkschlammabfälle |
| | <i>Schlämme aus der Dekarbonatisierung</i> |
| 03 03 10 | Faserrückstände, Faser-, Füller- und Überzugsschlämme aus der mechanischen Abtrennung |
| | <i>Schlämme mit Fasern, die zu kurz sind, um recycelt zu werden</i> |
| 03 03 11 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung mit Ausnahme derjenigen, die unter 03 03 10 fallen |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser aus der Herstellung und Verarbeitung von Papier</i> |
| 03 03 99 | Abfälle a. n. g. |
| | <i>Papier und Zellstoff</i> |
| 4 | Abfälle aus der Leder-, Pelz- und Textilindustrie |
| 04 01 | Abfälle aus der Leder- und Pelzindustrie |

| | |
|----------|--|
| 04 01 01 | Fleischabschabungen und Häuteabfälle |
| | <i>Fleischabschabungen (Bindegewebe, Fettansammlungen, usw.)</i> |
| | <i>Abfälle aus dem Spalten von nicht gegerbten Tierhäuten</i> |
| 04 01 02 | Geäschertes Leimleder |
| | <i>Haare</i> |
| | <i>Wolle</i> |
| 04 01 07 | Chromfreie Schlämme, insbesondere aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung |
| | <i>Schlämme aus der Klärung von chromfreiem Abwasser</i> |
| 04 01 08 | Chromhaltige Abfälle aus gegerbtem Leder (Abschnitte, Schleifstaub, Falzspäne) |
| | <i>Abschnitte und Falzspäne von gegerbtem Leder</i> |
| 04 01 99 | Abfälle a. n. g. |
| | <i>Abfälle aus der Probenahme von rohen Häuten</i> |
| | <i>Schnitzel (Abfälle aus der Randbearbeitung)</i> |
| | <i>Fette</i> |
| | <i>Wollfett und Öl</i> |
| 04 02 | Abfälle aus der Textilindustrie |
| 04 02 10 | Organische Stoffe aus Naturstoffen (z.B. Fette, Wachse) |
| | <i>Fette, Wachse</i> |
| 04 02 20 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung mit Ausnahme derjenigen, die unter 04 02 19 fallen |
| | <i>Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung, die keine gefährlichen Stoffe enthalten</i> |
| 04 02 21 | Abfälle aus unbehandelten Textilfasern |
| | <i>Unbehandelte Wollerückstände und -abfälle</i> |
| | <i>Abfälle aus Cellulosefasern und pflanzlichen Geweben (unverarbeitet, unbehandelt)</i> |
| 6 | Abfälle aus anorganisch-chemischen Prozessen |
| 06 03 | Abfälle aus HZVA von Salzen, Salzlösungen und Metalloxiden. |
| 06 03 14 | feste Salze und Lösungen mit Ausnahme derjenigen, die unter 06 03 11 und 06 03 13 fallen. |
| | <i>Physiologische Lösung (0,9 % NaCl)</i> |
| 06 05 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung |
| 06 05 03 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung mit Ausnahme derjenigen, die unter 06 05 02 fallen. |
| | <i>Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung, die keine gefährlichen Stoffe enthalten</i> |
| 7 | Abfälle aus organisch-chemischen Prozessen |
| 07 01 | Abfälle aus Herstellung, Zubereitung, Vertrieb und Anwendung (HZVA) organischer Grundchemikalien |
| 07 01 01 | Wässrige Waschflüssigkeiten und Mutterlaugen |
| | <i>Wasser aus Essigsäure</i> |
| 07 01 12 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung mit Ausnahme derjenigen, die unter 07 01 11 fallen |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser, das keine gefährlichen Stoffe enthält</i> |
| 07 01 99 | Abfälle a. n. g. |
| | <i>MONG bio</i> |
| | <i>Glycerin aus der Biodieselindustrie</i> |
| | <i>Glycerin aus der Herstellung von Biokraftstoffen tierischen Ursprungs</i> |
| | <i>Natriumacetat</i> |
| | <i>Dimerabfälle</i> |
| 07 02 | Abfälle aus HZVA von Kunststoffen, synthetischem Gummi und Kunstfasern. |
| 07 02 12 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung mit Ausnahme derjenigen, die unter 07 03 11 fallen |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser, das keine gefährlichen Stoffe enthält</i> |
| 07 02 13 | Kunststoffabfälle |
| | <i>Biologisch abbaubaren Kunststoffe</i> |
| 07 03 | Abfälle aus HZVA von organischen Farbstoffen und Pigmenten (außer 06 11) |

| | |
|----------|---|
| 07 03 12 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung mit Ausnahme derjenigen, die unter 07 03 11 fallen |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser, das keine gefährlichen Stoffe enthält</i> |
| 07 04 | Abfälle aus HZVA von organischen Pflanzenschutzmitteln (außer 02 01 08 und 02 01 09), Holzschutzmitteln (außer 03 02) und anderen Bioziden |
| 07 04 12 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung mit Ausnahme derjenigen, die unter 07 04 11 fallen |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser, das keine gefährlichen Stoffe enthält</i> |
| 07 05 | Abfälle aus HZVA von Pharmazeutika |
| 07 05 12 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung mit Ausnahme derjenigen, die unter 07 05 11 fallen |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser, das keine gefährlichen Stoffe enthält</i> |
| 07 05 14 | Feste Abfälle mit Ausnahme derjenigen, die unter 07 05 13 fallen |
| | <i>Trester von Arzneipflanzen</i> |
| | <i>Rückstände aus Gärsubstraten</i> |
| | <i>Myzel</i> |
| | <i>Proteineabfälle</i> |
| | <i>Gelatineblöcke</i> |
| 07 06 | Abfälle aus HZVA von Fetten, Schmierstoffen, Seifen, Waschmitteln, Desinfektionsmitteln und Körperpflegemitteln |
| 07 06 12 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung mit Ausnahme derjenigen, die unter 07 06 11 fallen |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser, das keine gefährlichen Stoffe enthält</i> |
| 07 06 99 | Abfälle a. n. g. |
| | <i>Pflanzen und Pflanzenextrakte</i> |
| 07 07 | Abfälle aus HZVA von Feinchemikalien und Chemikalien a. n. g. |
| 07 07 12 | Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung mit Ausnahme derjenigen, die unter 07 07 11 fallen |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von Abwasser, das keine gefährlichen Stoffe enthält</i> |
| 07 07 99 | Abfälle a. n. g. |
| | <i>Infusionslösungen (z.B. Glukoselösungen)</i> |
| 15 | Verpackungen und Verpackungsabfälle, Aufsaugmassen, Wischtücher, Filtermaterialien und Schutzkleidung (a. n. g.). |
| 15 01 | Verpackungen und Verpackungsabfälle(einschließlich getrennt gesammelter Abfälle von Haushaltsverpackungen) |
| 15 01 01 | Verpackungen aus Papier und Pappe |
| | <i>Abfälle aus biologisch abbaubaren Verpackungen aus Papier und Pappe</i> |
| 15 01 02 | Verpackungen aus Kunststoff |
| | <i>Verpackungen aus biologisch abbaubarem Kunststoff</i> |
| 15 01 03 | Verpackungen aus Holz |
| | <i>Verpackungen aus unbehandeltem Holz</i> |
| 15 01 05 | Verbundverpackungen |
| | <i>Abfälle aus biologisch abbaubaren Verbundverpackungen</i> |
| 15 01 09 | Verpackungen aus Textilien |
| | <i>Abfälle aus biologisch abbaubaren Textilverpackungen</i> |
| 16 | Abfälle, die nicht anderswo im Verzeichnis aufgeführt sind |
| 16 03 | Fehlchargen und ungebrauchte Erzeugnisse |
| 16 03 06 | Organische Abfälle mit Ausnahme derjenigen, die unter 16 03 05 fallen |
| | <i>Defekter biologisch abbaubarer Hydrofilm, der der Norm EN13432 genügt</i> |
| 19 | Abfälle aus Abfallaufbereitungsanlagen, außerbetrieblichen Abwasserklärstationen und der Wasserindustrie |
| 19 05 | Abfälle aus der aeroben Behandlung von festen Abfällen (Kompostierung) |
| 19 05 01 | Nicht kompostierte Fraktion von Haushalts- und ähnlichen Abfällen |
| | <i>Hereingeleitete, nicht kompostierte Abfälle</i> |

| | |
|----------|--|
| 19 05 02 | Nicht kompostierte Fraktion von tierischen und pflanzlichen Abfällen |
| | <i>Hereingeleitete, nicht kompostierte Abfälle</i> |
| | <i>Holzabfälle aus dem Siebvorgang</i> |
| 19 05 03 | Nicht spezifikationsgerechter Kompost |
| | <i>Aus kommerziellen Gründen entfernter Kompost (z.B. nicht zufriedenstellende agronomische Parameter)</i> |
| 19 06 | Abfälle aus der anaeroben Behandlung von Abfällen |
| 19 06 03 | Flüssigkeiten aus der anaeroben Behandlung von Siedlungsabfällen |
| | <i>Flüssigkeiten aus der anaeroben Behandlung von selektiv gesammelten organischen Abfällen</i> |
| 19 06 04 | Gärrückstand/-schlamm aus der anaeroben Behandlung von Siedlungsabfällen |
| | <i>Gärrückstand/-schlamm aus der anaeroben Behandlung von selektiv gesammelten organischen Abfällen.</i> |
| 19 06 05 | Flüssigkeiten aus der anaeroben Behandlung von tierischen und pflanzlichen Abfällen |
| | <i>Flüssigkeiten aus der anaeroben Vergärung von pflanzlichen Abfällen</i> |
| | <i>Flüssigkeiten aus der anaeroben Vergärung von tierischen und pflanzlichen Abfällen</i> |
| 19 06 06 | Gärrückstand/-schlamm aus der anaeroben Behandlung von tierischen und pflanzlichen Abfällen |
| | <i>Gärrückstand/-schlamm aus der anaeroben Behandlung von pflanzlichen Abfällen.</i> |
| | <i>Gärrückstand/-schlamm aus der anaeroben Behandlung von tierischen und pflanzlichen Abfällen.</i> |
| 19 08 | Abfälle aus Abwasserbehandlungsanlagen a. n. g. |
| 19 08 05 | Schlämme aus der Behandlung von kommunalem Abwasser |
| | <i>Städtischer Klärschlamm</i> |
| 19 08 09 | Fett- und Ölmischungen aus Ölabscheidern, die ausschließlich Speiseöle und -fette enthalten |
| | <i>Fett- und Ölmischungen, die ausschließlich Speiseöle und -fette enthalten, unter Ausschluss von Öl- und Fettmischungen aus städtischen Klärstationen</i> |
| 19 08 12 | Schlämme aus der biologischen Behandlung von industriellem Abwasser mit Ausnahme derjenigen, die unter 19 08 11 fallen |
| | <i>Schlämme aus der biologischen Behandlung von industriellem Abwasser, das keine gefährlichen Stoffe enthält</i> |
| 19 08 14 | Schlämme aus einer anderen Behandlung von industriellem Abwasser mit Ausnahme derjenigen, die unter 19 08 13 fallen |
| | <i>Schlämme aus der Behandlung von industriellem Abwasser, das keine gefährlichen Stoffe enthält</i> |
| 19 09 | Abfälle aus der Aufbereitung von zum menschlichen Verbrauch bestimmtem Wasser oder von zu industriellen Zwecken bestimmtem Wasser |
| 19 09 02 | Schlämme aus der Wasserklärung |
| | <i>Eisenhaltige Schlämme aus der Behandlung von Wasser für den menschlichen Verbrauch oder zu industriellen Zwecken</i> |
| 19 09 03 | Schlämme aus der Dekarbonatisierung |
| | <i>Dekarbonatisierungsschlämme aus der Zubereitung von Wasser für den menschlichen Verbrauch</i> |
| | <i>Dekarbonatisierungsschlämme aus der Zubereitung von Wasser für industrielle Zwecke</i> |
| 19 12 | Abfälle aus der mechanischen Behandlung von Abfällen (z.B. Sortieren, Zerkleinern, Verdichten, Pelletieren) a. n. g. |
| 19 12 12 | sonstige Abfälle (einschließlich Materialmischungen) aus der mechanischen Behandlung von Abfällen mit Ausnahme derjenigen, die unter 19 12 11 fallen |
| | <i>Organische Mischung: Mischung von Abfällen aus der mechanischen Behandlung von alten Nahrungsmitteln pflanzlichen Ursprungs, die in Klein- und Großgeschäften gesammelt werden</i> |
| | <i>Organische Mischung: Mischung von Abfällen aus der mechanischen Behandlung von alten Nahrungsmitteln pflanzlichen und tierischen Ursprungs, die in Klein- und Großgeschäften gesammelt werden</i> |
| | <i>Organische Mischung: Mischung von Abfällen aus der mechanischen Behandlung des gärungsfähigen Anteils des selektiv gesammelten Hausmülls</i> |
| 20 | Siedlungsabfälle (Haushaltsabfälle und ähnliche gewerbliche und industrielle Abfälle, sowie Abfälle aus Einrichtungen), einschließlich getrennt gesammelter Fraktionen |
| 20 01 | Getrennt gesammelte Fraktionen (außer 15.01) |
| 20 01 08 | Biologisch abbaubare Küchen- und Kantinenabfälle |
| | <i>Nahrungsrückstände</i> |

| | |
|----------|---|
| 20 01 25 | Speiseöle und -fette |
| | <i>Selektiv gesammelte Speiseöle und -fette</i> |
| 20 01 38 | Holz mit Ausnahme desjenigen, das unter 20 01 37 fällt |
| | <i>Baumstümpfe, Wurzeln, Rinden, Sägemehl und Holzschnitzel</i> |
| | <i>Geschnittene (und zerkleinerte) Zweige</i> |
| 20 01 39 | Kunststoffe |
| | <i>Biologisch abbaubaren Kunststoffe</i> |
| 20 01 99 | Fraktionen a.n.g. |
| | <i>Gärungsfähige Fraktion des selektiv gesammelten Hausmülls (Nahrungsrückstände, kleine Gartenabfälle, ...)</i> |
| | <i>Lebensmittel pflanzlichen Ursprungs, die in Klein- und Großgeschäften gesammelt werden</i> |
| | <i>Lebensmittel pflanzlichen und tierischen Ursprungs, die in Klein- und Großgeschäften gesammelt werden</i> |
| 20 02 | Garten- und Parkabfälle (einschließlich Friedhofsabfälle) |
| 20 02 01 | Biologisch abbaubare Abfälle |
| | <i>Pflanzliche Abfälle aus Gärten und Parks</i> |
| 20 03 | Andere Siedlungsabfälle |
| 20 03 02 | Marktabfälle |
| | <i>Alte Nahrungsmittel pflanzlichen Ursprungs (Gemüse, Obst, ...)</i> |
| | <i>Alte Nahrungsmittel pflanzlichen und tierischen Ursprungs</i> |
| | <i>Biologisch abbaubare Verpackungen (Papier, Karton, biologisch abbaubarer Kunststoff, ...)</i> |
| 20 03 04 | Fäkalschlamm |
| | <i>Fäkalschlamm/Schlämme aus Klärgruben</i> |
| 20 98 | Abfälle aus Krankenhäusern und Pflegeanstalten (außer 18 01). |
| 20 98 97 | Küchenabfälle, Abfälle aus den Verwaltungsräumen, Abfälle aus der Verpflegung und Unterbringung, die außerhalb der Kranken- und Pflegestationen anfallen, gebrauchte Geräte und Mobiliar |
| | <i>Selektiv gesammelte Küchenabfälle</i> |

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der in der Rubrik 90.23.15 erwähnten Biogasgewinnungsanlagen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 24. April 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage 2

Analysebogen für die Gärrückstände

Bezeichnung der Substanz:

Erzeugungsstandort:

Erzeuger:

Ggf. Nr. des Verwendungsscheins:

| | | |
|-------|--------------------------|-------|
| Jahr: | Erzeuger: | Tel.: |
| | Bezugsnummer der Charge: | |

| | |
|---|--|
| Nr des Analysebogens | |
| Datum des Probenahme | |
| Name der Person, die die Probenahme vorgenommen hat | |

| | | | |
|---|---------------------|-----------------|-------------|
| Analysedatum: | Zugelassenes Labor: | Tel.: | |
| Parameter | Einheit | Ergebnis | Norm |
| Agronomische Parameter | | | |
| pH Wasser | | | |
| Neutralisierender Wert | | | |
| Trockenstoffe | % RS | | |
| O.S. | % RS | | |
| N gesamt | % RS | | |
| N organisch | % RS | | |
| Nitratstickstoff | % RS | | |
| Ammoniumstickstoff | % RS | | |
| P in P ₂ O ₅ in Mineralsäuren löslich | % RS | | |
| K in K ₂ O in Wasser löslich | % RS | | |
| Mg in MgO in Mineralsäuren löslich | % RS | | |
| Ca in CaO in Mineralsäuren löslich | % RS | | |
| C/N-Verhältnis | | | |
| Elektrische Leitfähigkeit | in mS/m | | |
| | | | |
| Keimvermögen | | | |
| Teilchengröße - Verunreinigungen - Steine | | | |
| Kompost-Teilchengröße | | | |
| - 40 mm Siebdurchgang | | | |
| Verunreinigungen (Glas, Kunststoff, Metall) | | | |
| - 2 mm Siebrückhalt | | | |
| Steine - 5 mm Siebrückhalt | | | |
| Metallische Spurenelemente | | | |
| Cd | mg/kg TS | | |
| Cr | mg/kg TS | | |
| Cu | mg/kg TS | | |
| Hg | mg/kg TS | | |
| Ni | mg/kg TS | | |
| Pb | mg/kg TS | | |
| Zn | mg/kg TS | | |
| Verbindungen mit organischen Spuren | | | |
| BTEX (Benzen, Toluol, Ethylbenzen, Xylen) und Styren | mg/kg TS | | |
| PAH (6 von Borneff) Fluoranthren, Benzo (b) Fluoranthren, Benzo (k) Fluoranthren, Benzo (a) Pyren, Indeno (1,2,3 -c,d) Pyren, Benzo (g,h,i) Perylen | mg/kg TS | | |
| PAH gesamt (16) Fluoranthren, Benzo (b) Fluoranthren, Benzo (k) Fluoranthren, Benzo (a) Pyren, Indeno (1,2,3 -c,d) Pyren, Benzo (g,h,i) Perylen, Naphtalin, Acenaphtylen, Acenaphten, Fluoren, Phenanthren, Anthracen, Pyren, Benzo (a) Anthracen, Chrysen, Dibenz (a, h) Anthracen | mg/kg TS | | |
| PCB: (7 Kongenere nach Ballschmieter) PCB Nr. 28, PCB Nr. 52, PCB Nr. 101, PCB Nr. 118, PCB Nr. 138, PCB Nr. 153, PCB Nr. 180 | mg/kg TS | | |
| Erdöl-Kohlenwasserstoffe in Fraktionen (C9 → C40) | mg/kg TS | | |

| | |
|------------------------------|--|
| Erläuterungsbericht | |
| Gesehen am |, den |
| Unterschrift des Betreibers: | Unterschrift der für das zugelassene Labor verantwortlichen Person |

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der in der Rubrik 90.23.15 erwähnten Biogasgewinnungsanlagen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4 Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 24. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Anlage 3

"Anlage XXXI des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Information über die Biogasgewinnungsanlagen nach der Rubrik 90.23.15

I. Identifizierung der Zonen, in denen die Gefahr einer explosionsfähigen Atmosphäre besteht, mittels der Durchführung einer "ATEX"-Zoneneinteilung auf der Grundlage der Anlage zum Königlichen Erlass vom 10. März 1981, durch den die Allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen für die Haushaltsanlagen und gewisse Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie vorgeschrieben wird (ein Plan ist dem Antrag beizufügen).

II. Beschreibung der wichtigsten Formen der Verwertung des Biogas, des Gärrückstands, der Potentialitäten der Anlage und Begründung des gewählten Systems

III. Technische Beschreibung:

- tägliche Verarbeitungsleistung in Tonnen / Tag und jährliche Verarbeitungsleistung der Anlage;
- Menge der lagerbaren Biostoffe;
- Liste der Biostoffe und Stoffe, die der Betreiber beabsichtigt, anzunehmen, Art oder Bezeichnung der Biostoffe oder Stoffe, und deren Code nach der Liste der Biostoffe, die Abfälle darstellen, nach der Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der in der Rubrik 90.23.15 erwähnten Biogasgewinnungsanlagen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, oder aber deren Code nach dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung des Abfallkatalogs;
- die vorgesehenen Bestimmungen für die Lagerung der eingehenden Biostoffe und die Merkmale der Infrastrukturen (Volumen);
- Art und technische Merkmale der Vorbehandlung der eingehenden Biostoffe;
- technische Merkmale der Biogasgewinnung (Anzahl und Volumen der Faulbehälter, Verweilzeit, Art des mesophilen, thermophilen, ..., Prozesses);
- Art und technische Merkmale der Nachbehandlung der rohen Gärreste;
- die vorgesehenen Bestimmungen für die Lagerung der rohen und/oder nicht verarbeiteten Gärreste, einschließlich der Anzahl und des Volumens der Lagerbehälter;
- die Uhrzeiten für die Ein-/Ausfahrt der Fahrzeuge für den Transport der Abfälle und Gärreste;
- Beschreibung und Abmessungen der verschiedenen Flächen nach folgender Tabelle:

| | Volumen (m ³)* | Benutzte Fläche (m ²)* |
|---|----------------------------|------------------------------------|
| Empfangsfläche | | |
| Lagerungsinfrastrukturen | | |
| Anlage zur Zubereitung der Mischung | | |
| Biomethanisierungsfläche | | |
| Nachbehandlungsfläche | | |
| Anlagen zur Lagerung der rohen Gärreste oder der behandelten Gärreste vor deren Abtransport | | |

* : Maximale Volumen und Flächen

IV. Pulverförmige Biostoffe

Wenn die Biogasanlage mehr als 10 000 Tonnen pulverförmige Biostoffe pro Jahr verarbeitet, deren Dispersivität von S1 bis S4 eingestuft wird, fügt der Betreiber einen Plan zur Verringerung der diffusen Emissionen von Partikeln bei.

Dieser Plan umfasst mindestens die folgenden Angaben:

-Identifizierung der Quellen der diffusen Emission von Partikeln auf dem gesamten Gelände (Lokalisierung, Art des Vorgangs, Art der Stoffe ...);

-Kennzeichnung der Anlagen und Aktivitäten, die diffuse Emissionen veranlassen (jährliche behandelte und/oder verarbeitete Mengen, Lagerfläche, sonstige Flächen, die der Winderosion ausgesetzt sind, Verkehrsaufkommen, ...);

-bereits eingesetzte oder binnen einer bestimmten Frist einzusetzenden Maßnahmen zur Vorbeugung / Beseitigung der diffusen Emission von Partikeln.

Die Einstufung der Dispersivität der Stoffe nach der Anlage 8.4 der Anleitung "Emissionen infolge der Lagerung von gefährlichen Gütern oder Schüttgütern"

| | Nicht benetzbar | Benetzbar |
|---|-----------------|-----------|
| Sehr empfindlich auf eine Freisetzung in die Luft | S1 | S2 |
| Mäßig empfindlich auf Abdrift | S3 | S4 |
| Sehr wenig oder gar nicht empfindlich auf Abdrift | S5 | S5 |

Die AWAC kann den Betreiber bei der Ausarbeitung des Plans zur Verringerung der diffusen Emissionen von Partikeln unterstützen.

V. Biogas:

1. Theoretische Höchstmenge des Biogases, ausgedrückt in Tonnen, die in der Biogasgewinnungsanlage enthalten sind

2. Betriebsdruck

3. Wenn die in der Anlage vorhandenen Biogasmenge 830 Nm³ überschreitet, eine Gefahrenanalyse, die mindestens folgende Angaben umfasst:

- eine Identifizierung und Kennzeichnung der potentiellen Gefahren, nl.

o Vorhandensein von explosionsgefährlichen Stoffen;

o Betrieb von potentiell gefährlichen Anlagen;

o Identifizierung von natürlichen oder elektrischen Gefahren;

- eine detaillierte Untersuchung der Gefahren, mit, für jede Gefahr, Angaben zur Eintrittswahrscheinlichkeit, zum potentiellen Schadenausmaß, zur Kinetik und zu den Auswirkungsabständen (Überdruck und thermische Ausstrahlung);

- eine Kartographie der Auswirkungsbereiche;

- eine Beschreibung der Vorbeugungs- und Gefahrenschutzmaßnahmen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der in der Rubrik 90.23.15 erwähnten Biogasgewinnungsanlagen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 24. April 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203909]

24 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de biomethaniseringsinstallaties bedoeld in rubriek 90.23.15 en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005 en het decreet van 22 november 2007, artikel 4, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 5, artikel 7, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, artikel 7bis, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 9, artikel 17, gewijzigd bij de decreten van 19 september 2002 en 21 juni 2012, artikel 55, § 1, en artikel 83;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;

Gelet op het advies van de adviescel voor duurzame ontwikkeling, gegeven op 10 april 2014;

Gelet op het advies nr. 55.430/4 van de Raad van State, gegeven op 26 maart 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, die aanvankelijk zijn genomen ter uitvoering van artikel 3, § 1, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, nu opgeheven, voortaan hun wettelijke grondslag vinden in de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning op grond waarvan de Regering bevoegd is om algemene voorwaarden in de zin van hoofdstuk I, afdeling III, van dat decreet vast te leggen;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze sectorale voorwaarden vastlegt, krachtens artikel 5, § 2, derde lid, van het decreet van 11 maart 1999 slechts van de algemene voorwaarden mag afwijken voor zover ze die afwijking motiveert;

Overwegende dat sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 zijn opgenomen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt (hoofdstuk VI - Algemeen reglement voor de sanering van het stedelijk afvalwater) wat betreft het huishoudelijk afvalwater en in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende tot slot dat de niet-toepassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tot gevolg heeft dat het aantal reglementaire teksten die op een inrichting toepasselijk zijn beperkt kan worden en zodoende beantwoordt aan de wil van de Waalse Regering om een programma voor administratieve rationalisering en vereenvoudiging aan te nemen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsveld en begripsomschrijving*

Artikel 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de biomethaniseringsinstallaties bedoeld in rubriek 90.23.15 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° additief : elke niet afbreekbare stof die dient om de biomethanisering te verbeteren;

2° biogas : gas dat ontstaat uit het biologische rottingsproces van biomaterie door gebrek aan zuurstof in de gistingstank;

3° « CWEA » : het « Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyse » (Waalse compendium van de monsternemings- en analysemethoden) opgemaakt door de Waalse Regering en bevattende het geheel van de methodes inzake afneming en monsterneming, bewaring, voorbehandeling en analyse van de monsters alsook de analytische procedures tot bepaling van de gehalten aan verontreinigende stoffen. Het « CWEA » heeft een indicatieve waarde;

4° digestaat : de stof die voortkomt uit een anaëroob biologisch transformatieproces van biomaterie in gecontroleerde omstandigheden in een gistingstank;

5° bruto digestaat : het digestaat aan de uitgang van de gistingstank;

6° behandeld digestaat : het digestaat dat één of meer nabehandelingen heeft ondergaan na de gistingstank te hebben verlaten;

7° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk is vergund vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De ombouw of uitbreiding van een biomethaniseringsinstallatie die de exploitant vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande biomethaniseringsinstallatie gelijkgesteld. De inrichting waarvoor een vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend, wordt gelijkgesteld met een bestaande inrichting als de vergunning op basis van die aanvraag is verleend.

8° partij : een bepaalde hoeveelheid digestaat die in gelijksoortige omstandigheden en op dezelfde productieplaats voortgebracht wordt en die een eenheid vormt waarvan verondersteld wordt dat de kenmerken eenvormig zijn;

9° materie : elke stof die bij de nabehandeling gebruikt wordt;

10° vergunning : een milieuvergunning of eenmalige vergunning in de zin van van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

11° nabehandeling : de handeling betreffende de behandeling van het digestaat tot wijziging van de kenmerken van het bruto digestaat, met uitzondering van de compostering;

12° voorbehandeling van het biogas : de zuivering van het biogas vooraleer het als brandstof in de inrichting gebruikt wordt;

13° voorafgaande behandeling : het geheel van de handelingen die voorafgaan aan de biomethanisering met betrekking tot de ontvangst, de voorbereiding en de opslag van biomaterie;

14° zonerings ATEX : de afbakening van de zones waar explosieve atmosferen in een locatie aanwezig zijn, op basis van de artikelen 105 tot 113 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Afdeling 1. — Ontwerp van de installatie en toegankelijkheid

Art. 3. § 1. De afstand tussen elk deel van de biomethaniseringsinstallatie die minder dan 830 Nm³ inhoudt, in het bijzonder de gistingstank, de nagistingstank, de infrastructuur voor de opslag van biogas, de biogasleidingen en de door derden bewoonde woningen bedraagt 50 meter of meer.

De woningen betrokken door de exploitant, het personeel van de installatie of de leveranciers van biomaterie bestemd voor biomethanisering worden niet beschouwd als door derden bewoonde woningen.

§ 2. De afstand tussen elk deel van de biomethaniseringsinstallatie dat 830 Nm³ biogas of meer inhoudt en de door derden bewoonde woningen wordt in de bijzondere vergunningsvoorwaarden bepaald op basis van de risico-analyse bedoeld in bijlage XXXI bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Art. 4. De toegang tot de biomethaniseringsinstallatie wordt beperkt tot de personen die toegelaten worden door de exploitant of diens aangestelde.

Art. 5. De biomethaniseringsinstallatie wordt gescheiden van de andere installaties die door de exploitant op dezelfde site beheerd worden zodat de voor de andere installaties bestemde biomateriestromen niet transiteren langs de zone voorbehouden aan de biomethaniseringsinstallatie.

Art. 6. De biomethaniseringsinstallatie beschikt op zijn minst over :

- 1° een parkeerruimte voor de voertuigen die wachten om geleegd of gelost te worden;
- 2° een ruimte om de inkomende biomaterie op te vangen;
- 3° een ruimte voor de installatie tot bereiding van het mengsel van biomaterie, desgevallend met additieven, dat in de gistingstanks geïnjecteerd zal worden;
- 4° een ruimte voor de gistingstanks;
- 5° een infrastructuur voor de opslag van het biogas;
- 6° een infrastructuur voor de opslag van het bruto of behandelde digestaat;
- 7° een infrastructuur voor de opslag van de geweigerde biomaterie, duidelijk daartoe geïdentificeerd;
- 8° een infrastructuur voor de opslag van de inkomende biomaterie als de opslag ervan voorzien wordt;
- 9° een ruimte voor de nagistingstanks als nagistingshandelingen voorzien worden;
- 10° een infrastructuur voor de nabehandeling van het digestaat als die handeling voorzien wordt.

Art. 7. Elke biomethaniseringsinstallatie met een dagelijkse behandelingscapaciteit boven 100 ton wordt uitgerust met een afzonderingsbassin of elke andere gelijksoortige voorziening voor de opvang van de wateren die mogelijk verontreinigd worden bij een ongeval of een brand, met inbegrip van de wateren gebruikt om te blussen of voor het digestaat of de biomaterie in behandeling in geval van overloop of van verlies van dichtheid van de gistingstank of van de kuip voor de opslag van het digestaat.

De voorziening bedoeld in het eerste lid kan bestaan in een aanberming voor zover ze uitgevoerd wordt om de retentie toe te laten van alle wateren die mogelijk verontreinigd worden bij een ongeval of een brand.

De verontreinigde wateren kunnen in het ontvangend milieu geloosd worden na een geschikte behandeling waarbij de naleving van de lozingsnormen bedoeld in de artikelen 45 en 46 van dit besluit gewaarborgd kan worden. Zo niet worden ze afgevoerd overeenkomstig de afvalwetgeving.

Art. 8. § 1. De bodem van de ruimtes en de infrastructuren bedoeld in artikel 6, 1° tot 4° en 6° tot 10° is bedekt met een dicht materiaal om insijpelingen in de grond te voorkomen en is hellend genoeg om de verontreinigende afvloeisels en afvloeiende wateren, de reinigingswateren, de toevallig verspreide materies en het eventuele brandbluswater gravitair op te vangen.

§ 2. De binnenwegen van de installatie zijn van een bedekking voorzien.

Art. 9. De parkeerruimte, de binnenwegen alsook de in- en uitgang van de biomethaniseringsinstallatie worden ontworpen om belemmering en ongevalrisico's in de installatie en op de openbare weg te voorkomen.

Art. 10. De biomethaniseringsinstallatie waarvan het verwerkingsvermogen 100 ton per dag overschrijdt, beschikt over een geijkte weegbrug met automatische registratie of over elke ander hulpmiddel om de biomaterie, materies, additieven en digestaten die de installatie binnenkomen of verlaten precies te kwantificeren.

Afdeling 2. — Opslag

Art. 11. De eventuele afvloeisels uit de opgeslagen biomaterie kunnen de rioleringen of de grond- of oppervlaktewateren niet bereiken en worden in een opslaginfrastructuur opgeslagen of door een absorberende materie opgevangen.

Art. 12. De infrastructuren voor de opslag van teelteffluënten zoals omschreven in artikel R.188, 11°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en de ruimtes voor de opslag van digestaten zijn dicht en chemisch inert t.o.v. de opgeslagen effluënten.

Die infrastructuren worden beschouwd als dicht en chemisch inert t.o.v. de opgeslagen effluënten als ze voldoen aan de bindende technische voorschriften voor de opslag van boerderijmest die vastliggen in bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 1 april 2004 betreffende het in overeenstemming brengen van de opslaginfrastructuren voor dierlijke mest, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 28 december 2007.

Art. 13. De opslaginfrastructuren worden duidelijk geïdentificeerd volgens de inhoud en capaciteit ervan. De richting van de inkomende en uitgaande stromen is aangegeven.

Art. 14. § 1. Het digestaat en de biomaterie worden in opslaginfrastructuren opgeslagen.

De infrastructuren voor de opslag van de biomaterie en het digestaat worden gebruikt zodat elke lozing in het natuurlijke milieu voorkomen wordt.

§ 2. De capaciteit van de infrastructuren voor de opslag van het digestaat volstaat om de opslag toe te laten van het gezamenlijke digestaat dat voortgebracht wordt tijdens een periode die overeenstemt met de langste periode waarin de afvoer of behandeling ervan niet mogelijk is.

Het aantal infrastructuren voor de opslag van bruto of behandeld digestaat volstaat om de karakterisering per partij te garanderen als het digestaat bestemd is om in of op de grond te worden gebruikt.

Als de capaciteit van de infrastructuren voor de opslag van digestaat zoals bedoeld in het eerste lid of het aantal ervan overeenkomstig het tweede lid niet volstaat, sluit de exploitant een overeenkomst tot huur van een behoorlijk vergunde opslaginstallatie die uitsluitend voor de opslag van digestaat bestemd is, die dicht en chemisch inert is en die voldoet aan de bindende technische voorschriften voor de opslag van boerderijmest die vastliggen in bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 1 april 2004 betreffende het in overeenstemming brengen van de opslaginfrastructuren voor dierlijke mest, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 december 2004.

De huurcontracten worden door de exploitant ter beschikking van de toezichthoudend ambtenaar gelegd om aan te tonen dat hij door het sluiten van de huurcontracten beschikt over een voldoende capaciteit om de opslag toe te laten van het gezamenlijke digestaat dat voortgebracht wordt tijdens een periode die overeenstemt met de langste periode waarin de afvoer of behandeling ervan niet mogelijk is en over een voldoende aantal infrastructuren voor de opslag van bruto of behandeld digestaat om de karakterisering per partij te garanderen als het digestaat bestemd is om in of op de grond te worden gebruikt. De huurcontracten bevatten op zijn minst de volgende elementen :

- 1° de identificatie van de medecontractanten;
- 2° de handtekening van de partijen bij de overeenkomst;
- 3° de hoeveelheid digestaat die opgeslagen kan worden;

4° de verplichtingen van de partijen in geval van opslag van digestaat dat niet voldoet aan de toepasselijke wetgeving;

5° de lokalisering van de infrastructuur;

6° de duur van de overeenkomst.

§ 3. De kuipen voor de opslag van de biomaterie en het digestaat zijn dicht en chemisch inert.

Die kuipen worden beschouwd als dicht en chemisch inert als ze voldoen aan de bindende technische voorschriften voor de opslag van boerderijmest die vastliggen in bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 1 april 2004 betreffende het in overeenstemming brengen van de opslaginfrastructuren voor dierlijke mest, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 28 december 2007.

De dichtheid van de kuipen voor de opslag van de biomaterie en het digestaat kan makkelijk en voortdurend gecontroleerd worden.

§ 4. De digestaten bestemd om in of op de grond te worden gebruikt worden in partijen verdeeld met het oog op de analytische karakterisering ervan.

Wat de vaste digestaten betreft, staat elke partij gelijk met een hoeveelheid die niet groter mag zijn dan 1 000 ton of met één jaar productie indien de jaarlijkse productie lager is dan 1 000 ton. Wat de vloeibare digestaten betreft, staat een partij gelijk met de inhoud van een opslagkuip die niet meer bevoorrad kan worden.

De producent neemt maatregelen om de kwaliteit en de homogeniteit van de partijen digestaat te waarborgen.

Art. 15. Een draineersysteem wordt aangelegd onder de infrastructuren voor de opslag van de vloeibare biomaterie of digestaten om waterverzading in de fundering te voorkomen en een eventuele gebrekkige dichtheid aan het licht te brengen.

Een periferische drain of ringdrain wordt aan de basis van de wand (buitenkant) geplaatst.

Het drainagenetwerk komt via een verzamelriool voor draineerwater in een waterdichte inspectieput terecht.

De inspectieput wordt ontworpen zodat het waterpeil minstens 10 cm hoog is.

Afdeling 3. — Biogas

Art. 16. § 1. Elke andere rechtstreekse lozing van biogas in de lucht dan de lozingen die zich in geval van toevallige overdruk kunnen voordoen, is verboden.

§ 2. De biomethaniseringsinstallatie beschikt over een uitrusting voor de vernietiging van niet gevaloriseerd biogas, zoals een torchère, of over elk ander systeem waarmee een gelijkwaardig veiligheidsniveau bereikt kan worden.

De uitrusting is meer dan 10 meter verwijderd van de biogasopslaginstallaties.

De uitrusting kan de totale nominale productie van de biomethaniseringsinstallatie opvangen.

§ 3. Wat betreft de installaties die minder dan 100 Nm³/u biogas produceren, kan de in paragraaf 2 bedoelde uitrusting, in geval van verlengde stopzetting van de uitrustingen voor biogasvalorisering, bestaan in een voorziening waarmee het mobiele en mobiliseerbare biogas binnen het uur vernietigd wordt.

§ 4. De leiding tot toelating van het biogas in de uitrusting waarmee het niet gevaloriseerde biogas vernietigd kan worden, beschikt over een vlamterugslagklep, stop- en veiligheidskleppen waarmee de injectie van biogas onderbroken wordt bij gebrek aan vlam.

§ 5. Om het niet gevaloriseerde biogas te kunnen vernietigen plaatst de exploitant een omheining rondom de uitrusting op een afstand waarbuiten de thermische radiatie kleiner is dan 6,4 kW/m² en op minimum 5 meter van de uitrusting waarmee het niet gevaloriseerde biogas vernietigd kan worden.

In afwijking van het eerste lid wordt de omheining niet geëist als de uitrusting waarmee het niet gevaloriseerde biogas vernietigd kan worden zich niet op de grond bevindt, voor zover is aangetoond dat de op grondniveau gemeten thermische radiatie niet hoger is dan 6,4 kW/m² op de plekken waar personen aanwezig kunnen zijn.

Art. 17. § 1. De veiligheidskleppen van de gistingstanks en van de infrastructuur voor de opslag van biogas worden gekalibreerd zodat het geproduceerde biogas in geval van overdruk eerst afgevoerd wordt naar een uitrusting waarmee het niet gevaloriseerde biogas vernietigd kan worden.

§ 2. In geval van verzadiging van de uitrusting waarmee het niet gevaloriseerde biogas vernietigd kan worden, worden de veiligheidskleppen geopend.

De veiligheidskleppen worden aangebracht zodat het biogas in de lucht gelost wordt op een plek waar geen brand- of ontploffingsrisico bestaat.

§ 3. De gistingstanks, de nagistingstanks en de infrastructuur voor de opslag van biogas beschikken over een onderdrukklep en een meetvoorziening van hoog niveau met sturing van de bevoorrading in biomaterie of biogas.

In elke biomethaniseringsinstallatie waarvan de dagelijkse verwerkingscapaciteit 100 ton overschrijdt, wordt de bevoorrading automatisch afgesloten en de lediging van het digestaat onderbroken in geval van depressie van de gistingstanks.

Art. 18. Om de gevolgen van een plotse overdruk te beperken, worden de uitrustingen waarin de biomethanisering plaatsvindt voorzien van een toestel zoals een soepel membraan, een breukschijf, een ontploffingspijp of elke andere gelijkwaardige apparatuur.

Art. 19. Als er een apparatuur bestaat voor de injectie van lucht in het biogas om er het H₂S-gehalte per oxidatie te beperken, dan wordt ze ontworpen om gevaar voor vorming van een explosieve atmosfeer te voorkomen of is ze voorzien van veiligheidssystemen waarmee dat risico voorkomen kan worden.

Art. 20. Als de biomethaniseringsinstallatie beschikt over een installatie voor de valorisatie van biogas die dient om te voldoen aan de interne behoeften van de inrichting, is ze uitgerust met de volgende veiligheidssystemen :

1° een voorziening voor de gedwongen verluchting van de verbrandingsinstallatie;

2° een vlamterugslagklep aangebracht tussen de installatie en de uitrustingen voor de productie van het biogas;

3° explosiemeters die in twee drempels voorzien :

a) een drempel van 20 % van de laagste explosiviteitsgrens die, als hij bereikt wordt, een alarmsysteem in werking zet;

b) een drempel van 40 % van de laagste explosiviteitsgrens die, als hij bereikt wordt, de installatie automatisch buiten werking zet en de klep voor de biogasbevoorrading van de installatie automatisch afsluit;

4° gekalibreerde rook- en branddetectoren die het sein geven van de buitenbedrijfstelling van de installatie voor de valorisatie van biogas en tot de afsluiting van de klep voor de biogasbevoorrading van de installatie.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie**Afdeling 1. — Algemeenheden*

Art. 21. De exploitant neemt maatregelen tot beperking van ongedierte, insecten en knaagdieren door het gebruik van erkende bestrijdingsmiddelen, van strikken of toegelaten gifmiddelen voor knaagdieren, door voorzieningen zoals dun roosterwerk, muggennetten, elektrische insectenbestrijdingsmiddelen of elk ander gelijkwaardig systeem.

Art. 22. De wielen van de voertuigen die de biomethaniseringsinstallatie verlaten worden gereinigd om de openbare wegen schoon te houden.

Art. 23. De contracten of overeenkomsten gesloten tussen de exploitant en de firma's of instellingen belast met de afvoer, valorisatie of verwijdering van de afval, behalve de digestaten gedekt door een gebruikscertificaat, bevatten de gegevens van de installaties waar ze verwijderd of gevaloriseerd worden.

Art. 24. § 1. De volgende procedures, documenten en instructies worden door de exploitant opgemaakt en ter beschikking van zijn bedienden gelegd :

1° de lijst van de te voeren controles, bij een normale werking, bij het opstarten en na een stopzetting;

2° het programma en de tijdstippen van de controle op alle uitrustingen;

3° de lijsten met de veiligheidsgegevens betreffende de producten die zich in de installatie bevinden;

4° de plannen van de lokalen en van de plaats van de alarm- en hulpapparatuur alsook de netwerken tussen uitrustingen met de handkleppen en drukknoppen die gebruikt moeten worden in geval van stoornissen, ongeval of brand;

5° het plan met de lokalisatie van de risico's en alle nuttige elementen betreffende de risico's i.v.m. de exploitatie van de installatie;

6° de maatregelen tot voorkoming van incidenten, ongevallen of brand, ondermeer i.v.m. :

a) de vorming van explosieve atmosferen gedurende de overgangsfasen van de exploitatie, met name bij het opstarten of heropstarten, de stopzetting of lediging van een gedeelte of van het geheel van de installatie, alsook tijdens overdrachts- of onderhoudshandelingen;

b) het gebruik en de opslag van chemische producten;

c) de dichtheid van de gistingstank(s), de leidingen en de retentievoorzieningen;

7° de instructies voor het personeel in geval van ongeval of brand.

§ 2. De exploitant maakt voor het beheer van de biomaterie een werkplan op dat de nodige instructies en procedures bevat met het oog op :

1° de organisatie van de aanneming, toelating, opslag en voorafgaande behandeling van de biomaterie;

2° de traceerbaarheid van de stromen biomaterie, digestaat en afval binnen de biomethaniseringsinstallatie en stroomafwaarts;

3° de organisatie van de nabehandeling, karakterisering en opslag van het digestaat en van de verwijdering van biomaterie, digestaat en afval;

4° de afvoer van de opgeslagen biomaterie en digestaten als de installatie of een deel ervan niet meer operationeel is.

De exploitant kan de « Office wallon des Déchets » (Waalse dienst voor afvalstoffen) vragen stellen over de in dit plan te verstrekken informatie.

§ 3. De procedures, documenten en instructies alsook het werkplan bedoeld in de paragrafen 1 en 2 liggen ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

Afdeling 2. — Toegelaten biomaterie en stoffen

Art. 25. Als het digestaat dient om op of in de grond te worden gebruikt, dan worden in de biomethanisering alleen de additieven en de biomaterie toegelaten voor zover :

1° ze opgenomen zijn in de vergunning voor de biomethaniseringsinstallatie;

2° ze voldoen aan de voorschriften van artikel 27;

3° ze op de in bijlage 1 opgenomen lijst vermeld worden, wat betreft de additieven en de biomaterie die afval vormen.

Als het digestaat dient om op of in de grond te worden gebruikt, dan worden in de nabehandeling alleen de in de vergunning van de biomethaniseringsinstallatie vermelde materies toegelaten voor zover ze voldoen aan de voorschriften van artikel 27.

Art. 26. Als het digestaat niet dient om op of in de grond te worden gebruikt, dan worden in de biomethanisering en de nabehandeling alleen de in de vergunning van de biomethaniseringsinstallatie vermelde biomaterie en materies toegelaten die voldoen aan de voorschriften van de paragrafen 1, 4 en 9 van artikel 27 van dit besluit.

Art. 27. § 1. Alleen de biomaterie die ongevaarlijk geacht wordt overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus en de desbetreffende wijzigingen wordt in de biomethanisering toegelaten. Alleen de materies die ongevaarlijk geacht worden overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus en de desbetreffende wijzigingen worden tot de nabehandeling toegelaten.

§ 2. De biomaterie gebruikt bij de biomethanisering en de materies gebruikt bij de nabehandeling vertonen concentraties van metaalpoorelementen, « ETM » genoemd, die lager zijn dan de volgende grenswaarden :
Element grenswaarde in mg/kg M.S.

| | |
|----|-------|
| Cd | 5 |
| Cu | 600 |
| Ni | 100 |
| Pb | 500 |
| Zn | 2 000 |
| Hg | 5 |
| Cr | 500 |

§ 3. Het slib uit zuiveringsstations dat tot de biomethanisering toegelaten wordt beschikt over een gebruikscertificaat afgeleverd op basis van het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten.

§ 4. De teelteffluenten die tot de biomethanisering toegelaten worden zijn het voorwerp van een strooicontract, zoals omschreven in hoofdstuk IV van Boek van het Milieuwetboek, dat het Waterboek inhoudt, tussen het landbouwbedrijf dat ze voortbrengt en de exploitant van de biomethaniseringinstallatie.

§ 5. De biomaterie gebruikt bij de biomethanisering en de materies gebruikt bij de nabehandeling bevatten minder dan 0,2 percent gewicht aan vuildeeltjes zoals glas, kunststof, metaal. In geval van onmogelijkheid van technische aard wordt de biomethaniseringinstallatie uitgerust met een zuiveringsinstallatie waarmee die norm betreffende het eindproduct nageleefd kan worden.

§ 6. De biomaterie gebruikt bij de biomethanisering en de materies gebruikt bij de nabehandeling bevatten minder dan 2 percent gewicht aan stenen. In geval van onmogelijkheid van technische aard wordt de biomethaniseringinstallatie uitgerust met een zuiveringsinstallatie waarmee die norm betreffende het eindproduct nageleefd kan worden.

§ 7. Het hout dat bij de biomethanisering gebruikt wordt is niet behandeld.

§ 8. De additieven verbeteren de biomethanisering zonder de kwaliteit van het digestaat aan te tasten.

§ 9. De biomaterie gebruikt bij de biomethanisering en de materies gebruikt bij de nabehandeling mogen geen contaminanten bevatten in een dergelijke hoeveelheid dat ze de biomethanisering, de keten van de valorisatie of verwijdering van het digestaat op het spel zou kunnen zetten.

§ 10. Enkel de bepalingen van de paragrafen 1, 4 en 9 zijn van toepassing op de biomethaniseringinstallaties die een digestaat voortbrengen dat niet voor valorisatie op of in de grond bestemd is.

Afdeling 3. — Procedure tot eerste toelating van een biomaterie of materie

Art. 28. § 1. Vooraleer een biomaterie of een materie van een bepaalde producent of houder de eerste keer in de biomethaniseringinstallatie wordt toegelaten, gaat de exploitant, op grond van de gegevens verstrekt door de producent of de houder van de biomaterie of materie, na of de materie of de biomaterie voldoet aan de voorschriften van de artikelen 25, 26 en 27, paragrafen 1 tot 4 en 7 tot 9 van dit besluit. Het betreft minimum de volgende gegevens :

- 1° de personalia van de producent;
- 2° de personalia van de ophaler;
- 3° de bestemmingslokatie;
- 4° de jaarlijkse hoeveelheden, de frequentie van de aankomsten, het geschatte aantal ton in kubiekmeter;
- 5° de aard en de benaming van de biomaterie of de materie en de referentiecode ervan op de in bijlage 1 opgenomen lijst van de afvalvormende biomaterie of, bij gebreke daarvan, de code zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;
- 6° de omschrijving van het productieproces;
- 7° de kenmerken van de biomaterie of van de materie, alsook de lijst van de potentiële vervuilingselementen die niet bedoeld worden in artikel 27, § 2;
- 8° de resultaten van analyses verricht door een laboratorium erkend krachtens het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en betreffende op zijn minst de metaalpoorelementen bedoeld in artikel 27 en, desgevallend, bovenbedoelde potentiële vervuilingselementen;
- 9° een rapport van het referentielaboratorium van het Waalse Gewest waaruit blijkt dat elke besmette biomaterie of materie ongevaarlijk is voor de gebruiks- of valorisatieketen.

In geval van twijfel over de kenmerken van de biomaterie of de materie of de toe te passen code, verzoekt de exploitant de « Office wallon des Déchets » om advies.

De exploitant mag de biomaterie of de materies van de producent of houder ervan niet aannemen als uit de in paragraaf 1 bedoelde gegevens blijkt dat ze niet voldoen aan de bepalingen van de artikelen 25, 26 en 27 van dit besluit. De exploitant geeft de producent of de houder van de biomaterie of materies schriftelijk kennis van zijn beslissing. Die kennisgeving kan beperkt worden tot de aangenomen biomaterie en materies.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, is de procedure tot voorafgaande aanneming niet van toepassing op :

- 1° groenafval;
- 2° onbehandeld boshout en houtafval van eerste verwerking;
- 3° gewassen en resten van gewassen;
- 4° huisafval uit selectief sorteren, noch op elke bereiding die eruit voortvloeit;
- 5° slib uit zuiveringsstations waarvoor een gebruikscertificaat wordt afgeleverd op basis van het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten;
- 6° afval gedekt door een gebruikscertificaat tot landbouwkundige valorisatie afgeleverd op basis van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt;
- 7° teelteffluenten.

Afdeling 4. — Toelating tot de biomethaniseringsinstallatie

Art. 29. Met uitzondering van de biomaterie die als gevolg van een noodinterventie toegelaten wordt, mogen de opname van de biomaterie, materies of additieven in de biomethaniseringsinstallatie, de afvoer van de afval en de levering van het digestaat niet plaatsvinden buiten de openingstijden waarin de bijzondere voorwaarden voorzien.

Art. 30. Als een weegbrug vereist wordt krachtens artikel 10, worden de voertuigen die de biomethaniseringsinstallatie binnentrijden of verlaten op de weegbrug gewogen. Een afschrift van de weegstaat wordt aan de bestuurder van het voertuig afgegeven.

Art. 31. Bij hun opname in de biomethaniseringsinstallatie worden de krachtens de artikelen 25 tot 27 toegelaten en krachtens artikel 28 vooraf aangenomen biomaterie of materies gecontroleerd door de exploitant of door zijn aangestelde.

De controle slaat op :

1° de door de registratie van de afvalvervoerders opgelegde documenten vereist krachtens artikel 10 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° de documenten vereist krachtens Verordening EG nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen;

3° de inhoud van het aankomende voertuig om de aard en de herkomst van de biomaterie of materies te controleren.

De exploitant of zijn aangestelde kan die biomaterie of materies desnoods aan analyses onderwerpen.

Art. 32. § 1. Als de biomaterie of de materies niet toegelaten worden in de biomethaniseringsinstallatie, verwittigt de exploitant zo spoedig mogelijk de « Office wallon des Déchets » per fax of e-mail, overeenkomstig het tweede lid van dit artikel.

De exploitant verstrekt de volgende informatie :

1° de aard, hoeveelheid en herkomst van de geweigerde biomaterie of materies en de code ervan;

2° de reden voor de weigering;

3° de naam en het adres van de vervoerder, de producent en, desgevallend, de houder van de biomaterie of materies;

4° het inschrijvingsnummer van het voertuig of elk middel tot identificering ervan;

5° desgevallend, een afschrift van het document "commission marchandise par route" (« CMR » genoemd) of elk ander document opgemaakt door de exploitant van de biomethaniseringsinstallatie waarbij de traceerbaarheid van de biomaterie of materies gegarandeerd wordt;

6° de overwogen bestemming van de geweigerde biomaterie of materies.

De geweigerde biomaterie of materies blijven drie uur lang staan in een daartoe bestemde dichte ruimte bedoeld in artikel 6, te rekenen vanaf de verzending van de fax of de e-mail naar de « Office wallon des déchets », of worden onmiddellijk afgevoerd naar een vergund sorteer-, hergroeperings-, valorisatie- of verwijderingscentrum.

§ 2. Bij gebrek aan reactie van de « Office wallon des Déchets » binnen drie uur na de verzending van de fax of de e-mail, wordt de afvoer van de afval toegelaten.

Art. 33. De exploitant houdt een register van de biomaterie en materies die in de biomethaniseringsinstallatie aankomen, waarin dagelijks de volgende gegevens opgenomen worden :

1° het volgordenummer van elke aanvoer;

2° de aanvoerdatum;

3° de aard/benaming en de code, met verwijzing naar de in bijlage opgenomen lijst van de biomaterie die afval vormt;

4° de personalia van de producent, ophaler en vervoerder;

5° het registratienummer van de ophaler en de vervoerder;

6° desgevallend de gegevens van de installatie waar de biomaterie tijdelijk opgeslagen of behandeld wordt en het soort behandeling;

7° het nettogewicht als het berekend werd, de weegstaat of het volume van elke aanvoer;

8° desgevallend, de melding en de reden voor de weigering alsook elk evenement i.v.m. de milieubescherming en de veiligheid van de buurt, samen met de overwogen bestemming;

9° desgevallend, het nummer van het vervoersdocument "CMR" of elk ander door de exploitant opgemaakt document waarbij de traceerbaarheid van de biomaterie gegarandeerd wordt.

Afdeling 5. — Traceerbaarheid in de biomethaniseringsinstallatie

Art. 34. § 1. De exploitant voert een systeem in voor de opvolging van de bewegingen van de biomaterie, materies en digestaten binnen de biomethaniseringsinstallatie. Het systeem zorgt ervoor dat de verschillende exploitatiefasen binnen de installatie gescheiden worden en garandeert de traceerbaarheid wat betreft de herkomst en de bestemming van de biomaterie, materies en digestaten.

§ 2. De exploitant is elk ogenblik in staat :

1° om de samenstelling te bepalen inzake biomaterie en materies van de gistingstanks, de opslagkuipen en de partijen digestaat in afwachting van afvoer;

2° om de kwalitatieve en kwantitatieve kenmerken van de partijen digestaat te bepalen.

Afdeling 6. — Opvolging van de biomethanisering

Art. 35. § 1. Voor de fasen van voorafgaande behandeling, biomethanisering en nabehandeling wordt voorzien in een technologische opvolging die minimum de volgende parameters betreft :

1° de temperatuur gemeten in C° en continu, behalve gedurende de preliminaire vermalingsfase;

2° de verblijfstijd;

3° de biogasstroom, continu gemeten;

4° de biogasdruk, continu gemeten.

§ 2. De bijzondere voorwaarden kunnen opleggen dat de resultaten van de monitoring geregistreerd, verwerkt en voorgesteld worden zodat de toezichhoudend ambtenaar kan nagaan of de exploitatievoorwaarden en de in de vergunning voorgeschreven emissiegrenswaarden nageleefd worden.

Afdeling 7. — Digestaat

Art. 36. § 1. Elke partij digestaat bestemd om in of op de grond te worden gebruikt wordt door een analyse gekarakteriseerd.

Als de digestaten opgeslagen worden in een opslagkuip met een inhoud van meer dan 3 000 m³, wordt de partij gekarakteriseerd door het gemiddelde van twee analyses.

§ 2. De afnemingen en monsternemingen worden uitgevoerd overeenkomstig de modaliteiten omschreven in het « CWEA ». De methodes inzake de afneming, monsterneming, bewaring, voorbereiding en analyse van de monsters worden door het « CWEA » bepaald.

De analyses worden verricht door een laboratorium dat voor afvalanalyse in het Waalse Gewest erkend is overeenkomstig de artikelen R.95 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek, met inachtneming van de modaliteiten omschreven in het « CWEA ».

§ 3. De analyses betreffen op zijn minst de parameters omschreven in bijlage 2. De analyseverslagen waarvan de minimuminhoud in bijlage 2 omschreven wordt, worden door de exploitant op de bedrijfszetel bewaard.

Afdeling 8. — Afvoer

Art. 37. De exploitant houdt een register van de partijen digestaat en van de afval die afgevoerd worden, met dagelijks, per afvoer en per datum, de volgende gegevens :

1° de aard, de benaming, de code van de afval zoals vastgelegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;

2° het afvoernummer van de partij digestaat;

3° het gewicht of volume en, desgevallend, het nummer van de weegbon;

4° de personalia van de vervoerder;

5° de volledige personalia van de bestemming(en) met gewichtsverdeling;

6° desgevallend, het nummer van het "CMR"-vervoer of elk ander door de exploitant opgemaakt document waarbij de traceerbaarheid gegarandeerd wordt;

7° de bestemming.

De analyseverslagen betreffende de partijen digestaat worden door de exploitant opgenomen in het afvoerregister bedoeld in het eerste lid zodra ze in ontvangst genomen worden.

HOOFDSTUK IV. — Preventie van ongevallen en brand

Art. 38. Voor de tenuitvoerlegging van het project en voor elke wijziging van de plaats en de omstandigheden raadpleegt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen en tot stand te brengen uitrustingen inzake brandpreventie en -bestrijding en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van het publiek en het leefmilieu. De exploitant richt zich naar de aanbevelingen van de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

De door de territoriaal bevoegde brandweerdienst opgemaakte rapporten worden door de exploitant ter inzage van de toezichhoudend ambtenaar gelegd.

Art. 39. De exploitant vergewist zich van de dichtheid van de gistingstank(s), van de leidingen van de gistingstank(s) waar biogas langs komt en van de beschermingsuitrustingen tegen over- en onderdruk voor of bij het opstarten alsook bij elk heropstarten na een interventie die de dichtheid ervan kan aantasten.

De uitvoering van de controle en de resultaten ervan worden op schrift gesteld.

Art. 40. Bij het opstarten of heropstarten alsook bij de stillegging of de lediging van het geheel of van een gedeelte van de installatie neemt de exploitant de nodige maatregelen om gevaar voor vorming van explosieve atmosferen te beperken.

Gedurende die fasen is elke handeling of interventie verboden die het ontploffingsrisico kan verhogen.

Alle toevallige uitstoten in de lucht van ontvlambare gassen zoals de uitgangen van veiligheidsorganen worden overeenkomstig artikel 24 opgespoord.

Om de risico's i.v.m. het toevallig vrijmaken van ontvlambare gassen te voorkomen, vergewist de exploitant zich ervan dat de uitstroomopening ontworpen en uitgevoerd is om een snelle dilutie mogelijk te maken bij een concentratie lager dan de ontvlambaarheidsgrens.

Art. 41. De gesloten lokalen waarin biogas aangetroffen kan worden zijn het voorwerp van een luchtkwaliteitscontrole die minstens op de opsporing van CH₄ betrekking kan hebben.

HOOFDSTUK V. — Water

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 42. De exploitant treft de nodige maatregelen om zijn waterverbruik te beperken. Hij hergebruikt zoveel mogelijk behandeld afvalwater en gebruikt regenwater.

Art. 43. Het systeem voor de opvang van de digestaten en het systeem voor de opvang van de wateren uit de in artikel 6 bedoelde ruimtes of infrastructuren die verontreinigd zijn of zouden kunnen worden zijn strikt gescheiden van het systeem voor de opvang van de wateren die niet verontreinigd zijn of het niet zouden kunnen worden, zoals dakwater, afvloeiend water van waterafstotend gemaakte oppervlaktes die niet door materies vervuild zijn.

De wateren uit de in artikel 6 bedoelde ruimtes of infrastructuren, met uitsluiting van die bedoeld onder 1° en 5°, die verontreinigd zijn of zouden kunnen worden, worden bij voorkeur opnieuw geïnjecteerd in het biomethaniseringsproces. Bij gebreke daarvan voldoen de geloosde wateren aan de grenswaarden bepaald bij de artikelen 45 en 46.

De industriële afvalwateren die al dan niet behandelde digestaten of verontreinigde wateren bevatten uit de in artikel 6 bedoelde ruimtes of infrastructuren, met uitsluiting van die bedoeld onder 1° en 5°, mogen niet in de grondwateren geloosd worden.

Art. 44. Een schema van alle netten voor de verzamling van de effluënten en een plan van de rioleringen worden door de exploitant opgemaakt, regelmatig bijgewerkt na elke noemenswaardige wijziging ervan en gedateerd. Het plan van de netten voor de inzameling van effluënten vermeldt de sectoren waar ingezameld wordt, de aansluitingspunten, de kijkgaten, de rioleringen, de pompposten, de meetposten, de handbediende en automatische afsluiters.

De plannen liggen ter inzage van de toezichhoudend ambtenaar alsook van de brandweer- en hulpdiensten.

Afdeling 2. — Lozingsvoorwaarden

Onderafdeling 1. — Voorwaarden om in gewoon oppervlaktewater en in kunstmatige afwateringswegen te lozen

Art. 45. Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater of in een kunstmatige afvloeingsweg wordt geloosd voldoet aan de volgende voorwaarden, uitgedrukt in maximale ogenblikkelijke concentratie:

- 1° de pH ligt tussen 6,5 en 9;
- 2° de temperatuur bedraagt hoogstens 30 °C;
- 3° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 20 mg zuurstof per liter;
- 4° de chemische behoefte aan oplosbare zuurstof bij de lozing is niet hoger dan 1,2 maal de chemische zuurstofbehoefte, « DCO » genoemd, oplosbaar niet afbreekbaar;
- 5° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;
- 6° de diameter van de zwevende stoffen bedraagt niet meer dan 2 mm;
- 7° het gehalte aan bezinkbare stoffen bedraagt hoogstens 0,5 ml per liter tijdens een statische bezinking van 2 uren;
- 8° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;
- 9° het gehalte aan totale metalen is niet hoger dan 3 mg per liter.
- 10° het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 5 mg N per liter;
- 11° het gehalte aan nitrieten is niet hoger dan 1 mg N per liter;
- 12° het gehalte aan nitraten is niet hoger dan 15 mg N per liter;
- 13° het gehalte aan totaal fosfor is niet hoger dan 5 mg P per liter;
- 14° een representatief monster van het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere drijvende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een drijfslaag vormen
- 15° het is verboden mechanisch vermaalde vaste stoffen te storten of water te lozen dat zulke stoffen bevat;
- 9° het gehalte aan sulfuren en mercaptans is niet hoger dan 5 mg S per liter;
- 17° het gehalte aan pesticiden is niet hoger dan 0.005 mg per liter;
- 9° het gehalte aan totaal chroom is niet hoger dan 1 mg/l;
- 19° het te lozen water wordt ontsmet als het zulke hoeveelheden pathogene organismen bevat dat het ontvangende water ernstig besmet dreigt te worden. De grenswaarden voor de pathogene kiemen die in het geloosde water toegelaten worden liggen vast in de bijzondere voorwaarden;
- 20° het geloosde water bevat geen andere specifieke gevaarlijke of verontreinigende stoffen bedoeld in bijlage VII bij het regelgevend gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, dan degene die hierboven vermeld worden.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden om in openbare rioleringen te lozen

Art. 46. De inrichtingen die industrieel afvalwater in openbare rioleringen lozen voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° de pH ligt tussen 6 en 9,5;
- 2° de temperatuur bedraagt hoogstens 45 °C;
- 3° het gehalte aan zwevende stoffen, « MES » genoemd, is niet hoger dan 1 000 mg per liter;
- 4° de diameter van de « MES » bedraagt hoogstens 10 mm;
- 5° de zwevende stoffen mogen vanwege hun structuur de werking van de opvang- en zuiveringsstations niet schaden;
- 6° het gehalte aan totale detergenten is niet hoger dan 15 mg per liter;
- 6° het gehalte aan chloriden is niet hoger dan 2 000 mg per liter;
- 7° het gehalte aan sulfaten bedraagt hoogstens 1 500 mg per liter;
- 9° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;
- 10° het geloosde water bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;
- 11° het geloosde water mag geen wasem uitstoten die het leefmilieu beschadigt;
- 12° het afvalwater bevat geen stoffen die:
 - a) gevaar kunnen inhouden voor het personeel dat de rioleringen en installaties onderhoudt;
 - b) de leidingen zouden kunnen beschadigen of verstoppen;
 - c) de vlotte werking van de stuwings- en zuiveringsinstallaties zouden kunnen hinderen;
 - d) een ernstige vervuiling van het ontvangende oppervlaktewater waarin de openbare riolering loost zou kunnen veroorzaken;
- 9° het gehalte aan sulfuren en mercaptans is niet hoger dan 5 mg S per liter;
- 14° het gehalte aan pesticiden is niet hoger dan 0.005 mg per liter voor de installaties bedoeld in rubriek 93.23.15.02, die betrekking heeft op biomethaniseringsinstallaties voor biomaterie die afval vormt;
- 15° het geloosde water bevat geen andere specifieke gevaarlijke of verontreinigende stoffen bedoeld in Bijlage VII bij het regelgevend gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, dan degene die hierboven vermeld worden.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht**Afdeling 1. — Algemeenheden*

Art. 47. Er is voldoende voorraad aan producten en materialen die gebruikt worden voor de bescherming van de omgevingslucht, zoals filtermouwen, neutralisatieproducten, remvloeistoffen, absorberende middelen.

Art. 48. De exploitant brengt openingen in de afvoerbuizen aan om controlemetingen te kunnen doorvoeren.

De openingen bevinden zich in een ongestoorde zone van de schoorstenen of buizen, op een afstand van de laatste storing - uitgang van de stookplaats, bocht - die minstens gelijk is aan viermaal de diameter van bedoelde schoorsteen of buis.

De openingen en de omgeving ervan zijn vlot toegankelijk zodat de metingen in alle veiligheid en elk ogenblik uitgevoerd kunnen worden.

Afdeling 2. — Reukhinder

Art. 49. § 1. De installatie voor de bereiding van de vermenging van biomaterie en, desgevallend, additieven, voor de injectie in de gistingtanks en de gistingtanks worden gedurende een minimumtijd of volgens een gesloten proces bevoorradat om reukhinder te beperken.

§ 2. De inkomende stromen van vloeibare biomaterie worden langs een gesloten systeem in de opslagkuip gelost.

Art. 50. Een reuknorm en de modaliteiten voor de controle op de naleving ervan liggen vast in de bijzondere voorwaarden.

Afdeling 3. — Emissies van verbrandingsgassen

Art. 51. Als het biogas als brandstof gevaloriseerd wordt, worden de emissiewaarden van de installaties vastgelegd als volgt :

| Parameters | Emissiewaarden |
|----------------------|---------------------------|
| Niet methanische VOS | <150 mg C/Nm ³ |

De gemeten waarden worden in verband gebracht met de volgende voorwaarden :

1° drooggas;

2° druk : 1.013 hPa;

3° temperatuur : 273 °K;

4° zuurstofgehalte van 5 percent.

De modaliteiten voor de controle op de verbrandingsgassen liggen vast in de bijzondere voorwaarden.

De NOx- en CO-grenswaarden liggen vast in de bijzondere voorwaarden.

Afdeling 4. — Fijnstofemissies

Art. 52. De concentratie aan totale fijnstof in de gekanaliseerde gasvormige effluenten die in de lucht uitgestoten worden overschrijdt de volgende grenzen niet :

| Gemiddeld reël massadebiet in kg/u | Grenzen in mg/Nm ³ |
|------------------------------------|-------------------------------|
| <0,5 | 50 |
| >0,5 | 20 |

Art. 53. Het gehalte aan droge stof op de toegangswegen tot de locatie, de binnenwegen en de werkruimtes voor de toestellen bedraagt niet meer dan 100 gram per m².

Art. 54. Desgevallend worden de ruimtes tijdens de activiteitsperiode gereinigd.

Art. 55. De snelheid van de voertuigen binnen de locatie wordt tot 20 km/u beperkt door elk geschikt middel zoals wegmarteringen, verkeersdrempels, enz.

HOOFDSTUK VII. — *Autocontrole, controle, toezicht, bijhouden van registers en informatie**Afdeling 1. — Algemeenheden*

Art. 56. Het bewijs dat de ruimtes en installaties bedoeld in artikel 6 conform artikel 8 zijn wordt door de exploitant ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar gelegd.

Art. 57. § 1. De volgende documenten worden minstens vijf jaar op de bedrijfszetel bewaard en ter inzage gelegd van de toezichthoudend ambtenaar en van de « Office wallon des Déchets » :

1° het aanvoerregister, bedoeld in artikel 33;

2° het afvoerregister, bedoeld in artikel 37;

3° de afschriften van de in artikel 23 bedoelde contracten of overeenkomsten die met andere vennootschappen zijn gesloten;

4° de rapporten betreffende de controles die door de bevoegde organen op de uitrustingen gevoerd worden.

§ 2. De aannemingsdossiers bedoeld in artikel 28 worden na de laatste levering van betrokken afval minstens vijf jaar op de bedrijfszetel bewaard en ter inzage gelegd van de toezichthoudend ambtenaar en van de « Office wallon des Déchets ».

Art. 58. § 1. De exploitant richt uiterlijk 31 maart van het jaar na het referentiejaar aan de « Office wallon des Déchets » een jaarrapport dat voor het referentiejaar minimum volgende informatie bevat:

1° de lijst van de producenten van biomaterie of materies die in de installatie toegelaten worden overeenkomstig de artikelen 28 en volgende;

2° per producent, de hoeveelheden toegelaten biomaterie of stoffen, in nettogewicht indien bepaald en in volume, desgevallend verdeeld op basis van de code ervan;

3° de opgeslagen hoeveelheden biomaterie of stoffen, naar gewicht en volume, in afwachting van biomethanisering, in biomethanisering, alsook de hoeveelheden digestaat binnen de infrastructuur voor de opslag van digestaat in afwachting van afvoer, op 31 december van het referentiejaar;

- 4° per type bestemming, met name gebruik, valorisatie of verwijdering, de afgevoerde hoeveelheid digestaat;
 - 5° de hoeveelheden digestaat opgeslagen krachtens de huurcontracten;
 - 6° per partij digestaat :
 - a) de resultaten van de analyses;
 - b) het gewicht;
 - c) de bestemming;
 - d) de exacte benaming van de bestemmingen - naam, adres, btw-nummer en hoeveelheden overgedragen aan elk van hen;
 - 7° een overzichtstabel van de analyses;
 - 8° voor andere afvoer die van digestaten :
 - a) de aard;
 - b) het gewicht;
 - c) de bestemming;
 - d) de exacte benaming van de bestemmingen;
 - 9° een omschrijving van de incidenten, ongevallen die zich hebben voorgedaan, alsook van de problemen tegengekomen tijdens bedoelde periode en de gevolgen die daaraan gegeven werden.
- § 2. Het rapport wordt overgemaakt volgens de modaliteiten die door de « Office wallon des Déchets » bepaald worden.

Art. 59. Voor de installaties met een verwerkingscapaciteit boven 100 ton per dag, bij elk incident of ongeval waarvoor een interventie nodig is om aantastingen van het leefmilieu of van de veiligheid van de buurt te voorkomen of te verhelpen, legt de exploitant zo spoedig mogelijk een rapport met de volgende informatie over aan de technisch ambtenaar en aan de toezichthoudend ambtenaar :

- 1° de datum en het uur van het incident of ongeval;
- 2° de installaties waarin het incident of ongeval zich heeft voorgedaan;
- 3° de activiteiten die doorgaans uitgeoefend worden op die plek;
- 4° de omstandigheden van het ongeval;
- 5° de analyse van de oorzaken van het ongeval;
- 6° de maatregelen genomen om eventuele aantastingen van het leefmilieu te verhelpen;
- 7° de preventieve maatregelen aanbevolen om te voorkomen dat een soortgelijk incident of ongeval zich opnieuw voordoet.

Afdeling 2. — Controle op reukhinder en andere luchtmissies

Art. 60. De handelingen inzake de controle op reukemissies of andere luchtmissies worden voor rekening van de exploitant door een in het kader van de luchtverontreinigingsbestrijding erkend laboratorium of orgaan uitgevoerd volgens referentiemethodes vastgelegd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 waarbij het "Institut scientifique de service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut) belast wordt met de opdracht van referentielaboratorium voor water, lucht en afval, of via elke andere methode waarvan de gelijkwaardigheid aan een referentiemethode is aangetoond en met meettoestellen die voldoen aan de beste technieken die beschikbaar zijn op het vlak van de instrumentering.

De frequentie van de controles ligt vast in de bijzondere voorwaarden.

De emissies van alle pollutanten en reukhinder waarvoor emissiegrenzen voorgeschreven worden krachtens de artikelen 51 en 52 en, desgevallend, door de vergunning, worden minstens één keer gemeten na wijziging van minstens 25 percent van de capaciteit van de biomethaniseringsinstallatie of na elke wijziging aan het zuiveringsstation.

Art. 61. De detectiegrens, de sensibiliteit, de precisie en de betrouwbaarheid van de methode worden aangepast aan de emissiegrenswaarde, aan het geurniveau of aan het geurbediet dat overeenstemt met de te meten stof. De meetmarge ligt minstens tussen 0,1 keer en 2 keer de emissiegrenswaarde, het geurniveau of het geurbediet waarin de bijzondere voorwaarden voorzien.

Art. 62. De metingen voor de controle op de emissies worden uitgevoerd en de resultaten uitgedrukt zodat ze representatief zijn voor de emissies van de installatie bij een normale werkingstoestand, buiten opstart- of stilleggingsperiode.

Art. 63. De resultaten van het toezicht op de emissies worden minstens vijf jaar door de exploitant bewaard en op gewoon verzoek van de toezichthoudend ambtenaar ter inzage gelegd.

Art. 64. Als het resultaat van de metingen wijst op een overschrijding van de uitstootnormen, wordt een nieuwe meting uitgevoerd :

- 1° binnen drie maanden bij een overschrijding tussen 10 en 100 percent;
- 2° binnen een maand als de overschrijding hoger is dan 100 percent.

De exploitant maakt een rapport op waarin hij gewag maakt van de oorzaken van de overschrijdingen en van de maatregelen genomen om aan de opgelegde normen te voldoen. Het rapport wordt binnen dertig dagen na de tweede meting aan de toezichthoudend ambtenaar en aan de technisch ambtenaar gestuurd.

Art. 65. De torchère is uitgerust met een centrale voorziening voor autocontrole op de werking zodat men op de plaats van de exploitatie steeds geïnformeerd blijft over de staat van werking ervan.

Afdeling 3. — Controle op waterlozingen

Art. 66. § 1. Het geloosde afvalwater wordt afgevoerd via een controlevoorziening die aan de volgende vereisten voldoet:

- 1° een vlotte monsterneming van het geloosde water mogelijk maken;
- 2° op verzoek of op initiatief van de toezichthoudend ambtenaar het nemen van monsters toelaten;
- 3° voortdurend vlot toegankelijk zijn;
- 4° geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties biedt inzake de representativiteit van de waterkwantiteit en -kwaliteit.

§ 2. Naast de criteria opgesomd in paragraaf 1, voldoet de controlevoorziening, wat betreft de inrichtingen die afvalwater uit de behandeling van digestaten lozen, aan de volgende bijkomende voorwaarden :

1° bij de controle op de geloosde wateren de waarde van de afvoerstroom, uitgedrukt in liter/seconde of m³/uur, de waarde van de pH, en de temperatuur onmiddellijk aangeven;

2° de waarde van de pH, van de temperatuur voortdurend registreren, minstens om het uur;

3° voor elke biomethaniseringsinstallatie die meer dan 100 m³/dag uitstoot, voortdurend de waarde van het dagelijkse volume, uitgedrukt in m³/dag, registreren.

Art. 67. De aan te wenden methodes voor de monsterneming en de analyse voor de controle op de conformiteit van de fysieke, chemische en biologische kwaliteit van de wateren geloosd onder de voorwaarden waarin de vergunning voorziet zijn die welke door het referentielaboratorium gebruikt of goedgekeurd worden overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 waarbij het "Institut scientifique de service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut) belast wordt met de opdracht van referentielaboratorium voor water, lucht en afval of alternatieve analysemethodes waarmee resultaten verkregen kunnen worden die gelijkwaardig zijn aan die verkregen via methodes aangewend of goedgekeurd door het referentielaboratorium.

Art. 68. § 1. Voor de inrichtingen die water uit de behandeling van digestaten lozen, onderwerpt de exploitant de parameters aan een autocontrole op de volgende tijdstippen :

1° wekelijks voor de parameters van de « MES » en de oplosbare « DCO »;

2° maandelijks voor de parameters van totaal fosfor, ammoniumstikstof en nitraten.

§ 2. Voor de inrichtingen die water uit de behandeling van digestaten lozen, laat de exploitant toezicht voeren door een laboratorium erkend overeenkomstig artikel D.147 van Boek I van het Milieuwetboek om voor de parameters officiële analyses uit te voeren inzake de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, alsook inzake de bescherming en de exploitatie van de grondwateren en de voor drinkwater bestemde wateren op de volgende tijdstippen :

1° om de zes maanden voor de parameters van de « MES », sedimenteerbare stoffen, DBO₅, DCO, ammoniumstikstof, nitraten en totaal fosfor;

2° jaarlijks voor de overige parameters bedoeld in de artikelen 45 en 46.

§ 3. Accidentele lozingen in oppervlaktewater worden meegedeeld aan de toezichthoudend ambtenaar.

Accidentele lozingen in openbare rioleringen worden meegedeeld aan de toezichthoudend ambtenaar en aan de erkende zuiveringsinstelling.

HOOFDSTUK VIII. — *Zekerheid*

Art. 69. De zekerheid bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt steeds geëist en het bedrag ervan ligt in de bijzondere voorwaarden vast.

HOOFDSTUK IX. — *Herstel van de locatie na exploitatie*

Art. 70. In geval van stopzetting van de activiteiten worden alle producten die gevaarlijk zijn voor de mens of het leefmilieu, alsook alle afvalstoffen i.v.m. die activiteiten, gevaloriseerd of naar behoorlijk vergunde installaties afgevoerd.

Art. 71. In geval van definitieve stopzetting van alle activiteiten stuurt de exploitant aan de bevoegde autoriteit, aan de technisch ambtenaar en aan de toezichthoudend ambtenaar een plan tot herstel van de locatie met, ondermeer, de maatregelen die hij getroffen heeft of overweegt te treffen om de veiligheid van alle installaties te waarborgen.

Art. 72. De kuipen en leidingen die producten bevat hebben die water en bodem kunnen verontreinigen worden geledigd, gereinigd, ontgast en desgevallend ontsmet. Als de kuipen niet voor een ander gebruik bestemd zijn, worden ze verwijderd. De ingegraven kuipen die niet verwijderd kunnen worden, worden onbruikbaar gemaakt door opvulling met een inert vast materiaal.

Art. 73. Het water dat voor de reiniging van de tanks dient, mag niet in de grondwateren geloosd worden. Het mag pas na een controle op de naleving van de voorwaarden tot lozing van afvalwater geloosd worden in een openbare riolering of in oppervlaktewateren. Bij gebreke daarvan wordt het verontreinigde water naar een erkend behandelingscentrum afgevoerd.

HOOFDSTUK X. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 74. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 19 worden de woorden « bijlage XXV » vervangen door de woorden « bijlage XXVI »;

2° in lid 22 worden de woorden « bijlage XXIX » vervangen door de woorden « bijlage XXX »;

4° hetzelfde artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een biomethaniseringsinstallatie bedoeld in rubriek 90.23.15 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXXI bij dit besluit. ».

Art. 75. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° in lid 19 worden de woorden « bijlage XXV » vervangen door de woorden « bijlage XXVI »;

2° in lid 22 worden de woorden « bijlage XXIX » vervangen door de woorden « bijlage XXX »;

4° hetzelfde artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een biomethaniseringsinstallatie bedoeld in rubriek 90.23.15 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXXI bij dit besluit. ».

Art. 76. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage XXXI die als bijlage 3 bij dit besluit gaat.

Art. 77. In hetzelfde besluit wordt bijlage XXV, ingevoegd bij het besluit van 13 juni 2013, bijlage XXVI.

Art. 78. In hetzelfde besluit wordt bijlage XXIX, ingevoegd bij het besluit van 23 februari 2014, bijlage XXX.

HOOFDSTUK XI. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 79. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid :

1° zijn de artikelen 3, 5, 6, 7, 15 en 49, § 2, niet van toepassing op de bestaande inrichtingen;

2° zijn de artikelen 8, 10, 14, § 2 en § 4, 17, 18, 20, 24 § 2, en 36 van toepassing op de bestaande inrichtingen op 1 juni 2017.

Art. 80. Het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater is niet meer toepasselijk op de inrichtingen bedoeld in dit besluit

Art. 81. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 1

| Biomaterie die afval vormt die in aanmerking zou kunnen komen voor biomethanisering met het oog op de productie van een digestaat bestemd voor een gebruik op of binnen de bodem. | |
|--|---|
| Afvalcode | Omschrijving |
| 2 | Afval van landbouw, tuinbouw, aquacultuur, bosbouw, jacht en visserij en de voedingsbereiding en -verwerking |
| 02 01 | Afval van landbouw, tuinbouw, aquacultuur, bosbouw, jacht en visserij |
| 02 01 01 | Slib van wassen en schoonmaken |
| | <i>Slib van wassen en schoonmaken van een silo</i> |
| | <i>Slib van wassen en schoonmaken van landbouwmachines zonder sproeier van fytosanitaire producten</i> |
| 02 01 02 | Afval van dierlijke weefsels |
| | <i>Afval van weefsels van fokdieren</i> |
| 02 01 03 | Afval van plantaardige weefsels |
| | <i>Schors, zaagsel, houtachtige vezels uit de schredding</i> |
| | <i>Afval van het kappen van bomen, struiken of van wijnstokken die vrij van ziekten zijn (virussen, bacteriën, zwammen of parasieten)</i> |
| | <i>Afgeriste druiven</i> |
| | <i>Granen</i> |
| | <i>Kaf van graangewassen (na het dorsen) en stof van graangewassen</i> |
| | <i>Stro van graangewassen</i> |
| | <i>Bietenbladeren</i> |
| | <i>Loof (aardappelen, wortels, peulgewassen, enz.)</i> |
| | <i>Restafval van koolzaad (stammen, wortels, enz.)</i> |
| | <i>Restafval van maïs (granen, afgeriste maïs, stro, wortels, enz.)</i> |
| | <i>Hennep</i> |
| | <i>Lijn</i> |
| | <i>Productieafval (met inbegrip van rotte vruchten en groenten, afval van sortering, getrokken witloofwortelen, aardappelknollen, enz.)</i> |
| | <i>Bladeren uit boomgaarden</i> |
| | <i>Bloemen</i> |
| | <i>Gras, hooi en nagras (behalve aan de rand van de wegen)</i> |
| | <i>Adventitia</i> |
| | <i>Onbehandelde planten en zaaizaad</i> |
| | <i>Biomassa uit tussenteelten (groenbemester, tussengewas, enz.)</i> |
| | <i>Energieplanten (maïs, gerst, graangewassen, bieten, aardappelen, miscanthus, enz.)</i> |
| | <i>Restafval van voeder voor fokdieren (krachtvoeder, soja, enz.)</i> |
| | <i>Snoeiafval van hagen en struiken</i> |
| | <i>Waterplanten, onderwaterplanten, rieten, algen</i> |

| | |
|-----------------|--|
| 02 01 04 | Kunststofafval (exclusief verpakkingen) |
| | <i>Biologisch afbreekbare kunststoffen</i> |
| 02 01 06 | Dierlijke feces, urine en mest (inclusief gebruikt stro), afvalwater, gescheiden ingezameld en elders verwerkt. |
| | <i>Mest van varkens, runderen, pluimvee, haasachtigen</i> |
| | <i>Mest van varkens, runderen, pluimvee, geitachtigen, schapen, geiten, haasachtigen, paardachtigen</i> |
| | <i>Mest van dierentuindieren</i> |
| | <i>Mest van circusdieren</i> |
| | <i>Pluimveemest (vers of gedroogd)</i> |
| | <i>Gier van boerderijmest of van het wassen van een stal</i> |
| | <i>Guano</i> |
| 02 01 07 | Afval van de bosbouw |
| | <i>Boomstronken, wortels, bast, zaagsel en spaanders</i> |
| | <i>Resten van snoeiing</i> |
| | <i>Dorre bladeren</i> |
| | <i>Naalden van naldbomen</i> |
| 02 01 99 | Niet elders genoemd afval |
| | <i>Rauwe melk</i> |
| | <i>Honing</i> |
| | <i>Eieren</i> |
| | <i>Slibsedimenten van open aquacultuur (vijverteelt)</i> |
| | <i>Slibsedimenten van gesloten aquacultuur (teelt in bakken)</i> |
| | <i>Stoffen verstopt in de roosters van rivieren, drijvend plantaardig afval</i> |
| | <i>Afval van silo's (plantaardige stoffen)</i> |
| | <i>Teeltsubstraat van Parijse champignons en andere eetbare champignons</i> |
| 02 02 | Afval van de bereiding en verwerking van vlees, vis en ander voedsel van dierlijke oorsprong. |
| 02 02 01 | Slib van wassen en schoonmaken |
| | <i>Slib van wassen en schoonmaken van vrachtwagens die de dieren naar het slachthuis brengen</i> |
| | <i>Slib van wassen en schoonmaken van de stalzone</i> |
| 02 02 02 | Afval van dierlijke weefsels |
| | <i>Bloed</i> |
| | <i>Horens</i> |
| | <i>Hoeven</i> |
| | <i>Huiden</i> |
| | <i>Bont</i> |
| | <i>Haar</i> |
| | <i>Pluimen</i> |
| | <i>Haar</i> |
| | <i>Beenderen</i> |
| | <i>Slachtafval (slappe lichamen)</i> |
| 02 02 03 | Stoffen ongeschikt voor consumptie of verwerking |
| | <i>Stoffen, die in de zin van Verordening 852/2004 zijn verwerkt - zie opmerking aan het einde van het document - ongeschikt voor een latere verwerking of voor menselijke consumptie (gekookt vlees, vleeswaren, pekelvlees, vissen, zeevruchten, slakken, bereide gerechten, eieren, honing, enz...)</i> |
| | <i>Stoffen, die in de zin van Verordening 852/2004 - niet zijn verwerkt - zie opmerking aan het einde van het document - ongeschikt voor een latere verwerking of voor menselijke consumptie (rauw vlees, vissen, zeevruchten, slakken, eieren, honing, enz...)</i> |
| | <i>Dierlijke vetten</i> |
| 02 02 04 | Slib afkomstig van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib afkomstig van de behandeling van afvalwater van slachthuizen en van uitsnijderijen</i> |
| 02 02 99 | Niet elders genoemd afval |
| | <i>Voeder voor gezelschapsdieren, die dierlijke bijproducten bevatten, die niet meer bestemd zijn voor dierlijke voeding wegens commerciële redenen</i> |

| | |
|-----------------|---|
| | <i>Gelatineafval</i> |
| | <i>Wolresten en -afval (onbehandeld)</i> |
| | <i>Eierschalen</i> |
| | <i>Schalen van mosselen en andere weekdieren</i> |
| | <i>Schalen van schaaldieren</i> |
| | <i>Slakkenhuizen</i> |
| | <i>Fecale stoffen uit de stalruimte voor dieren voor het bereiken van het slachthuis</i> |
| | <i>Stercoraire stoffen (urine, inhoud van de pensen, magen en darmen)</i> |
| | <i>Afval van roostergoed</i> |
| | <i>Drijvend slib van slachthuizen</i> |
| 02 03 | Afval van de bereiding en verwerking van vruchten, groenten, graangewassen, spijsolie, cacao en koffie, productie van conserven en tabak |
| 02 03 01 | Slib van wassen, schoonmaken, pellen, centrifugeren en scheiden |
| | <i>Slib afkomstig van voedingsproductie (plantaardige oorsprong)</i> |
| | <i>Plantaardige stoffen uit het proces met betrekking tot wassen, schoonmaken, pellen, centrifugeren, scheiden en filtratie</i> |
| | <i>Substraat van filtratie van natuurlijke oorsprong (diatomeeënarde, actieve kool, klei ...)</i> |
| 02 03 03 | Afval van oplosmiddelenextractie |
| | <i>Van olie ontdane koeken uit de extractie van voedingsolie (soja, koolzaad, lijn, enz.)</i> |
| | <i>Koeken van noten van <i>Galla chinensis</i> (na uitschakeling van oplosmiddelen)</i> |
| | <i>Koeken van tarapoeder (na uitschakeling van oplosmiddelen)</i> |
| | <i>Opgebruikt olijvenafval (na uitschakeling van oplosmiddelen)</i> |
| 02 03 04 | Stoffen ongeschikt voor consumptie of verwerking |
| | <i>Grondstoffen ongeschikt voor verwerking</i> |
| | <i>Levensmiddelen ongeschikt voor consumptie</i> |
| | <i>Beschadigde partijen sigaretten</i> |
| | <i>Hulpmiddelen (antioxidanten, kleurstoffen, enz.), bewaarmiddelen uitgezonderd</i> |
| | <i>Gist</i> |
| 02 03 05 | Slib afkomstig van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib afkomstig van de behandeling van afvalwater van de verwerking en de bereiding van vruchten, groenten en graangewassen, spijsolie, cacao en koffie, productie van conserven en tabak</i> |
| 02 03 99 | Niet elders genoemd afval |
| | <i>Vruchten en groenten : afval van bereiding</i> |
| | <i>Pitten</i> |
| | <i>Steenvruchten</i> |
| | <i>Glucose, vruchtenwater, suikerwater, vruchtensap</i> |
| | <i>Koffiemoer uit de productie en de bereiding van koffie</i> |
| | <i>Cichorei-, graangewassenmoer</i> |
| | <i>Theemoer, theeblad, afval uit de productie en de bereiding van thee</i> |
| | <i>Expellerkoeken (koolzaad, soja, enz.)</i> |
| | <i>Onverwerkt olijvenafval</i> |
| | <i>Olijfwater</i> |
| | <i>Afval uit graangewassen</i> |
| | <i>Schalen van vruchten (cacao, note, enz.)</i> |
| | <i>Tabak : stof, afval uit het zeven, bladeren</i> |
| | <i>Cichoreidroesem</i> |
| | <i>Afval van melasse</i> |
| | <i>Rest van specerijen (kruiden, bouillon, saus, enz.)</i> |
| | <i>Afval van de productie van aardappel-, mais-, rijstzetmeel</i> |
| | <i>Bakolie en bakvet, afval van vetgangers van plantaardige aard</i> |
| | <i>Glycerine (uit plantaardige stoffen)</i> |
| 02 04 | Afval van de suikerverwerking |

| | |
|-----------------|---|
| 02 04 02 | Afgekeurd calciumcarbonaat |
| | <i>Afval van carbonatie</i> |
| 02 04 03 | Slib afkomstig van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling van afoalwater van de verwerkende industrie</i> |
| 02 04 99 | Niet elders genoemd afval |
| | <i>Suiker</i> |
| | <i>Suikerwater</i> |
| | <i>Melasse</i> |
| | <i>Droesem van suikerproducten</i> |
| | <i>Skimmings van suikerproducten</i> |
| | <i>Organische afvalstoffen uit het versnipperen van snijdsels (bladeren, halzen, wortelvezels, enz.)</i> |
| | <i>Gras uit het wassen van bieten</i> |
| | <i>Pulp</i> |
| | <i>Bagasse</i> |
| 02 05 | Afval van de zuivelindustrie |
| 02 05 01 | Stoffen ongeschikt voor consumptie of verwerking |
| | <i>Melk, melkproducten, van mel afgeleide producten ongeschikt voor verwerking of voor menselijke consumptie, melkserum inbegrepen</i> |
| 02 05 02 | Slib afkomstig van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling van afoalwater van de zuivelindustrie</i> |
| 02 06 | Afval van bakkerijen en de suikerwarenfabrieken |
| 02 06 01 | Stoffen ongeschikt voor consumptie of verwerking |
| | <i>Grondstoffen van dierlijke oorsprong ongeschikt voor verwerking (melk, boter, eieren, honing, enz. ...)</i> |
| | <i>Grondstoffen van niet-dierlijke oorsprong ongeschikt voor verwerking</i> |
| | <i>Levensmiddelen ongeschikt voor menselijke consumptie</i> |
| 02 06 03 | Slib afkomstig van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling van afoalwater van bakkerijen en suikerwarenfabrieken</i> |
| 02 06 99 | Niet elders genoemd afval |
| | <i>Afval, van dierlijke oorsprong, uit de bereiding (rest van beslag, van boter, ...)</i> |
| | <i>Afval, van niet-dierlijke oorsprong, uit de bereiding (rest van meel, van suiker, ...)</i> |
| 02 07 | Afval van de productie van alcoholische en niet-alcoholische dranken (exclusief koffie, thee en cacao) |
| 02 07 01 | Afval van wassen, schoonmaken en mechanische bewerking van de grondstoffen |
| | <i>Organische afvalstoffen van plantaardige oorsprong uit het wassen, het schoonmaken en de mechanische bewerking van de grondstoffen</i> |
| | <i>Substraat van filtratie van natuurlijke oorsprong (diatomeeënarde, actieve kool, klei ...)</i> |
| 02 07 02 | Afval van de destillatie van alcoholische dranken |
| | <i>Afval van vruchten: pulp, most</i> |
| | <i>Afval van vruchten: afgeriste trossen, pitten en stenen</i> |
| | <i>Afval van graangewassen</i> |
| | <i>Afval van aardappelen</i> |
| | <i>Droesem</i> |
| 02 07 04 | Stoffen ongeschikt voor consumptie of verwerking |
| | <i>Grondstoffen ongeschikt voor verwerking</i> |
| | <i>Dranken ongeschikt voor consumptie</i> |
| 02 07 05 | Slib afkomstig van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling van afoalwater uit de productie van alcoholische en niet-alcoholische dranken (koffie, thee en cacao uitgezonderd)</i> |
| 02 07 99 | Niet elders genoemd afval |
| | <i>Vruchten- en grasmoer</i> |
| | <i>Moutmoer, -kiemen en -stof</i> |
| | <i>Hopbostel</i> |
| | <i>Slib van brouwerij</i> |

| | |
|-----------------|---|
| | <i>Slib van wijnbereiding</i> |
| | <i>Wijndroesem en -moer</i> |
| | <i>Gist en daarmee gelijkgesteld</i> |
| | <i>Suikerwater</i> |
| 3 | Afval van de houtverwerking en de productie van papier, karton, pulp, panelen en meubelen |
| 03 01 | Afval van de houtverwerking en de productie van panelen en meubelen |
| 03 01 01 | Schors- en kurkafval |
| | <i>Schors</i> |
| 03 01 05 | Niet onder rubriek 03 01 04 vallend zaagsel, schaafsel, spaanders, houtafval, afval van spaanplaten en fineerhout |
| | <i>Houtachtige vezels uit het ontschorsen of het verscheuren, resten van hout, zaagsel, niet-verontreinigd schaafsel, houtwol, schors</i> |
| 03 03 | Afval van de productie en verwerking van papier, karton en pulp |
| 03 03 01 | Schors- en houtafval |
| | <i>Schors</i> |
| 03 03 05 | Ontinkings-slib van papierrecycling |
| | <i>Ontinkings-slib van papierrecycling</i> |
| 03 03 08 | Afval van het scheiden van voor recycling bestemd papier en karton |
| | <i>Papier en karton bevuild door voedsel (bv.: pizzakarton)</i> |
| 03 03 09 | Kalkneerslagafval |
| | <i>Ontharings-slib</i> |
| 03 03 10 | Onbruikbare vezels, door mechanische afscheiding verkregen vezel-, vulstof- en coatingslib |
| | <i>Slib dat wegens te korte vezels niet gerecycleerd kan worden</i> |
| 03 03 11 | Niet onder rubriek 03 03 10 vallend slib afkomstig van de behandeling <i>in situ</i> van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling van afvalwater van de productie en de verwerking van papier</i> |
| 03 03 99 | Niet elders genoemd afval |
| | <i>Pulp</i> |
| 4 | Afval van de leer-, bont- en textielindustrie |
| 04 01 | Afval van de leer- en bontindustrie |
| 04 01 01 | Schraapafval |
| | <i>Schraapafval (bindweefsel, vethoop, enz.)</i> |
| | <i>Snijafval van ongelooide huiden</i> |
| 04 01 02 | Loogafval |
| | <i>Haar</i> |
| | <i>Wol</i> |
| 04 01 07 | Chroomvrij slib, met name van de behandeling <i>in situ</i> van afvalwater |
| | <i>Chroomvrij zuiveringsslib uit de behandeling van afvalwater</i> |
| 04 01 08 | Chroomhoudend gelooide leerafval (snijafval, polijststof) |
| | <i>Snijafval van gelooide huiden</i> |
| 04 01 99 | Niet elders genoemd afval |
| | <i>Snijafval van ruwe huiden</i> |
| | <i>Leder-afsnijdels</i> |
| | <i>Vetten</i> |
| | <i>Doorsijpeling en olie</i> |
| 04 02 | Afval van de textielindustrie |
| 04 02 10 | Organisch afval van natuurlijke producten (bv. vet, was) |
| | <i>Vetten, was</i> |
| 04 02 20 | Niet onder 04 02 19 vallend slib van de behandeling <i>in situ</i> van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling <i>in situ</i> van afvalwater dat geen gevaarlijke stoffen bevat</i> |
| 04 02 21 | Afval van onverwerkte textielvezels |
| | <i>Wolresten en -afval (onbehandeld)</i> |
| | <i>Afval van cellulosevezels en van plantaardige weefsels (onverwerkt en onbehandeld)</i> |

| | |
|----------|--|
| 6 | Afval van anorganische chemische processen |
| 06 03 | Afval van BFLG van zouten en hun oplossingen en metaaloxiden |
| 06 03 14 | Niet onder 06 03 11 en 06 03 13 vallende vaste zouten en oplossingen |
| | <i>Fysiologische oplossing (0,9 % NaCl)</i> |
| 06 05 | <i>Slib afkomstig van de behandeling in situ van afvalwater</i> |
| 06 05 03 | Niet onder 06 05 02 vallend slib van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling in situ van afvalwater dat geen gevaarlijke stoffen bevat</i> |
| 7 | Afval van organische chemische processen |
| 07 01 | Afval van bereiding, formulering, levering en gebruik (BFLG) van organische basischemicaliën |
| 07 01 01 | Waterige wasvloeistoffen en moederlogen |
| | <i>Water uit ijsazijn</i> |
| 07 01 12 | Niet onder 07 01 11 vallend slib van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling in situ van afvalwater dat geen gevaarlijke stoffen bevat</i> |
| 07 01 99 | Niet elders genoemd afval |
| | <i>MONG bio</i> |
| | <i>Glycerine van de biodieselindustrie</i> |
| | <i>Glycerine uit de productie van biobrandstoffen van dierlijke oorsprong</i> |
| | <i>Natriumacetaat</i> |
| | <i>Dimeerafoal</i> |
| 07 02 | Afval van BFLG van kunststoffen, synthetische rubber en kunstvezels |
| 07 02 12 | Niet onder 07 03 11 vallend slib van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling van water dat geen gevaarlijke stoffen bevat</i> |
| 07 02 13 | Kunststofafval |
| | <i>Biologisch afbreekbare kunststoffen</i> |
| 07 03 | Afval van BFLG van organische kleurstoffen en pigmenten (exclusief 06 11) |
| 07 03 12 | Niet onder 07 03 11 vallend slib van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling van water dat geen gevaarlijke stoffen bevat</i> |
| 07 04 | Afval van BFLG van organische gewasbeschermingsmiddelen (exclusief 02 01 08 en 02 01 09), houtverduurzamingsmiddelen (exclusief 03 02) en andere biociden |
| 07 04 12 | Niet onder 07 04 11 vallend slib van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling van afvalwater dat geen gevaarlijke stoffen bevat</i> |
| 07 05 | Afval van BFLG van farmaceutische producten |
| 07 05 12 | Niet onder 07 05 11 vallend slib van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling van afvalwater dat geen gevaarlijke stoffen bevat</i> |
| 07 05 14 | Niet onder 07 05 13 vallende vaste afvalstoffen |
| | <i>Droesem van geneeskundige planten</i> |
| | <i>Resten van schimmelsubstraat</i> |
| | <i>Mycelium</i> |
| | <i>Afval van eiwitten</i> |
| | <i>Gelatineblokken</i> |
| 07 06 | Afval van BFLG van vetten, smeermiddelen, zepen, detergenten, desinfecterende middelen en cosmetische producten |
| 07 06 12 | Niet onder 07 06 11 vallend slib van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling van afvalwater dat geen gevaarlijke stoffen bevat</i> |
| 07 06 99 | Niet elders genoemd afval |
| | <i>Planten en extracten van planten</i> |
| 07 07 | Afval van BFLG van fijnchemicaliën en niet elders genoemde chemische producten |
| 07 07 12 | Niet onder 07 07 11 vallend slib van de behandeling in situ van afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling van afvalwater dat geen gevaarlijke stoffen bevat</i> |
| 07 07 99 | Niet elders genoemd afval |
| | <i>Perfusieoplossingen (bv.: oplossing met glucose)</i> |

| | |
|----------|--|
| 15 | Verpakkingsafval, absorbentia, poetsdoeken, filtermateriaal en beschermende kleding (niet elders genoemd) |
| 15 01 | Verpakking en verpakkingsafval (inclusief gescheiden ingezameld stedelijk verpakkingsafval) |
| 15 01 01 | Papieren en kartonnen verpakking |
| | <i>Biologisch afbreekbare papieren en kartonnen verpakking</i> |
| 15 01 02 | Kunststofverpakking |
| | <i>Biologisch afbreekbare kunststofverpakking</i> |
| 15 01 03 | Houten verpakking |
| | <i>Onbehandeld houten verpakking</i> |
| 15 01 05 | Composietverpakking |
| | <i>Biologisch afbreekbaar afval van composietverpakking</i> |
| 15 01 09 | Textielen verpakking |
| | <i>Biologisch afbreekbaar afval van textielverpakking</i> |
| 16 | Niet elders in de lijst genoemd afval |
| 16 03 | Afgekeurde charges en ongebruikte producten |
| 16 03 06 | Niet onder 16 03 05 vallend anorganisch afval |
| | <i>Beschadigde biologisch afbreekbare hydrofilm die aan de norm EN 13432 voldoet</i> |
| 19 | Afval van installaties voor afvalbeheer, off-site waterzuiverings-installaties en water voor industrieel gebruik |
| 19 05 | Afval van het composteren |
| 19 05 01 | Niet-gecomposteerde fractie van soortgelijk afval |
| | <i>Niet gecomposteerd binnenkomend afval</i> |
| 19 05 02 | Niet-gecomposteerde fractie van dierlijk en plantaardig afval |
| | <i>Niet gecomposteerd binnenkomend afval</i> |
| | <i>Houtafval uit het zeven</i> |
| 19 05 03 | Afgekeurde compost |
| | <i>Afgekeurde compost wegens commerciële redenen (bv. onvoldoende landbouwkundige parameters)</i> |
| 19 06 | Afval van de anaerobe behandeling van afval |
| 19 06 03 | Vloeistof verkregen bij de anaerobe behandeling van stedelijk afval |
| | <i>Vloeistof verkregen bij de anaerobe behandeling van selectief ingezamelde organische afvalstoffen</i> |
| 19 06 04 | Digestaat van de anaerobe behandeling van stedelijk afval |
| | <i>Digestaat van de anaerobe behandeling van selectief ingezamelde organische afvalstoffen</i> |
| 19 06 05 | Vloeistof verkregen bij de anaërobe behandeling van dierlijk en plantaardig afval |
| | <i>Vloeistof verkregen bij de anaërobe vergisting van plantaardig afval</i> |
| | <i>Vloeistof verkregen bij de anaërobe vergisting van dierlijk en plantaardig afval</i> |
| 19 06 06 | Digestaat uit de anaërobe behandeling van dierlijk en plantaardig afval |
| | <i>Digestaat uit de anaërobe behandeling van plantaardig afval</i> |
| | <i>Digestaat uit de anaërobe behandeling van dierlijk en plantaardig afval</i> |
| 19 08 | Niet elders genoemd afval van afvalwaterzuivering |
| 19 08 05 | Slib van de behandeling van stedelijk afvalwater |
| | <i>Stedelijk zuiveringsslib</i> |
| 19 08 09 | Vet- en oliemengsels uit olie/waterscheiders die enkel spijsolie en -vetten bevatten |
| | <i>Vet- en oliemengsels uit olie/waterscheiders die enkel spijsolie en -vetten bevatten, met uitzondering van vet- en oliemengsels uit stedelijke waterzuiverings-installaties</i> |
| 19 08 12 | Niet onder 19 08 11 vallend slib van de biologische zuivering van industrieel afvalwater |
| | <i>Slib van de biologische zuivering van industrieel afvalwater dat geen gevaarlijke stoffen bevat</i> |
| 19 08 14 | Niet onder 19 08 13 vallend slib van andere behandelingen van industrieel afvalwater |
| | <i>Slib van de behandeling van afvalwater dat geen gevaarlijke stoffen bevat</i> |
| 19 09 | Afval van de bereiding van voor menselijke consumptie bestemd water en water voor industrieel gebruik |
| 19 09 02 | Waterzuiveringsslib |
| | <i>Ijzerhoudend slib uit de behandeling van water voor menselijke consumptie of voor industrieel gebruik</i> |

| | |
|----------|--|
| 19 09 03 | Ontharingsslib |
| | <i>Ontharingsslib uit de bereiding van voor menselijke consumptie bestemd water</i> |
| | <i>Ontharingsslib uit de bereiding van voor industrieel gebruik bestemd water</i> |
| 19 12 | Afval van niet elders genoemde mechanische afvalverwerking (bv.: sorteren, breken, verdichten, palletiseren) |
| 19 12 12 | Overig, niet onder 19 12 11 vallend afval (inclusief mengsels van materialen) van mechanische afvalverwerking. |
| | <i>Organische mengsel: mengsel van afval uit de mechanische behandeling van voormalige voedingsmiddelen van plantaardige oorsprong, opgehaald in kleine of grote supermarkten</i> |
| | <i>Organische mengsel: mengsel van afval uit de mechanische behandeling van voormalige voedingsmiddelen van plantaardige en dierlijke oorsprong, opgehaald in kleine of grote supermarkten</i> |
| | <i>Organische mengsel: mengsel van afval uit de mechanische behandeling van het voor vergisting vatbare deel van de huisafval, in geval van selectieve inzameling</i> |
| 20 | Stedelijk afval (huishoudelijk afval en soortgelijk bedrijfsafval, industrieel afval en afval van instellingen) inclusief gescheiden ingezamelde fracties |
| 20 01 | Gescheiden ingezamelde fracties (exclusief 15 01) |
| 20 01 08 | Biologisch afbreekbaar keuken- en kantineafval |
| | <i>Voedingsresten</i> |
| 20 01 25 | Voedingsoliën en -vetten |
| | <i>Selectief opgehaalde voedingsoliën en -vetten</i> |
| 20 01 38 | Niet onder 20 01 37 vallend hout |
| | <i>Boomstronken, wortels, bast, zaagsel en spaanders</i> |
| | <i>Afgezaagde takken (verhakseld)</i> |
| 20 01 39 | Kunststoffen |
| | <i>Biologisch afbreekbare kunststoffen</i> |
| 20 01 99 | Niet elders genoemde fracties |
| | <i>Voor vergisting vatbare deel van huisafval dat selectief wordt opgehaald (voedingsresten, klein tuinafval,...)</i> |
| | <i>Levensmiddelen, van plantaardige oorsprong, opgehaald in kleine of grote supermarkten</i> |
| | <i>Levensmiddelen, van plantaardige en dierlijke oorsprong, opgehaald in kleine of grote supermarkten</i> |
| 20 02 | Tuin- en plantsoenafval (inclusief afval van begraafplaatsen) |
| 20 02 01 | Biologisch afbreekbaar afval |
| | <i>Plantaardig tuin- en plantsoenafval</i> |
| 20 03 | Overig stedelijk afval |
| 20 03 02 | Marktafval |
| | <i>Niet meer voor verbruik bestemde voedingsmiddelen van plantaardige oorsprong (vruchten, groenten, enz.)</i> |
| | <i>Niet meer voor verbruik bestemd voedingsmiddelen van plantaardige en dierlijke oorsprong</i> |
| | <i>Biologisch afbreekbare verpakkingen (papier, karton, biologisch afbreekbaar kunststof, ...)</i> |
| 20 03 04 | Slib van septische putten |
| | <i>Slib/ slijk uit septische putten</i> |
| 20 98 | Afval van ziekenhuizen en verzorgingsinstellingen (exclusief 18 01) |
| 20 98 97 | Keukenafval, afval van administratieve lokalen, hotel- of huisvestingsafval geproduceerd buiten de ziekenhuis- en verzorgingszones, afgedankte apparaten en meubilair |
| | <i>Selectief opgehaald keukenafval</i> |

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor biomethanisatie bedoeld bij rubriek 90.23.15 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 2

Analysebulletin van het digestaat

Benaming van de stof :

Productiesite :

Producent :

Nr. van het gebruikscertificaat, in voorkomend geval :

| | | |
|-------|----------------------------------|-------|
| Jaar: | Producent : | Tel.: |
| | Referentienummer van de partij : | |

| | |
|-----------------------------|--|
| Nr. van het analysebulletin | |
| Datum van de monsterneming | |
| Auteur van de monsterneming | |

| | | |
|----------------|---------------|--------|
| Analysedatum : | Erkend labo : | Tel. : |
|----------------|---------------|--------|

| Parameters | Eenheid | Resultaat | Norm |
|--|------------|-----------|------|
| Landbouwkundige parameters | | | |
| pH water | | | |
| Neutraliserende waarde | | | |
| Droge stoffen | % RS | | |
| Organische stoffen | % RS | | |
| Totale stikstof | % RS | | |
| Organische stikstof | % RS | | |
| Nitraatstikstof | % RS | | |
| Ammoniakale stikstof | % RS | | |
| P en P ₂ O ₅ oplosbaar in minerale zuren | % RS | | |
| K en K ₂ O oplosbaar in water | % RS | | |
| Mg en MgO oplosbaar in minerale zuren | % RS | | |
| Ca en CaO oplosbaar in minerale zuren | % RS | | |
| C/N | | | |
| Elektrische geleidbaarheid | mS/m | | |
| | | | |
| Kiemkracht | | | |
| Granulometrie - Onzuiverheden - Steentjes | | | |
| Granulometrie van het compost | | | |
| - zeven met een zeef van 40 mm | | | |
| onzuiverheden (glas, kunststof, metaal) | | | |
| - de zeefrest met een zeef van 2 mm | | | |
| Stenen - de zeefrest met een zeef van 5 mm | | | |
| Elementen metalen sporen | | | |
| Cd | mg/kg D.S. | | |
| Cr | mg/kg D.S. | | |
| Cu | mg/kg D.S. | | |
| Hg | mg/kg D.S. | | |
| Ni | mg/kg D.S. | | |
| Pb | mg/kg D.S. | | |

| | | | |
|---|------------|--|--|
| Zn | mg/kg D.S. | | |
| Sporen organische stoffen | | | |
| BTEX (Benzeen, Tolueen, Ethylbenzeen, Xyleen) en Styreen | mg/kg D.S. | | |
| PAH (6 van Borneff) Fluorantheen, Benzo (b) fluorantheen, Benzo (k) fluorantheen, Benzo (a) pyreen, Indeno (1, 2, 3 -c, d) pyreen, Benzo (g,h,i) peryleen | mg/kg D.S. | | |
| PAH totalen (16) Fluorantheen, Benzo (b) fluorantheen, Benzo (k) fluorantheen, Benzo (a) pyreen, Indeno (1, 2, 3 -c, d) pyreen, Benzo (g,h,i) peryleen, Naftaleen, Acenaftyleen, Fluoreen, fenanthreen, antraceen, Pyreen, Benzo (a) anthraceen, Chryseen, Dibenz (a, h) anthraceen | mg/kg D.S. | | |
| PCB (7 soortgenoten van Ballschmieter) PCB nr.28, PCB nr. 52, PCB nr. 101, PCB nr. 118, PCB nr. 138, PCB nr. 153, PCB nr. 180 | mg/kg D.S. | | |
| Aardolie koolwaterstoffen verdeeld in fracties (C9 → C40) | mg/kg D.S. | | |

| | |
|----------------------------------|---|
| Interpretatief verslag | |
| | |
| Onderzocht op | Opgemaakt op te |
| Handtekening van de exploitant : | Handtekening van de verantwoordelijke van het erkend laboratorium : |

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor biomethanisatie bedoeld bij rubriek 90.23.15 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 3

"Bijlage XXXI van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Informatie betreffende de installaties voor biomethanisatie bedoeld bij rubriek 90.23.15.

I. Identificatie van de gebieden die een risico vertonen op aanwezigheid van explosieve atmosferen tijdens de verwezenlijking van een ATEX-zonering met inachtneming van het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard (plan dat als bijlage bij de aanvraag moet worden gevoegd)

II. Beschrijving van de verschillende wijzen van bevordering van biogas, van het digestaat, de mogelijkheden van de installatie en de rechtvaardiging van de weerhouden keuze.

III. Technische beschrijving :

- de dagelijkse verwerkingscapaciteit uitgedrukt in ton per dag en de jaarlijkse verwerkingscapaciteit van de installatie;

- de hoeveelheid biomaterie die kan worden opgeslagen;

- de lijst van de biomaterie en materie die in aanmerking zouden kunnen komen bij de exploitant, de aard of de benaming van de biomaterie of van de materie en de code ervan overeenkomstig de lijst van de biomaterie die afval vormt bedoeld in bijlage 1 van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor biomethanisatie bedoeld bij rubriek 90.23.15 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of, bij gebreke daarvan, de code zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;

- de modaliteiten voor de opslag voorzien voor de aangevoerde biomaterie en kenmerken van de infrastructuur (volume);

- de type en de technische kenmerken van de voorafgaande behandeling uitgevoerd op de aangevoerde biomaterie;

- de technische kenmerken van de biomethanisatie (aantal en volume van de digestoren, verblijftijd, type mesofiel, thermofiel ... proces);

- de type(s) en de technische kenmerken na de behandeling uitgevoerd op het bruto-digestaat;
- de modaliteiten voor de opslag bedoeld voor het bruto-digestaat en/of het behandeld digestaat, met inbegrip van het aantal en de volume van de opslagkuipen;
- de uren voor het af- en aanrijden van het vrachtverkeer voor het vervoer van de afvalstoffen en van het digestaat;
- de beschrijving en de afmetingen van de verschillende oppervlakten bedoeld in onderstaande tabel :

| | Volume (m ³)* | Gebruikte oppervlakte (m ²)* |
|---|---------------------------|--|
| Ontvangstruimte | | |
| Opslaginfrastructuren | | |
| Installatie voor de bereiding van de mengsel | | |
| Ruimte voor biomethanisatie | | |
| Ruimte voor postbehandeling | | |
| Opslaginstallaties voor het bruto-digestaat of het behandeld digestaat in afwachting van hun verwijdering | | |

* : Maximumvolumes en -oppervlaktes

IV. Stuivende biomaterie

Als de biomethaniseringsinstallatie meer dan 10 000 ton stuivende biomaterie per jaar verwerkt waarvan de diversiteit van S1 tot S4 wordt ingedeeld, voegt dan de exploitant een "Plan voor de Beperking van de Diffuse Emissies van deeltjes" (PBDE).

Het PBDE bevat minstens de volgende elementen:

- een identificatie van de diffuse emissiebronnen van deeltjes op het geheel van het gebied (plaats, soort verrichting, soort materiaal...);
- een karakterisering van de installaties en van de activiteiten die diffuse emissies veroorzaken (jaarlijks verwerkte en/of behandelde hoeveelheden, oppervlakte van de opslagen, andere oppervlakten die blootgesteld zijn aan winderosie, omvang van het vrachtverkeer ...);
- de reeds uitgevoerd of uit te voeren acties ter voorkoming en/of ter verwijdering van de diffuse emissies van deeltjes binnen een bepaalde termijn.

De dispersiviteit van de materialen, die overeenstemt met de indeling van bijlage 8.4 van het document "Bref" met als opschrift "Emissies door het opslaan van gevaarlijke stoffen of door het los opslaan van stoffen" wordt ingedeeld als volgt :

| | Niet-bevloeibaar | Bevloeibaar |
|--|------------------|-------------|
| Zeer gevoelig voor wegvliegen | S1 | S2 |
| Matig gevoelig voor verwaaing | S3 | S4 |
| Bijna of helemaal niet gevoelig voor verwaaing | S5 | S5 |

Het AWAC blijft ter beschikking van de exploitant voor de uitwerking van het PBDE.

V. Biogas :

1. Theoretische maximale hoeveelheid, uitgedrukt in ton, biogas in de biomethaniseringsinstallatie
2. Dienstdruk
3. Als de hoeveelheid biogas in de biomethaniseringsinstallatie hoger dan 830 Nm³ is, dan bevat een analyse van de risico's minstens de volgende elementen:
 - een identificatie en een karakterisering van de mogelijke gevaren, met name:
 - o de aanwezigheid van stoffen die een ontploffing zouden kunnen veroorzaken;
 - o de werking van de mogelijk gevaarlijke installaties;
 - o de identificatie van de natuurlijke of elektrische risico's;
 - een grondig onderzoek van de risico's met vermelding, voor elk verschijnsel, van informatie betreffende de waarschijnlijkheid, de ernst, de kinetica alsook de verbonden gevolgen (thermische overdruk en straling);
 - een kaart van de aan de gevolgen blootgestelde zones;
 - een beschrijving van de preventie- en beschermingsmaatregelen van de risico's.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor biomethanisatie bedoeld bij rubriek 90.23.15 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY